

## **La place des Etats-Unis dans le marché mondial du coton-fibre**

---

A. de Crozals





**Unité de recherche économie des filières**  
Documents de travail en économie des filières  
N° 15-94 - Avril 1994

# **La place des Etats-Unis dans le marché mondial du coton-fibre**

A. de Crozals  
sous la direction de G. Raymond



Centre de coopération internationale  
en recherche agronomique pour le développement



*Université de Montpellier I  
Faculté de Droit et des Sciences Economiques  
UFR de Sciences Economiques.*

**LA PLACE DES ETATS-UNIS DANS LE  
MARCHE MONDIAL DU COTON-FIBRE**

**MEMOIRE**

présenté pour l'obtention du DESS  
*Economie Rurale et Gestion des Entreprises Agro-Alimentaires.*

par **Arnaud de CROZALS**

sous la direction de

**F.TASSIN  
G.RAYMOND**

septembre 1993



## **RESUME**

Le coton a été pour la première fois cultivé à échelle industrielle aux Etats-Unis. Cette tradition explique que ce pays soit resté pendant longtemps le premier pays cotonnier. Les deux dernières décennies ont vu un bouleversement de la hiérarchie mondiale au niveau de la production et de l'exportation de coton-fibre. Mais les Etats-Unis fidèles à leur tradition de capture des marchés extérieurs sont toujours les premiers exportateurs.

Malgré une politique agricole interventionniste et très adaptable à la physionomie du marché à l'exportation, ce dernier est en train de subir une importante mutation amorcée notamment par l'éclatement de l'ex-Union Soviétique dont certaines républiques sont devenues les principales concurrentes des Etats-Unis.

Mais une fois de plus les Etats-Unis ont anticipé et provoqué la nouvelle mutation du marché mondial du coton-fibre qui s'enfonce depuis quelques années dans une dépression déclenchée en partie par la forte concurrence des fibres chimiques et par le marasme général du marché des matières premières.

Voyant le marché du coton-fibre inondé par des exportations plus compétitives, les Etats-Unis ont orienté leur production vers une qualité supérieure afin de se démarquer : ils ont simultanément développé un système qui permettra de valoriser cette qualité et donc leur production par rapport aux autres.

Mais l'avenir sera également dicté par l'évolution des accords internationaux régissant le commerce mondial du coton-fibre (Accord Multi-Fibres - AMF) qui pour le moment protège les pays industrialisés par un système de quotas.

**Mots-clefs** : Coton-fibre - Commerce international - Politique agricole - Coûts de production - Fibres chimiques - Qualité - Accord Multi-Fibres - GATT.

**Key-words** : Cotton - International trade - Farm bill - Costs of production - Chemical fibers - Quality - Multi-Fiber Agreement - GATT.





## **REMERCIEMENTS**

Je tiens à exprimer ici ma gratitude à Messieurs TASSIN responsable du **DESS *Economie Rurale et Gestion des Entreprises Agro-Alimentaires*** à la faculté des sciences économiques de Montpellier et RAYMOND responsable de l'**Unité de Recherche économie des filières** du **CIRAD-CA** à Montpellier pour la confiance qu'ils m'ont donné.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé à leur manière à réaliser ce mémoire, qu'elles trouvent ici l'expression de ma sincère reconnaissance. Parmi elles je tiens tout particulièrement à remercier : Corinne, Edgard, Nathalie, Monica, Hélène, Roseline, Raymonde et tout le personnel de l'**Unité de Recherche économie des filières** du **CIRAD-CA** pour la joie et la bonne humeur que j'ai rencontrées tout au long de ce stage.





## **SOMMAIRE**

<b>Introduction</b>	<b>1</b>
 <b><u>PARTIE 1 : Politique agricole américaine et place du coton dans l'agriculture des Etats-Unis</u></b>	
1.1. La politique agricole américaine	3
1.2. Place du coton dans l'agriculture américaine	13
 <b><u>PARTIE 2 : Le marché mondial du coton-fibre et la place des Etats-Unis</u></b>	
2.1. L'offre	19
2.2. La demande	41
2.3. Les échanges	49
2.4. Les prix	59
 <b><u>PARTIE 3 : Structures et mécanismes de fonctionnement et de protection du marché aux USA</u></b>	
3.1. Le marché du coton-fibre aux Etats-Unis	63
3.2. Marché à terme et options : le <i>New York Cotton Exchange</i>	69
3.3. La politique cotonnière des Etats-Unis	76
3.4. L'impact du programme cotonnier	81
 <b>Conclusion</b>	 <b>89</b>
<b>Annexes</b>	<b>90</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>127</b>
<b>Table des matières</b>	<b>137</b>





## INTRODUCTION

La première trace écrite sur l'existence du coton remonte à **HERODOTUS** qui estimait son origine à 1650 av.JC.. Mais l'utilisation de la fibre est plus ancienne encore : dans les années 60, dans la vallée du Tehuacan au Mexique, on a trouvé des fragments de coton filé daté au carbone 14 entre 7200 et 5800 av.JC.

(1).

Mais malgré ses lointaines origines, l'expansion mondiale du coton ne s'est faite qu'au moment de la révolution industrielle.

Même si le coton fournit différents produits tel que l'huile ou les tourteaux, c'est pour sa fibre qu'il est le plus connu car il est la première plante textile au monde. L'utilisation industrielle du coton approche la moitié de l'utilisation totale de fibres.

Depuis le début du siècle, la part du coton fibre ne cesse de baisser au profit des fibres chimiques qui ont connu un essor extraordinaire depuis les années 60 (cf *Annexe 1*). Cette tendance s'est atténuée depuis deux décennies car la part du coton s'est stabilisée autour de 50 % de la consommation totale de fibres; ceci s'est réalisé grâce aux efforts consentis par les Etats-Unis et certains pays d'Europe de l'ouest à relancer la consommation de fibres naturelles. Les Etats-Unis dominent le marché international du coton pour des raisons aussi diverses que l'héritage historique et le perfectionnement continu des mécanismes de soutien à la commercialisation. Ces événements, une fois analysés, nous permettront de mieux appréhender la situation actuelle. Pour en saisir toutes les nuances, il faudra disséquer le coton à plusieurs stades d'analyse : ceux-ci correspondront à différents niveaux d'influence comme l'agriculture ou les marchés national et international.

Une fois tous ces niveaux appréhendés, nous pourrions enfin savoir pourquoi ce pays a dominé ce marché jusqu'à présent et quelles sont les raisons du changement actuel.

L'attention sera d'abord portée sur la politique agricole américaine qui nous permettra de connaître la logique de l'intervention de l'Etat dans son ensemble avant de s'intéresser au marché mondial du coton dans une deuxième partie. Cette deuxième approche situera les Etats-Unis dans l'environnement global : nous pourrions ainsi voir leur poids sur le marché, son évolution dans le temps et peut-être son proche avenir.

Dans la troisième et dernière partie, nous examinerons le marché du coton aux Etats-Unis en prenant une par une ses principales composantes telles que la politique cotonnière ou les exploitations; cette partie se terminera par l'influence qu'exerce ces mesures sur le coton américain aux niveaux national et international.

Les Etats-Unis ne sont pas arrivés par hasard à leur place actuelle. Une part de l'explication vient de son histoire. Très tôt la culture du coton s'est fortement implantée dans le sud des Etats-Unis. En effet l'invention de l'égreneuse de coton est arrivée seulement quatre ans après l'établissement du gouvernement. La culture du coton et la nation naissante se sont développées simultanément. Cela a permis au coton entre 1793 et 1861 de s'étendre depuis la côte atlantique jusqu'au delà du Mississippi.

L'égreneuse s'est répandue avec le coton de comté en comté. Une façon de vivre et une classe sociale se sont développées avec la bénédiction des agriculteurs et le travail des esclaves. L'abolition de l'esclavage révolutionna les méthodes de travail et les pratiques culturelles. Le ministère de l'agriculture (**USDA**) transforma le travail de la terre traditionnel car tout en luttant contre le charançon, il favorisa la diversification et la mécanisation.

C'est à partir de ce moment que le coton aux Etats-Unis a connu un essor extraordinaire pour devenir le premier producteur mondial grâce au développement des rendements par les engrais et les progrès de la génétique.

(1) MORRIS, D.: "Cotton to 1996. Pressing a natural advantage"- The Economist Intelligence Unit. Special report n° 2145. EIU Commodity Outlook Series- 1991- 121p.



**PARTIE 1: POLITIQUE AGRICOLE AMERICAINE ET PLACE**

**DU COTON DANS L'AGRICULTURE DES ETATS-UNIS**





Cette partie présentera la politique agricole américaine pour en définir la logique d'action, ainsi que la place du coton dans l'agriculture pour avoir un aperçu de l'enjeu que peut représenter cette culture pour ce pays.

Pour cela il faudra prendre en compte l'évolution des différentes mesures, pour en arriver au **FOOD AGRICULTURAL CONSERVATION and TRADE ACT** de 1990, qui est la dernière loi à être parue. Ensuite, cette étude d'approche abordera le coton à travers la production totale de produits agricoles et leur commercialisation.

## 1.1. La politique agricole américaine

### 1.1.1. Origine et évolution <sup>(1)</sup>

Depuis le temps des colonies, jusqu'au milieu des années 70, les Etats-Unis ont dominé la production mondiale de coton. Afin d'atténuer les larges fluctuations de la production, des stocks et des prix, le gouvernement a très tôt, essayé de maîtriser la production nationale. <sup>(2)</sup>

#### 1.1.1.1. De la fin du 19ème aux années 20

Jusqu'à la fin des années 20, l'Etat fédéral n'intervient pas directement sur la formation des prix et des revenus agricoles. L'action des pouvoirs publics, en faveur de l'agriculture est cependant loin d'être négligeable. Des terres fédérales sont distribuées au particuliers et aux entreprises à des conditions très avantageuses; un vigoureux effort de développement des infrastructures est entrepris. Des organismes de recherches de formation et de vulgarisation agricoles sont créés. Les agriculteurs bénéficient également de l'élimination progressive des obstacles au commerce, et de l'harmonisation des tarifs ferroviaires entre Etats. Des droits de douanes plus ou moins élevés, selon les époques, protègent la production intérieure contre les importations.

L'année 1862 marque une étape importante, car cette année là, est promulgué l'**Homestead Act**, qui permet à tous ceux qui exploitent depuis plus de cinq ans des terres du domaine fédéral, de devenir, quasi gratuitement, propriétaires de 65 hectares. Abraham Lincoln crée le ministère de l'agriculture (**USDA**); le **Morrill Act** requiert la construction d'un collège agricole dans chaque Etat <sup>(3)</sup>.

La détérioration de la situation économique des agriculteurs au cours des années 20 suscite la première tentative significative du gouvernement pour enrayer la chute des prix agricoles. Dès 1929, un organisme public le **Federal Farm Board**, avance des fonds à des coopératives pour acheter des excédents et pour construire des installations de stockage, afin de redresser les cours. L'échec de cette opération, accrédite l'idée de la nécessité d'un contrôle de la production.

#### 1.1.1.2. Les années 30

Les législations adoptées pendant les années 30 jettent les bases de l'intervention fédérale en agriculture.

(1) DEBAR, JC; CHARVET, JP. : Chambre d'agriculture : "Les USA: agriculture et politique agricole" - Supplément au n°805 - Paris - novembre 1992.

(2) MORRIS, D. - 1991 - op cit.

(3) GAZZO, Y. : "La politique agricole des Etats-Unis - protectionisme intérieur, capture des marchés extérieurs" - Economica - Paris - 1984.



L'*Agricultural Adjustment Act (AAA)* de 1933 est une composante du *New Deal* ("nouvelle donne"), proposée par Franklin D. Roosevelt pour sortir le pays de la grande dépression. Son objectif est d'améliorer le revenu des agriculteurs, inférieurs des deux tiers, en 1932, à celui de 1929, à la fois par la hausse des prix et par le versement d'aides directes. Ces aides sont réservées aux agriculteurs qui acceptent de réduire leurs emblavements ou de conclure des accords de contrôle de la commercialisation avec les transformateurs ou les distributeurs. La diminution de l'offre vise à rétablir le cours des denrées à un niveau dit "prix de parité" qui assure aux prix agricoles le même pouvoir d'achat que les prix obtenus dans la période 1910-1914, particulièrement prospère.

Les agriculteurs participants aux programmes de réduction des surfaces cultivées, en outre, des prêts (loans) qui leur permettent de ne pas commercialiser leur production juste après leur récolte. Le fonctionnement de ce "prix plancher" est repris pour l'exemple du coton chapitre 3.3..

L'*A.A.A.* de 1933 ne se limite pas à instituer des mesures de soutien des prix et des revenus agricoles. Il lance un programme de conservation des ressources naturelles, ainsi que des projets de développement régional et rural. Une partie des excédents agricoles sont donnés aux nécessiteux. Tous ces éléments seront repris et complétés par l'*A.A.A.* de 1938. Cette loi fixe le montant du prix de soutien de chaque grande culture en pourcentage du prix de parité selon le volume d'excédents attendu. Des quotas d'emblavures et même des limitations des quantités commercialisées, sont fixées par exploitation. Un programme d'assurance récolte est créé.

L'*A.A.A.* de 1938 et celui de 1949, constituent le cadre législatif permanent des prix et des revenus agricoles. Les lois cadres votées ultérieurement sont pour l'essentiel, des amendements à ces deux *Farm Act*, concernant notamment le mode de contrôle de la production et le niveau des prix de soutien.

Une autre législation, toujours en vigueur, l'*Agricultural Marketing Agreement Act* de 1937, s'applique à la gestion des marchés des produits agricoles dont le caractère périssable ne permet pas au stockage de jouer un rôle régulateur (lait non transformé, fruits et légumes frais). Cet Act définit les règles de mises en marché (*marketing orders*) liants les producteurs aux distributeurs de ces denrées, dans des zones géographiques déterminées.

La plupart des institutions créées pendant les années 30 fonctionnent encore de nos jours. La *Commodity Credit Corporation (CCC)*, agence d'intervention de l'*U.S.D.A.*, équivalent du *FEOGA* européen; le *Soil Conservation Service*, issu du *Soil Erosion Service*; la *Farmers Home Administration (FmHA)*, qui fournit des prêts à taux préférentiels pour les agriculteurs les plus défavorisés et enfin, la *Farm Credit Administration (FCS)*, qui supervise le réseau coopératif de crédit agricole.

### 1.1.1.3. Les années 50-60

Le soutien à l'agriculture amorce un tournant dans les années 60, avec la réduction des prix de soutien au niveau des cours mondiaux. Le maintien de garanties élevées de prix pendant les périodes de conflit, aboutit au début des années 50, à la constitution de forts excédents de production. C'est dans ce contexte qu'est votée, en 1954, la *Public Law (PL 480)*, qui vise à écouler les surplus sur les marchés étrangers, notamment les pays en voie de développement. La *PL 480* couvrira près du tiers des exportations agricoles américaines en 1957. Parallèlement, plusieurs



millions d'hectares sont retirés de la production, dans le cadre de la réserve foncière (*Soil Bank*), créée en 1956. Mais ces mesures, jointes à une réduction modeste du soutien, ne suffisent pas à compenser la forte croissance de la productivité agricole, nourrie par l'intensification des techniques et la mécanisation des exploitations.

La période 1955-1965 voit s'affronter les tenants de prix de soutien élevés et d'un contrôle strict de l'offre, et les partisans de prix bas, susceptibles de décourager la surproduction. Le *Farm Act* de 1965 dégage un compromis entre ces deux positions, fondé à la fois sur le maintien de contrôle volontaire de la production, la réduction des prix de soutien des grandes cultures à un niveau proche de celui des cours mondiaux, le versement d'aides aux agriculteurs participant aux programmes et des dispositions favorisant l'écoulement des excédents sur le marché intérieur et à l'exportation.

C'est un changement important dans le mode de soutien aux agriculteurs. L'aide aux revenus agricoles dépend désormais de l'effort budgétaire, beaucoup plus que du niveau du prix plancher et des mesures de contrôle de la production. Ces dernières servent principalement à contenir les dépenses en évitant une chute trop brutale des prix du marché. D'autre part, la réduction des prix de soutien permet une diminution sensible des subventions à l'exportation.

#### 1.1.1.4. La loi-cadre de 1973

Cette loi entérine le mouvement amorcé en 1965, en instaurant des paiements compensateurs. L'innovation principale de 1973, en ce qui concerne les céréales et le coton, est l'introduction d'un prix d'objectif (*target price*). Celui-ci détermine le montant du paiement compensateur, égal à la différence entre le prix d'objectif et le prix du marché (ou le prix plancher si, celui-ci est supérieur au prix du marché). L'exemple du coton est repris au chapitre 3.3. . Le prix d'objectif est censé assurer une rémunération satisfaisante à l'agriculteur. Son calcul est fondé, non sur la notion de prix de parité utilisée jusqu'alors, mais sur une estimation des coûts de production. Jusqu'en 1981, le prix d'objectif sera révisé, chaque année, en tenant compte de la hausse des prix des intrants, de l'évolution des salaires et des taux d'intérêts, etc.

Les lois élaborées entre 1973 et 1981, le sont dans un contexte de forte inflation et de demande soutenue à l'exportation. Une conjonction de facteurs- dépréciation du dollar, achat massif de blé par l'Union Soviétique à partir de 1972, importantes liquidités des pays exportateurs de pétrole, mauvaises récoltes, etc.- provoque une hausse considérable du cours des denrées. Les agriculteurs s'endettent lourdement pour financer leurs achats de terres et d'équipement, afin de répondre à la demande (cf. *tableau I*). Le prix des terres augmente rapidement, favorisant l'octroi de prêts gagés sur le foncier. Sur l'ensemble de la décennie 70, les emblavements des principales cultures aux Etats-Unis, augmentent d'un quart, la valeur des exportations agricoles américaines est multipliée par six. La crainte de la pénurie domine.



**Tableau 1:** Evolution de quelques indicateurs de l'agriculture américaine

	69/70	72/73	80/81	85/86	87/88	88/89	89/90	90/91	91/92
Principales cultures (1)(Mha)	118,7	129,1	147,1	132,4	124,7	128,4	129,3	127,2	129
Surface en jachère sous programme fédéral(Mha)	23,1	7,9	0	19,5	31,5	24,6	24,9	26,1	21,7
Revenu agricole net (Md \$ 1990)	48,4	101,1	38,6	36,9	44,9	52,8	50,8	40,2	38
Prix des terres agricoles (\$1990/ha)	1627	ND	2906	1881	1723	1721	1649	1610	1565
Endettement(2) (Md \$ 1990)	163,9	198,8	261,2	186,9	154	144,5	136,5	133	130
Exportations (Md \$ courants)	7	15	43,8	26,3	35,3	39,6	40,2	37,6	41,5
Parts du marché mondial (%) (3)									
-Blé (y.c.farine)	29	42	43	26	37	35	31	26	29
-Céréales secondaires	40	56	59	39	54	57	62	51	47
-Riz	23	20	23	15	19	19	21	18	16
-Graines de soja	94	85	80	77	73	61	62	60	68
-Coton	16	25	30	10	28	24	32	34	30
Dépenses nettes de la CCC (4)(Md \$ 1990)	12,9	10,7	5,8	30,8	13,8	11,1	6,5	9,7	9,8
Ratio aides directes/ revenu agricole net (5) (%)	26	8	7	65	38	36	22	18	23

(1) céréales, oléagineux, betteraves à sucre, légumes secs, pomme de terre et coton.

(2) hors dépenses relatives à la résidence de l'exploitant.

(3) commerce intra-CEE exclu.

(4) dépenses en nature exclues.

(5) aides pour le soutien du revenu, versement en nature compris.

ND non déterminé

Source: DEBAR, JC- op.cit



#### 1.1.1.5. Les années 80

Le brusque retournement de la situation, au début des années 80, impose une profonde révision de la politique agricole. La contraction des débouchés extérieurs déclenche la crise la plus grave que l'agriculture américaine ait connue depuis la Grande Dépression.

Les exportations agricoles des Etats-Unis chutent de 40 % entre 1981 et 1986, en raison de la diminution des importations de certains pays en voie de développement, et d'une moindre compétitivité des denrées américaines sur le marché mondial. Celle-ci est due à la hausse du dollar, au niveau excessif des prix de soutien fixés par la loi cadre de 1981, à l'embargo céréaliier contre l'URSS en 1980, ainsi qu'à une concurrence croissante de certains pays, généralement soutenue par d'importantes subventions. La baisse des prix de marché, ainsi que les récoltes pléthoriques, et la forte augmentation des taux d'intérêts réels résultant du durcissement de la politique monétaire, provoquent une réduction sensible du revenu agricole. Les dépenses de soutien explosent, tandis que les stocks s'accumulent dans les silos de la CCC. Le prix des terres s'effondre, entraînant la faillite des agriculteurs les plus endettés.

D'où les objectifs du *Food Security Act (FSA)* voté en 1985 <sup>(1)</sup>, et qui couvre les années 1986 à 1990: restaurer la compétitivité internationale du secteur, notamment par un abaissement prononcé des prix planchers; réduire les excédents de productions; diminuer le coût du soutien à l'agriculture; redresser la situation financière des agriculteurs; mieux protéger les ressources naturelles, en particulier, lutter contre l'érosion des sols, généralement fragiles, mis en culture durant la décennie précédente (cf. *Tableau 2*). Une législation spécifique, l'*Agricultural Credit Act*, est adoptée en 1987 pour réorganiser le système de crédit agricole (*FCS*), menacé de banqueroute, et soulager les agriculteurs endettés auprès de la *Farmers Home Administration*.

Au plan international, le gouvernement américain appuie le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales sur le *GATT* qui débute en septembre 1986 à Punta del Este, en Uruguay. Les Etats-Unis insistent particulièrement sur la nécessité d'assainir les règles du commerce international agricole en diminuant les subventions qui faussent les échanges. De nouveaux programmes d'aides aux exportations dont l'*Export Enhancement Program (EEP)*, sont mis en oeuvre, à la fois pour permettre aux exportateurs américains de rester compétitifs sur le marché mondial et inciter les pays qui subventionnent largement leur agriculture, principalement la Communauté européenne, à négocier un accord de réduction du soutien au sein du *GATT*.

#### 1.1.1.6. La loi-cadre de 1990

Cette loi accentue l'orientation du *FSA 1985* vers un rôle accru du marché et une meilleure prise en compte de l'environnement (cf. *Tableau 3*). Le *Food, Agricultural, Conservation, and Trade Act (FACTA)* de 1990 se situe dans la continuité du précédent. Il a pour but de poursuivre l'amélioration de la compétitivité internationale de l'agriculture américaine car les Etats-Unis n'ont pas regagné complètement les parts de marchés perdues pendant la première moitié des années 80; le gouvernement a pour souci de

(1) BECKER, G.: "1985 farm bill: a summary" - Environmental Natural Resources Policy Division - 21 juillet 1987, Washington D.C.



diminuer les coûts du soutien en raison du déficit budgétaire, et de prendre en compte les préoccupations croissantes des américains en matière d'environnement et de qualité de l'alimentation.

Le **FACTA** prévoit de nombreuses dispositions pour améliorer la conservation des ressources naturelles et la qualité des aliments <sup>(1)</sup>. Dans le même temps, le congrès adopte le **Clean Air Act**, loi sur la pureté de l'air propice au développement de l'éthanol-carburant, et les incitations fiscales en faveur de l'éthanol-carburant au-delà de l'an 2000.

### 1.1.2. Les mécanismes de soutien à l'agriculture <sup>(2)</sup>

Ces mécanismes seront abordés de façon générale, de manière à donner un aperçu de la diversité des aides. Le cas qui nous intéresse, le coton, est traité en détail au chapitre 3.3. .

#### 1.1.2.1. Les produits concernés

Des programmes distincts sont mis en oeuvre dans les secteurs suivants: céréales, coton, arachides, autres oléagineux, sucre, miel, tabacs bruts, produits laitiers, laine et mohair. La production de viandes bovine, ovine et caprine est protégée par une législation à l'importation. On distingue, schématiquement deux grands type de soutien:

- l'un fondé sur un prix plancher, des protections à l'importation et des subventions à l'exportation relativement faibles et des paiements compensateurs; c'est le système appliqué au céréales. *Campesalone*
- l'autre basé sur un prix d'intervention, des protections à l'importation et le cas échéant des aides à l'exportation relativement élevées; c'est le régime en vigueur pour les produits laitiers.

Dans le premier cas, l'aide consiste essentiellement en des dépenses budgétaires financées par le contribuable; dans le deuxième, le soutien prend la forme de subventions indirectes par les consommateurs, sous forme de prix intérieurs supérieurs aux cours mondiaux.

Entre ces deux extrêmes, on trouve une variété de mécanismes s'appuyant sur des prix planchers sans paiements compensateurs (oléagineux), sur un *marketing loan* (riz, coton, oléagineux et miel) ou sur un système de double prix (arachides). Certaines productions sont contingentées (arachides, tabac, sucre dans certaines conditions). La protection aux frontières est assurées par des droits de douanes (cas de la plupart des productions) et des quotas (arachides, produits laitiers, sucre, coton, viande bovine dans certaines conditions).

(1) FUSILLIER, J.L.: "Compte rendu de la conférence de C.E. HANRHAN sur les orientations actuelles de la politique agricole américaine" - CIRAD - mars 1992 - Montpellier.

(2) KNUTSON, RD; RICHARDSON, J.W.: "Alternatives policy tools for U.S. agriculture". - Agricultural and Food Policy Center - 1984 - TEXAS.



Il n'y a pratiquement pas de soutien des prix et des revenus pour les productions horticoles (fruits et légumes frais et transformés, vins, plantes ornementales), ni les élevages de porcs et de volailles.

Une régulation des marchés de produits périssables (lait non transformé, fruits et légumes frais) est assurée par des règles de mise en marché, liant producteurs et acheteurs dans des zones géographiques déterminées (marketing orders).

#### 1.1.2.2. La répartition des aides

Selon le recensement agricole de 1987, un tiers seulement des exploitations agricoles, représentant la moitié environ de la production, bénéficie d'aides budgétaires au sens large (paiement compensateurs, versement au titre de la réserve foncière à long terme, etc.)(1). Les deux tiers restant, soit pratiquent des productions pour lesquelles les subventions directes sont traditionnellement faibles ou inexistantes (viandes, lait, fruits et légumes, etc.), soit préfèrent ne pas adhérer au programme de soutien (cf. 3.3.).

Les deux tiers environ des exploitations qui ne perçoivent pas d'aides budgétaires ont un chiffre d'affaires inférieur à 10 000 dollars par an. Cette catégorie comprend également de grandes exploitations. En fait, plus de la moitié des fermes ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 dollars par an ne touche pas de subventions (1).

Environ 13 % des exploitations reçoivent 85 % des subventions, avec une aide moyenne de 30 000 dollar par an (en 1987). Moins de 2 % des exploitations perçoivent, chacune, plus de 50 000 dollars de subventions directes. Quelques 15 % des fermes touchent une aide inférieure à 5 000 dollars par an.

Cependant, aspect généralement peu connu de la répartition du soutien, les grandes exploitations touchent nettement moins de subventions que les petites ou les moyennes, en proportion de leur chiffre d'affaires. Deux tiers des aides vont aux fermes qui dégagent entre 25 000 et 250 000 dollars de recettes agricoles et qui fournissent 40 % de la valeur des livraisons, alors que les exploitations ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 dollars, qui représentent pratiquement le même pourcentage de la production, ne reçoivent que 9 % des aides.

#### 1.1.3. Législation commerciale extérieure

Comme la plupart des autres pays, les Etats-Unis se sont dotés d'une législation commerciale qui assure aux agriculteurs un certain degré de protection contre les importations, très variable selon les produits, et aide les exportateurs à lutter contre la concurrence étrangère, souvent subventionnée. L'objectif principal de la politique commerciale américaine, poursuivi activement dans les négociations internationales au sein du *GATT*, est le développement des échanges par l'ouverture progressive des marchés et la réduction des soutiens qui faussent le commerce international. L'ouverture des marchés est également recherchée au plan bilatéral, avec pour exemple l'*Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA ou NAFTA)*, conclu

(1) DEBAR, JC. et al. - op. cit.



avec le Canada et le Mexique. Ce sujet est abordé au chapitre 3.3.5. .

#### 1.1.3.1. Législation à l'importation

Les protections aux frontières consistent essentiellement en des mesures tarifaires et non- tarifaires par produit. Le tarif douanier américain prévoit cependant de nombreuses exemptions de droit pour les produits en provenance des pays en voie de développement (système généralisé de préférence, initiative pour les Caraïbes). La législation à l'importation repose essentiellement sur trois loi:

##### \* *Section 201*

La *section 201* du *Trade Act* (loi commerciale) de 1974 autorise le président à venir en aide aux secteurs qu'il estimerait lésés par des importations de produits identiques ou similaires à ceux qu'ils produisent. Suite à une plainte déposée par une compagnie ou une association, la commission du commerce international (*ITC*), agence fédérale indépendante, enquête pour déterminer selon des critères précis, si les importations menacent réellement le plaignant. L'enquête doit être terminée au plus tard six mois après le dépôt de la plainte. Selon les conclusions de l'*ITC*, le président peut imposer des limitations temporaires à l'importation des produits concernés (quota, contingent tarifaire, etc.).

##### \* *Tariff Act* de 1930

Le *Tariff Act* de 1930 constitue le cadre légal de défense contre les pratiques de concurrence déloyale à l'importation: produits vendus à prix de dumping, ou bénéficiant de subvention à l'exportation de la part d'un pays étranger; La firme ou l'association professionnelle qui estime subir un dommage par une concurrence déloyale à l'importation, dépose donc une plainte auprès de l'*ITC* et de l'Administration du Commerce International (*ITA*), qui dépend du ministère du commerce. L'*ITC* détermine si le plaignant est lésé, tandis que l'*ITA* examine le caractère déloyal des pratiques commerciales. Si les conclusions des deux organismes sont positives, le gouvernement prendra des mesures de rétorsion contre le pays concerné, sauf si ce dernier conclut un accord pour mettre fin à ces pratiques.

##### \* *Section 22*

Cette section de l'*Agricultural Adjustment Act* de 1933, autorise le président à restreindre les importations de produits agricoles qui viendraient interférer avec les programmes fédéraux de soutien à l'agriculture. Les mécanismes sont similaires aux précédents, et ne représentent qu'un intérêt relatif.

Toutefois la législation stipule, que tout accord commercial international appliqué aux Etats-Unis doit respecter la *section 22*. Depuis 1955, les Etats-unis bénéficient d'une dérogation (*waiver*) à l'*article XI* du *GATT* pour l'application de la *section 22*.



### 1.1.3.2. Législation à l'exportation

Les Etats-Unis dispose d'une législation spécifique pour combattre les pratiques commerciales déloyales à l'exportation. Des aides sont également accordées aux exportateurs américains pour contrer les subventions agricoles des pays concurrents, principalement la Communauté européenne, et inciter ces derniers à négocier un accord de limitation du soutien dans les négociations de l'*Uruguay Round*.

#### \* Section 301

En vertu de cette section du *Trade Act* de 1974, une firme, une association professionnelle, etc. qui s'estiment lésées par des pratiques commerciales, non conformes aux règles pré-établies, d'un pays étranger, peuvent déposer une plainte auprès du représentant spécial pour le commerce etc. . Si "l'accusé" est reconnu coupable, une solution est recherchée, soit par négociation directe avec le pays concerné, soit par l'intermédiaire d'un round dans le cadre du *GATT*.

#### \* Les aides aux exportations

Un cinquième seulement des exportations agricoles américaines bénéficient d'une assistance fédérale (cf. *tableau 2*). Celle-ci consiste essentiellement en des subventions directes à l'exportation, des aides pour la promotion des produits transformés, des garanties de crédit, ainsi que des ventes et des dons au titre de l'aide alimentaire.

**Tableau 2:** Exportations agricoles bénéficiant d'une assistance fédérale, par type de programme.  
(en millions de dollars)

Années	EEP <sup>(1)</sup>	GSM <sup>(2)</sup>	PL 480 et section 416	Autres	Total	Ventes aidées en %
1977/1978	0	1 583	1 070	17	2 676	10
1978/1979	0	1 591	1 186	18	2 795	9
1984/1985	0	2 724	1 761	96	4 581	15
1985/1986	805	2 030	1 260	189	3 897	15
1988/1989	2 919	4 657	1 459	135	8 382	21
1989/1990	2 396	5 059	1 345	7	8 041	20

(1) Export Enhancement Program (cf. 1.1.1.4. et page suivante).

(2) Garanties de crédit à l'exportation (cf. p 10).



- Les subventions à l'exportation

Il existe trois type d'aides directes à l'exportation:

- l'*Export Enhancement Program (EEP)* ou programme de développement des exportations;
- le *Dairy Export Incentive Program (DEIP)* ou programme d'aide à l'exportation de produits laitiers;
- le *Sunflower Oil Assistance Program (SOAP)* ou programme d'aide à l'exportation d'huile de tournesol, et le *Cottonseed Oil Assistance Program*, ou programme d'aide à l'exportation de l'huile de graine de coton.

Les subventions à l'exportation sont octroyées pour des produits et marchés déterminés, correspondant essentiellement aux produits et aux marchés d'exportation de la *CEE*. Les exportateurs dont l'offre (prix de vente, niveau de subvention) est approuvée par l'*USDA* reçoivent une aide destinée à combler la différence entre le prix intérieur américain et le prix mondial. Ce système est comparable à celui des restitutions dans la Communauté européenne, mais les montants distribués sont moins élevés aux Etats-Unis.

Jusqu'en novembre 1991, les aides étaient payées en nature (*PIK* ou *Payment In Kind*), c'est à dire en certificats génériques échangeables contre des denrées des stocks d'intervention. Depuis cette date, les subventions sont versées en espèces, le faible volume des stocks de la *CCC* n'offrant plus de contre partie suffisante aux certificats génériques.

- Les aides à la promotion des exportations

Le *Marketing Promotion Program (MPP)* reprend, avec de légères modifications, le *Targeted Assistance Program (TEA)*, en vigueur de 1986 à 1990. Le *MPP* autorise l'*USDA* à contribuer financièrement aux actions de promotion des produits américains (études de marché, publicité, etc.) menées à l'étranger par des organisations professionnelles américaines.

- Les garanties de crédits à l'exportation

Dans le cadre des programmes *GSM*, le gouvernement américain s'engage à rembourser la banque de l'exportateur américain en cas de défaut de paiement de la banque de l'importateur étranger. Ces garanties sont accordées pour des produits et pays déterminés.

- L'aide alimentaire

L'aide alimentaire aux pays en voie de développement est régie par la *Public La 480 (PL 480)*, ou "programme d'alimentation pour la paix" (*Food for Peace*), institué en 1954



(cf. 1.1.1.3.), la **section 416** de l'*Agricultural Act* de 1949 et le programme *Food for Progress* créé en 1985.

Ces programmes consistent respectivement, à des ventes à conditions préférentielles ou des dons permettant de financer des projets de développement gérés par l'*USDA*, des dons cette fois-ci administré par la *CCC* et enfin, à aider par des dons les pays en voie de démocratisation.

Cependant subvenir aux besoins des pays en ayant le plus besoin ou pour les "meilleurs élèves", n'est pas la seule préoccupation du gouvernement américain; la prise de conscience grandissante envers les problèmes d'environnement n'a pas épargné les Etats-Unis, dont le gouvernement a mis au point un programme très élaboré.

Il faut dire que cette prise de conscience date du milieu des années 1860, lors de la rapide déforestation due à l'extension des terres cultivées.

Cette partie ne sera pas développée dans le souci de ne pas trop s'éloigner du sujet, même s'il s'agit d'une partie relativement générale.

Il faut tout de même savoir que les différents programmes consistent, en l'octroi d'aides fédérales subordonnées au respect de certaines pratiques environnementales.

Après avoir présenté la politique agricole dans son ensemble, il convient maintenant de déterminer l'importance que revêt le coton dans l'agriculture américaine; ces deux chapitres nous permettront de fixer, le cadre général de l'analyse afin d'avoir un point de repère pour chaque thème qui sont abordés ultérieurement.

## 1.2. Place du coton dans l'agriculture américaine

### 1.2.1. Situation de la zone cotonnière <sup>(1)</sup>

Comme toutes les grandes productions agricoles, qu'elles soient animales ou végétales, la zone cotonnière bénéficie de l'appellation de "**belt**" ou ceinture. La "**cotton belt**" se trouve au sud du 36ème degré de latitude nord, excepté dans la partie nord de la San Joaquin Valley en Californie, où le coton pousse au-delà du 37ème degré de latitude nord. La totalité du coton pousse au sud de l'isotherme représentant 200 jours sans gel.

La zone de production est divisée en quatre régions principales, regroupant au total quinze Etats différents: (cf. **Annexe 2**)

- le Sud-Est: Alabama, Georgie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, et la Floride.
- le Delta (Mid-South): Mississippi, Louisiane, Arkansas, Tennessee, et le Missouri.
- le Sud-Ouest: Texas et Oklahoma.
- l'Ouest (Far-west): Californie, Arizona, et Nouveau Mexique.

En général, ces regroupements sont utilisés pour des besoins statistiques. De toutes façons dans certains cas plusieurs subdivisions sont nécessaires. Par exemple, il y a peu de similitudes entre la production dans le Sud du Texas et celle des Hautes Plaines de ce même Texas. Egalement, la production dans l'Est du Mississippi et celle dans le centre du Tennessee se

(1) BELL, T.; GILLHAM, F.: "The world of cotton". ComiCotton-1989 USA.

ressemblent plus que celles des Hautes Terres et de la Limestone Valley, toutes deux en Alabama. En fait, les caractéristiques de production dépendent étroitement du type de sol.

La présentation détaillée des régions de production, comprenant la productivité, l'évolution des surfaces et de la production etc., se trouve au 3.1.1. .

Pour les sous-chapitres qui suivent, les données ont été difficiles à récolter; en effet la majorité des documents publiés par l'*USDA* doivent être commandés à cet organisme.

### 1.2.2. Part du coton dans la production agricole globale

C'est donc, hélas, à travers des données fragmentaires émanant de l'*USDA*, que nous avons pu établir la *figure 1*. On peut donc remarquer que cette culture n'occupe pas une place très importante par rapport à la production totale; mais prise individuellement cette culture représentait en 1990, avec 3,1 % de la valeur de la production agricole totale, tout de même, 5,27 milliards de dollars. Cela nous rappelle les proportions démesurées de l'agriculture des Etats-Unis. Il faut signaler que le pourcentage du coton est minimisé par le fait que le graphique comprend les productions animales, qui à elles seules représentent 52,7 % de la valeur totale de la production, avec 89,6 milliards de dollars.

En ne tenant compte que des productions végétales, le coton arrive en quatrième place, après respectivement, le maïs, le soja et le blé, avec 6,5 % de la valeur totale des productions végétales.

### 1.2.3. Part du coton dans les exportations de produits agricoles <sup>(1)</sup>

Nous parlerons seulement d'exportations et non d'échanges en ce qui concerne le coton, car celui-ci est une des rares productions agricoles à avoir une balance commerciale aussi positive (cf. *tableau 4*); en effet les importations de coton aux Etats-Unis sont très faibles (3 000 tonnes prévues en 1993). C'est également la production agricole dont la part des exportations par rapport à la production est la plus importante. L'objectif non dévoilé de l'*USDA* est de parvenir à un ratio d'un tiers, c'est à dire, exporter 33 % de la production totale des Etats-Unis, au minimum.

L'évolution de ce ratio pendant la dernière décennie se trouve dans le *tableau 3* ci-dessous.

**Tableau 3:** Evolution du ratio, exportations de coton américain sur la production des Etats-Unis.

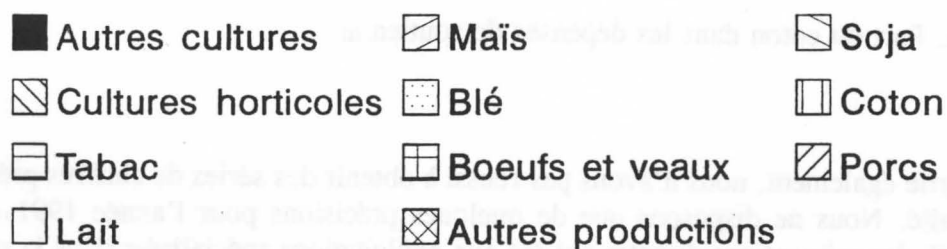
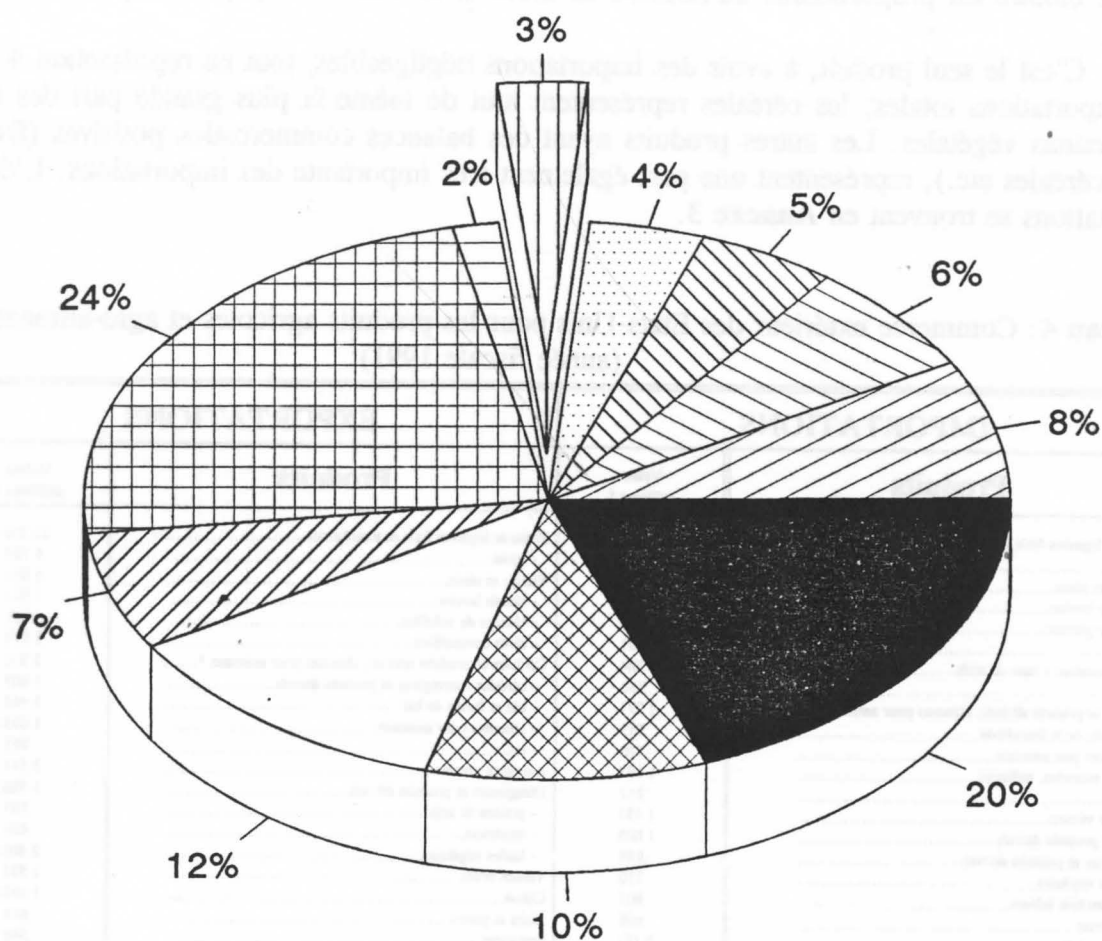
Campagnes	84/85	85/86	86/87	87/88	88/89	89/90	90/91	91/92	92/93	93/94
Productions *	2,826	2,924	2,119	3,214	3,356	2,655	3,376	3,835	3,484	3,740
Exportations *	1,478	0,524	1,504	1,513	1,462	1,723	1,748	1,536	1,476	1,471
Ratio (%)	52,5	18	71	47	43,5	65	51,5	40	42	39

\* en millions de tonnes

source: ICAC vol.46 - octobre 1992.

# VALEURS DES PRODUCTIONS AGRICOLES AUX ETATS UNIS EN 1990

Total : 170 milliards de \$



**FIGURE 1**

source: DEBARD, J.C. et al. - 1992 - d'après USDA



Nous pouvons constater, que mis à part une exception lors de la campagne 1985/86, la part des exportations de coton par rapport à la production est toujours supérieure à l'objectif fixé de 33 %; la plus mauvaise année enregistre environ 39 % de la production écoulee sur le marché mondial. Cette caractéristique du coton aux Etats-Unis, en fait une culture très intéressante, surtout lorsque l'on s'attarde sur la balance commerciale des produits agricoles dans le **tableau 4**, ci-dessous. L'intérêt que porte l'**USDA** à cette culture est proportionnel au nombre de mesures la concernant, quelles que soient leur nature (cf 3.3.).

C'est le seul produit, à avoir des importations négligeables, tout en représentant 4 % de la valeur des exportations totales; les céréales représentent tout de même la plus grande part des exportations de productions végétales. Les autres produits ayant des balances commerciales positives (fruits, viandes et abats, céréales etc.), représentent une part également très importante des importations. L'évolution de ces exportations se trouvent en **Annexe 3**.

**Tableau 4: Commerce extérieur des Etats-Unis pour les produits agricoles et agro-alimentaires (année fiscale 1991)**

IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
Produits	Valeur millions \$	Produits	Valeur millions \$
Fruits et légumes frais et transformés.....	6 654	Fruits et légumes frais et transformés.....	12 206
- fruits.....	4 469	- fruits.....	5 789
Viandes et abats.....	3 135	Viande et abats.....	3 059
- viande bovine.....	2 024	- viande bovine.....	1 914
- viande porcine.....	866	- viandes de volailles.....	749
Café.....	1 831	- abats comestibles.....	5 973
Vins et boissons à base de malt.....	1 784	Céréales et produits dérivés, aliments pour animaux *.....	3 376
- vins.....	930	- céréales fourragères et produits dérivés.....	5 607
Céréales et produits dérivés, aliments pour animaux *.....	1 271	- blé et farine de blé.....	3 465
- produits de la biscuiterie.....	353	- aliments pour animaux.....	1 073
- aliments pour animaux.....	270	- riz.....	723
Sucre et sucreries, mélasse.....	1 132	Animaux vivants.....	3 511
- sucre.....	717	Oléagineux et produits dérivés.....	1 726
Animaux vivants.....	1 131	- graines de soja.....	737
Cacao et produits dérivés.....	1 005	- tourteaux.....	454
Oléagineux et produits dérivés.....	959	- huiles végétales.....	2 605
- huiles végétales.....	750	Tabacs bruts.....	1 533
Lait et produits laitiers.....	807	Coton.....	1 453
Tabacs bruts.....	698	Cuir et peaux.....	618
Autres produits.....	2 181	Semences.....	546
		Autres produits.....	3 557
TOTAL.....	22 588	TOTAL.....	37 609

\* Sauf tourteaux d'oléagineux.

Source DEBAR, JC et al-1992-op cit.

#### 1.2.4. Part du coton dans les dépenses de soutien (1)

Pour cette partie également, nous n'avons pas réussi à obtenir des séries de chiffres précises comme nous l'aurions souhaité. Nous ne disposons que de quelques précisions pour l'année 1991 (1): pour cette période, près de 60 % des subventions directes ont été aux exploitations spécialisées dans la production de

(1) DEBAR, JC. et al - 1992 - op cit.

de céréales et d'oléoprotéagineux. Les fermes dont l'activité dominante est dans la viande (volailles exclues) perçoivent pour leur part, 20 % du total des aides.

Les fermes spécialisées dans la production de lait s'adjugent 5 %, tandis que les producteurs de coton reçoivent 7 % du montant total des aides versées cette année là. Si l'on compare ce pourcentage, aux 3,1 % de la valeur de la production totale agricole, on peut en déduire que le coton américain bénéficie d'un régime de faveur en ce qui concerne l'attribution des aides. En effet le coton aux Etats-Unis serait la culture la plus soutenue après le maïs <sup>(1)</sup>. En trois campagnes (de 1990 à 1993), les dépenses de soutien auraient été multipliées par cinq, passant de 470 à 2 436 millions de dollars. Ce montant représente 3.80 FF/kg, alors que le prix garanti se situe autour de 9 FF/kg; ramené par planteur, la somme atteint 335 000 ff en moyenne pour 4 000 bénéficiaires.

Pour affiner l'approche du coton aux Etats-Unis, il ne suffit pas de le comparer aux autres productions américaines. Il faut établir un point de repère qui englobe le coton le coton américain au niveau mondial car c'est la seule façon de mesurer son importance.

(1) Coton et développement - n° 5 mars 1993 - Paris - pp 2-11.





**PARTIE 2: LE MARCHE MONDIAL DU COTON-FIBRE**  
**ET LA PLACE DES ETATS-UNIS**





Cette partie posera les bases du fonctionnement du marché mondial du coton. Elle présentera les éléments constitutifs communs à tous marchés: l'offre, la demande, les prix etc. ; pour chacun, nous essayerons de définir les différents mécanismes d'influence, et leurs répercussions sur le marché.

## 2.1. L'offre

Comme nous pourrions nous en apercevoir tout au long de cette partie, l'offre joue un rôle fondamental à tous les niveaux, que ce soit pour les stocks, les prix etc. .

### 2.1.1. Les pays producteurs <sup>(1)</sup>

Il y a actuellement cinq grands pays producteurs de coton dans le monde, qui sont par ordre de grandeur décroissant: Chine, Etats-Unis, Pakistan, Inde et Ouzbekistan (cf *figure 2*). L'évolution représentée *figure 3*, permet de voir l'apparition de l'Ouzbekistan parmi les grands pays producteurs, à cause de l'effondrement de l'ex URSS. Les Etats-Unis sont donc en deuxième position, laquelle lui était auparavant âprement disputée par l'ex-URSS.

Les Etats-unis ont largement dominé la production mondiale de coton jusqu'en 1966/67, date à laquelle l'ex-URSS est passé devant, ce qui a donné lieu à un chassé-croisé entre ces deux pays jusqu'en 1982, date à laquelle la Chine est définitivement passée au premier rang.

A eux cinq, ces pays représentent plus des trois-quart de la production mondiale pour la campagne 1992/93. Cependant leur influence au niveau mondial n'est pas directement proportionnelle à leur part dans la production mondiale, mais également à celle qu'ils occupent dans les exportations. Nous verrons au chapitre 2.3., que le classement est sensiblement différent.

La production totale a atteint un niveau sans précédent lors de la campagne 1991/92, avec 20,8 millions de tonnes; la part des Etats-Unis cette année là est de 18,4 %. Celle de la campagne 1992/93 est en léger recul de 3,4 %, à 20,1 millions de tonnes. La part des Etats-Unis passe à 17,8 %. Cette tendance à la baisse est le contre coup de la production exceptionnelle de la campagne 1991/92 et la réaction du marché par une baisse des cours (cf *figure 4*).

D'après les estimations de l'ICAC la part des Etats-Unis devrait passer de 18,7 % lors de la prochaine campagne, laquelle devrait atteindre 20,0 millions de tonnes.

Au niveau mondial, la production n'a cessé d'augmenter (cf *figure 5*), et parfois de façon spectaculaire comme en 1984/85, ou plus récemment en 91/92, actuel record. On remarque en *Annexe 4*, l'explosion de la production mondiale à partir des années 20, et surtout après la seconde guerre mondiale. L'évolution comparée avec la production des Etats-Unis nous montre la montée de la concurrence à ces deux périodes. On note également le fort impact de la guerre, par une récession et par ensuite une explosion de la production.

### 2.1.2. Facteurs influençant la production

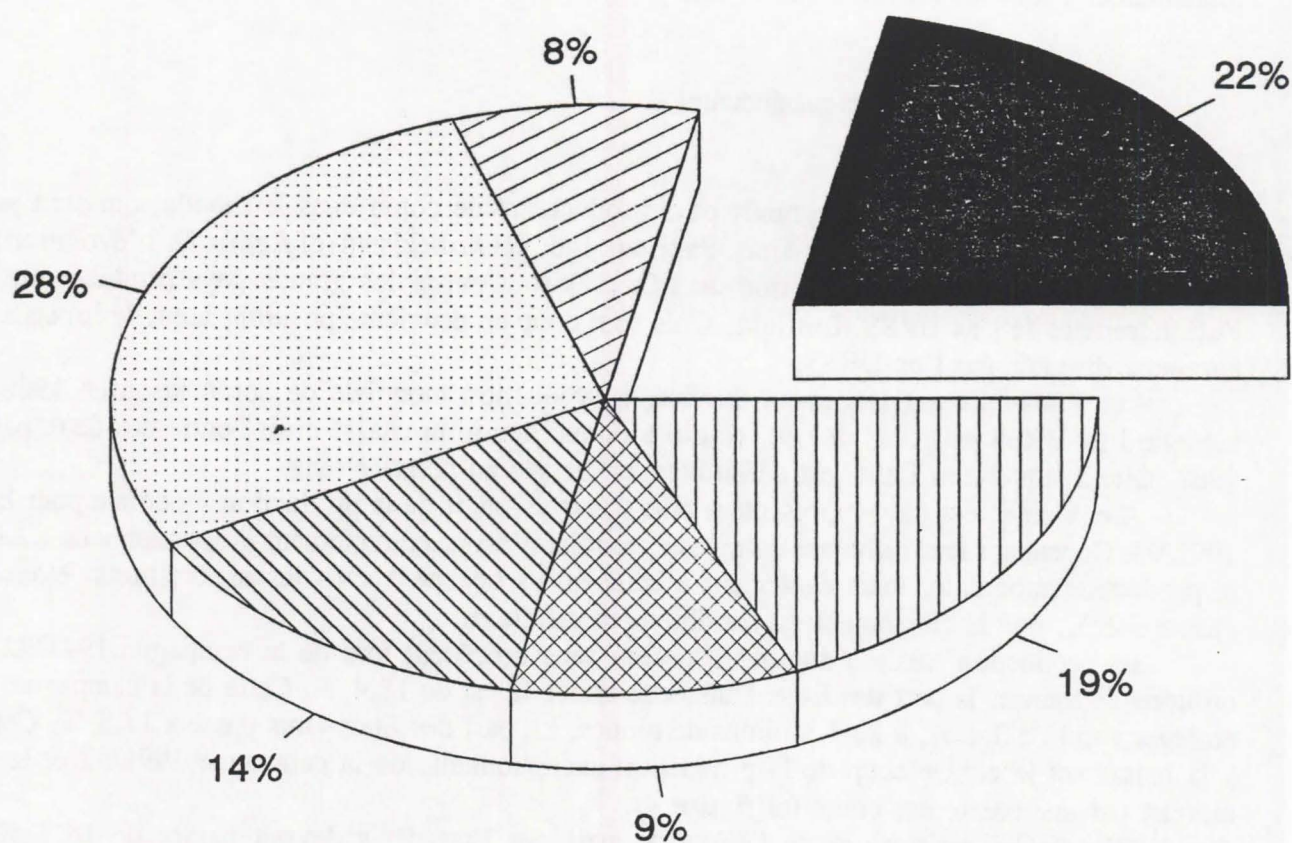
Ces facteurs sont primordiaux pour le marché du coton car par l'intermédiaire de la production, ils influencent les autres éléments du marché comme les prix.

(1) ICAC : Cotton World Statistics, Bulletin of the International Cotton Advisory Committee - april 1993 - volume 47 n°2 - (part II).



# PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE COTON-FIBRE

## CAMPAGNE 1992/1993



■ USA

▨ OUZBEKISTAN

▤ CHINE

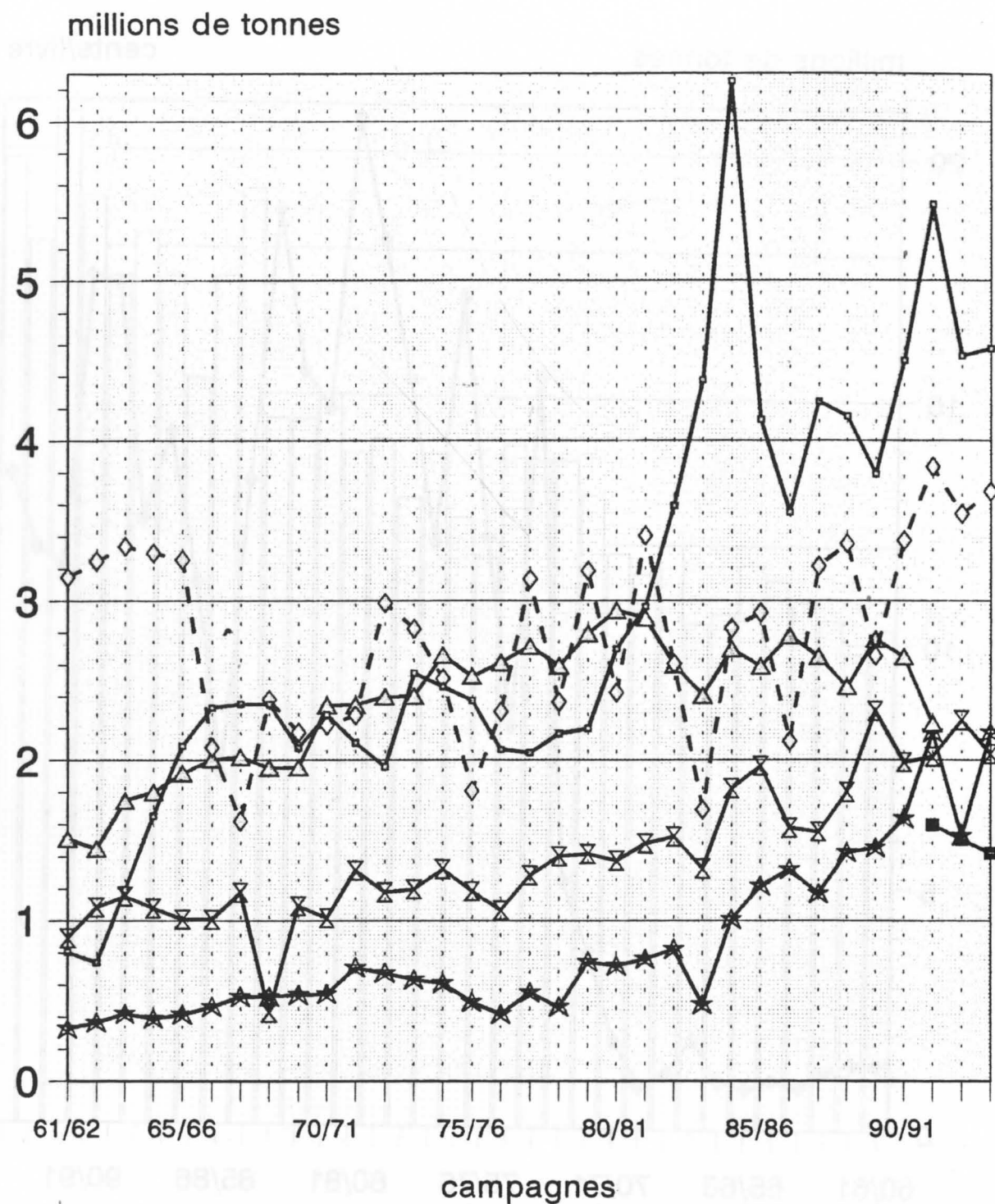
▧ INDE

▩ PAKISTAN

▦ RESTE DU MONDE

**FIGURE 2**

source: ICAC avril 1993 - vol.46 - n°2. (part II)

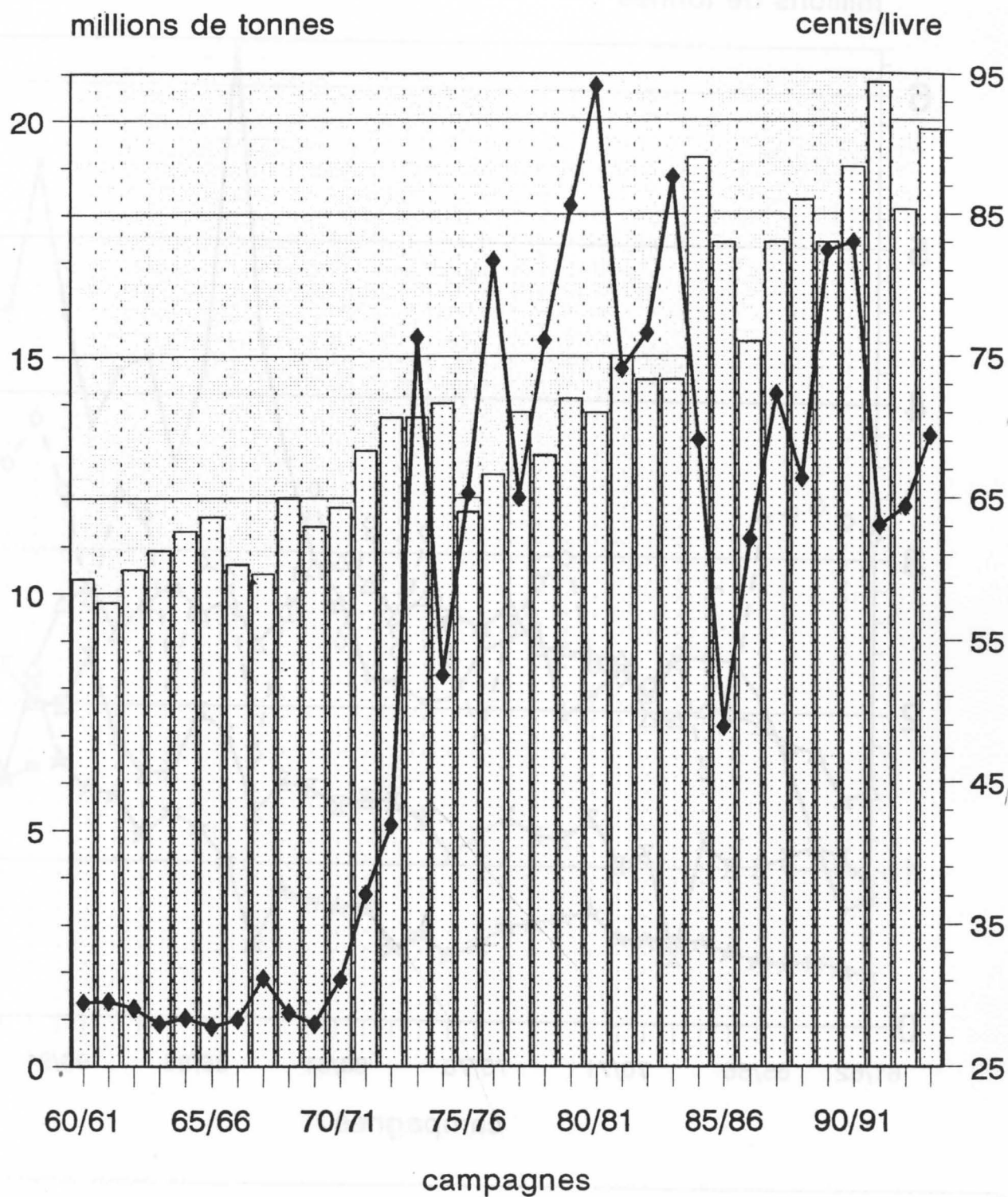


—■— CHINE ◇ USA △ ex URSS —■— OUZBEKISTAN × INDE ★ PAKISTAN

**FIGURE 3**

source: SANDFORD, S.-in Beltwide Cotton Production Research Conferences 1988.

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE COTON-FIBRE ET DE L'INDICE "A"

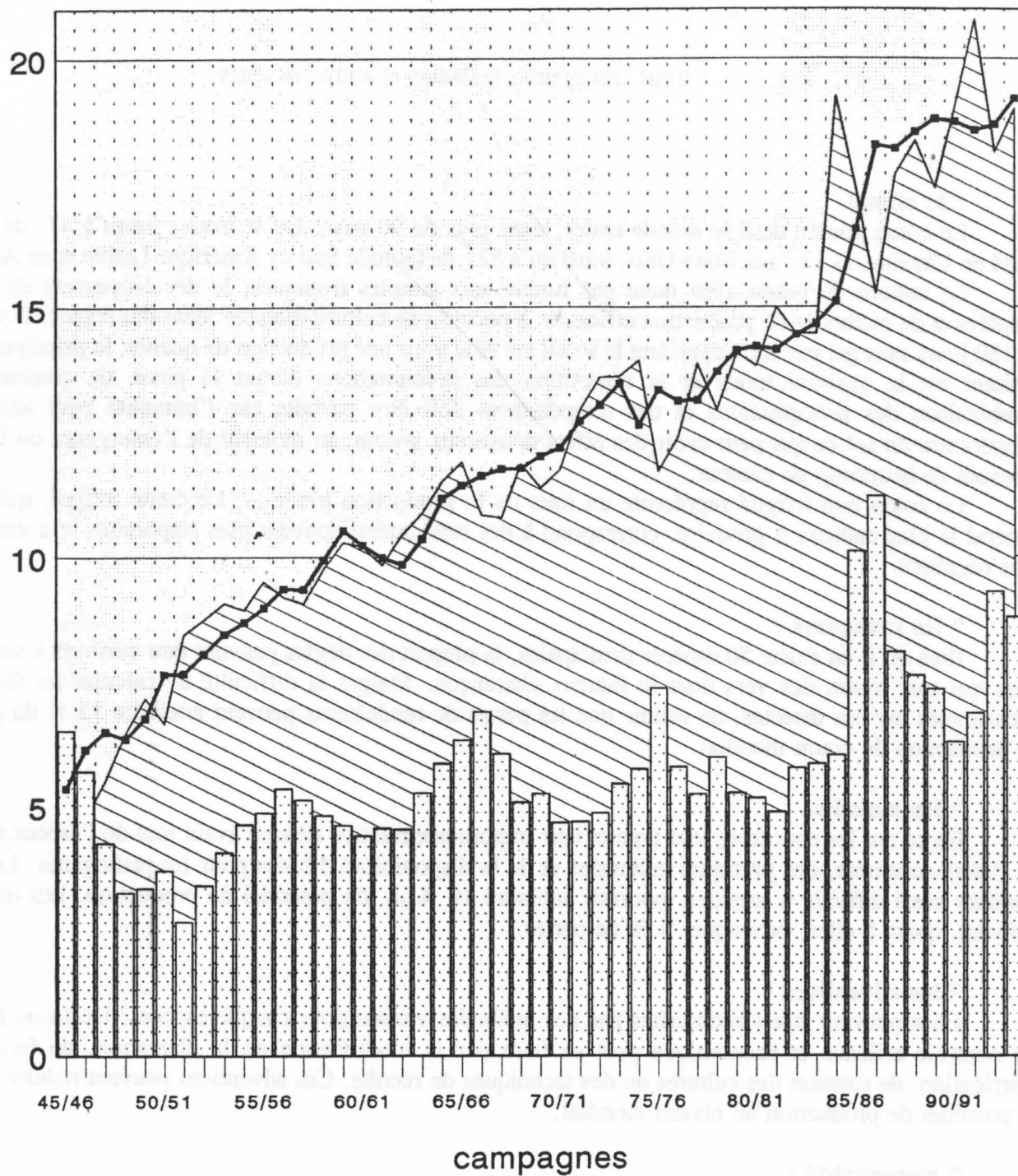
**FIGURE 4**

source: CFDT/SEE : "Note de conjoncture" - 1992.



## EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE LA PRODUCTION ET DES STOCKS MONDIAUX DE COTON-FIBRE

millions de tonnes



—■— CONSOMMATION    ▨ STOCKS    ▩ PRODUCTION

**FIGURE 5**

source: ICAC avril 1993 - vol.46 - n°2. (part II)



Les coûts de production, qui font partie de ces facteurs seront traités à part. En ce qui concerne la plupart des autres pays, les gouvernements dans la mesure de leur moyens, ont depuis longtemps essayé de les maîtriser pour contrôler indirectement la production et tout ce qui en découle.

#### 2.1.2.1. Climat, ravageurs, maladies et autres facteurs

##### \* le climat :

Le coton pousse dans le monde entier, dans plus de 90 pays. On le trouve jusqu'à 47° de latitude Nord en Ukraine, et 37° aux Etats-Unis, ainsi qu'à 32° de latitude Sud en Amérique Latine et en Australie.

La culture du coton n'est donc pas limitée aux simples tropiques; le développement de variétés adaptées et de méthodes de production efficaces, a permis une culture rentable dans des régions d'au moins de 180 jours sans gel par an. Cependant le soleil est vital pour une production de qualité; le principal facteur limitant est la quantité totale et la répartition des précipitations durant la phase de croissance. La combinaison des précipitations et des températures doit être parfaite car l'humidité peut agir sur la température du sol ce qui peut avoir des effets désastreux surtout au moment de l'émergence où la graine a besoin de beaucoup de chaleur.

Le coton non irrigué représente un tiers de la production totale (1). Le coton irrigué, qui est en général le plus coûteux à produire, correspond à des rendements souvent plus importants et à une qualité plus régulière.

##### \* les ravageurs :

Bien qu'il en existe 50 espèces principales, la plupart des dégâts peuvent être attribués à six d'entre elles qui sont toutes des vers dont le fameux charançon. Malgré la difficulté de calculer les dommages occasionnés par ces insectes, on estime que les pertes de rendements peuvent atteindre 15 % du potentiel de production du coton mondial.

##### \* les maladies :

En ce qui les concerne, leur type et leur importance relative dépend avant tout de l'espèce ainsi que de l'environnement, des pratiques culturales et de la disponibilité d'hôtes pour les pathogènes. Les pertes toujours aussi difficile à mesurer, pourrait atteindre 10 % (1). du potentiel de production. Les nématodes peuvent, quant à elles, provoquer 5 % de pertes.

##### \* les adventices :

Elles peuvent être circonscrites par des méthodes variant pour chaque espèces. De façon générale, un contrôle efficace et économique peut se faire par la modification de la plantation, de fertilisation, d'irrigation, de rotation des cultures ou des techniques de récolte. Ces adventices peuvent réduire de 10 % le potentiel de production au niveau mondial.

##### \* saisonnalité :

Le coton est une plante pérenne généralement cultivée saisonnièrement, pour des raisons agronomiques de performance des cotonniers; les saisons naturelles varient d'un pays à l'autre, en commençant et en finissant à des dates différentes. A cause de cela, il est difficile d'établir des statistiques annuelles mondiales. Pour une période de 12 mois, qui correspondra à une saison complète dans un pays, elle englobera par exemple, la fin de la saison dans un pays et le début de la suivante, dans un autre pays.

(1) MORRIS, D. - 1991 - op cit.



Pour un même pays, des écarts importants peuvent exister; aux Etats-Unis, des différences de plus d'un mois sont constatées entre les dates de semis ou de récolte, suivant la région considérée (cf *annexe 5*).

Heureusement, la majorité (90 %) de la production est localisée dans l'hémisphère nord, où la récolte commence durant les mois d'août à novembre, ce qui a permis d'établir l'année cotonnière du premier août au 31 juillet.

**\* qualité des semences :**

Ce facteur joue un rôle essentiel pour donner de bons peuplements. Il permet à tous les stades du développement une meilleure résistance aux agressions extérieures, pour enfin produire un coton de qualité avec un bon rendement. Pour cela il faut naturellement de bonnes conditions climatiques tout au long de la croissance.

### 2.1.2.2. Les rendements et la surface semée

L'évolution de l'importance relative de la surface plantée en coton et des rendements au niveau mondial se trouve dans le *tableau 5* ci-dessous.

**Tableau 5:** Surface plantée, rendements et production dans le monde

Années	Surface (millions d'ha)	Rendement (kg de fibre/ha)	Production (millions de tonnes)	Surface indice 100 1960/61	Rendement indice 100 1960/61	Production indice 100 1960/61
1960/61	32,4	317,5	10,21	100,0	100,0	100,0
1965/66	32,76	365	11,88	102,2	115,0	116,4
1970/71	31,48	375	11,73	93,8	118,2	114,9
1975/76	29,4	399	11,69	91,8	125,7	114,5
1980/81	33,04	420	13,8	103,1	132,5	135,2
1981/82	33,52	449	15	104,6	141,4	146,9
1982/83	31,8	454	14,48	99,3	143,2	141,8
1983/84	31,72	457	14,48	99,0	143,9	141,8
1984/85	34,6	555	19,24	108,0	175,0	188,5
1985/86	32,08	542	17,4	100,1	170,7	170,4
1986/87	28,84	530	15,3	90,0	167,1	149,9
1987/88	30,72	576	17,68	95,9	181,4	173,1
1988/89	32,84	559	18,37	102,5	176,1	180,0
1989/90	31,44	552	17,41	98,1	173,9	170,6
1990/91	32,84	573	18,85	102,5	180,7	184,6

Source: MORRIS, D.- 1991- op cit.

**\* les rendements :**

Depuis les trente dernières années, la croissance de la production totale résulte de l'explosion des



rendements. La production mondiale a augmenté de 85 % pendant cette période, soit 2,1 % par an, passant de 10,21 à 18,85 millions de tonnes. La croissance des rendements est semblable à celle de la production, avec 80,7 % pendant la même période, passant de 317 à 573 kilogrammes de fibre par hectare (cf. *tableau 5*).

Quant à la surface cultivée en coton, elle ne croit que de 2,5 %, de 32 à 32,84 millions d'hectares. L'évolution par pays et par région des rendements se trouve dans le *tableau 6*.

**Tableau 6:** rendements de coton par pays et par régions (kg de coton fibre/ha)

Campagnes	Chine	USA	Asie et Océanie	Amérique du sud et centrale	Afrique	URSS	Europe de l'ouest
1960/61	262	514	171	323	329	695	296
1965/66	349	597	191	394	356	802	423
1970/71	419	497	219	368	279	862	725
1975/76	487	514	242	379	255	872	868
1980/81	557	458	266	361	339	856	895
1981/82	579	614	274	365	356	774	962
1982/83	625	669	287	297	416	716	833
1983/84	772	576	260	359	370	688	819
1984/85	914	680	361	377	397	784	794
1985/86	816	714	385	293	408	849	869
1986/87	832	626	369	383	428	774	1088
1987/88	887	800	400	457	584	707	932
1988/89	758	702	407	451	501	815	870
1989/90	737	696	432	444	504	808	907
1990/91	821	725	434	409	469	848	785

source: MORRIS, O.- 1991- op cit.

Il ne faudra pas tenir compte des variations erratique d'une année sur l'autre car elles peuvent être dues uniquement aux conditions climatiques et/ou à la disponibilité d'eau d'irrigation et non à la volonté des hommes; pour cela nous ne nous intéresserons uniquement aux tendances à long terme.

Les rendements en Amérique du Sud et du Centre, en Afrique et en URSS augmentent lentement, contrairement à la Chine où la hausse atteint 300 %, passant de 262 à 861 kg de fibre/ha, avec une année record à 914 kg/ha.

Ce développement rapide est du à une forte utilisation de la main-d'oeuvre, une expansion de l'irrigation et du drainage, et à l'utilisation extensive d'engrais chimiques et organiques. Aujourd'hui en Chine 45 % des terres sont irriguées (1).

En comparaison, les rendements aux Etats-Unis pendant la même période ont peu augmentés; 55 % en trente ans. Ceci n'est pas surprenant, car bien en avance sur tous les pays, les Etats-Unis utilisaient déjà à cette époque des variétés de coton à hauts rendements, l'irrigation, une mécanisation très poussée et une large gamme de contrôle chimique et d'engrais.

(1) MORRIS, D.- 1991- op cit.



Dans ce qui s'appelait encore l'URSS, la croissance est pratiquement inexistante à cause essentiellement de mauvaises pratiques culturales et des techniques de production obsolètes.

Certaines améliorations des rendements pourraient encore se produire, surtout en Afrique, avec l'Ouganda et la Tanzanie, où le développement d'infrastructures agricoles pourrait rapidement développer le niveau de la production.

Dans des pays comme l'Australie par contre, c'est uniquement une extension de la zone irriguée qui réussirait à accroître rapidement la production.

**\* la surface récoltée:**

Durant la même période, la surface plantée n'a pratiquement pas changé; elle représentait 32,04 millions d'hectares en 1960, et 32,84 en 1991, soit une croissance d'environ un pour-cent, ce qui représente 2,2 % de la surface totale des terres arables. En ce qui concerne la Chine, jusqu'aux années 70 la surface a peu varié pour s'accroître rapidement au début des années 80, en réaction à des cours élevés, pour atteindre lors de la campagne 1984/85, 6,84 millions d'hectares (cf. *tableau 7*). Le contre coup de la surproduction de la campagne 1984/85, a amené les surfaces à son niveau le plus faible depuis 20 ans.

**Tableau 7:** production de coton par régions et par pays (millions de tonnes)

Années	Chine	USA	Asie et Océanie	Amérique du Sud et Centrale	Afrique	URSS	Europe de l'Ouest
1960/61	5,24	6,12	10,4	4,04	3,44	2,16	0,44
1965/66	4,72	5,44	11,28	4,32	4,12	2,4	0,36
1970/71	4,76	4,48	10,76	3,88	4,56	2,72	0,24
1975/76	4,76	3,52	10,84	3,32	3,84	2,88	0,2
1980/81	4,88	5,28	11,52	4,64	3,4	3,12	0,2
1981/82	5,12	5,52	11,96	4,4	3,16	3,12	0,2
1982/83	5,76	3,88	11,68	4,32	2,88	3,16	0,2
1983/84	6	2,92	11,48	4,36	3,36	3,16	0,2
1984/85	6,84	4,16	11,36	5,16	3,24	3,32	0,24
1985/86	5,08	4,08	11,52	5,56	3,04	3,28	0,28
1986/87	4,04	4,04	10,88	3,36	3,2	3,44	0,28
1987/88	4,8	4	10,52	4,24	3,32	3,48	0,28
1988/89	5,48	4,76	11,24	4	3,6	3,4	0,4
1989/90	5,16	3,8	11,8	3,72	3,28	3,28	0,36
1990/91	5,44	4,68	11,84	4,04	3,52	3,12	0,36

source : MORRIS, D.-1991-op cit.

Aux Etats-Unis, la surface a régressé d'un tiers durant les trente dernières années; cependant cette baisse est loin d'être continue. En effet, des variations viennent perturber l'évolution, qui ont pour origine



la réaction des agriculteurs aux différentes politiques du gouvernement, suivant elles-mêmes les cours mondiaux. Les niveaux relativement bas des campagnes 1986/87 et 1989/90 (respectivement 3,4 et 3,8 millions d'hectares), sont un exemple de la réaction des agriculteurs aux changements des prix du gouvernement sous l'influence des prix mondiaux. On remarque un certain déclin des surfaces plantées en Amérique Centrale et du Sud, à cause de la situation politique instable dans certains pays. En Afrique, la situation ne varie pas car la baisse des surfaces en Afrique de l'Est est compensée par un accroissement dans la zone Franc.

Généralement, la surface plantée est inélastique à court terme <sup>(1)</sup>. A long terme, ce sont les pays importants de grandes quantités de coton, étant donc plus sensibles aux mouvances du marché mondial, qui montrent une forte élasticité en ce qui concerne la surface plantée. Cela est dû au plus grand choix dont dispose ces pays, pour alterner entre différentes cultures suivant la conjoncture. Le principal facteur pouvant influencer la surface plantée est le cours mondial <sup>(2)</sup>; néanmoins, seul le prix n'influe pas beaucoup, mais c'est la combinaison entre les prix et par exemple la politique des principaux acteurs ou le prix d'autres cultures, qui pourra réellement faire varier la surface plantée.

### 2.1.2.3. La recherche scientifique aux Etats-Unis <sup>(3)</sup>

Avant d'aborder ce sujet, il faut signaler l'organisation chaque année, de conférences appelées "*Proceedings Beltwide Cotton Conferences*" depuis 1992, et qui se nommées auparavant, "*Beltwide Cotton Production Research Conferences*". C'est la recherche scientifique américaine qui a pris l'initiative; ces conférences étaient tout d'abord destinées aux professionnels américains, mais sa réputation a désormais franchi les frontières et c'est un public international qui assiste maintenant aux divers débats. Le but est de rassembler des scientifiques par spécialités (études économiques et en marketing, entomologie, génétique...), afin qu'ils puissent présenter les résultats de leurs recherches.

La recherche essaie de contrôler en partie certains des facteurs cités précédemment. Aux Etats-Unis, la recherche est assurée essentiellement par l'*Agricultural Research Service* de l'*USDA* (60 % des dépenses totales de la recherche américaine sur le coton), la *State Agricultural Experimental Station* (30 %), et par la *Cotton Incorporated* (5 %); ce dernier centre de recherche est privé et travaille sous contrat, principalement sur la qualité de la fibre, l'économie ou le marketing.

La répartition suivant les domaines traités est inégale : 40 % du total portent sur la protection des cultures, dont les 2/3 sur le contrôle des ravageurs.

Le *National Plant Germplasm System* gère la collection et la maintenance de plants expérimentaux. Un stock très important permet de tester leur résistance aux insectes, aux maladies et aux différents stress climatiques.

Les chercheurs travaillant dans le secteur public mettent au point les variétés, mais c'est dans le secteur privé que se fait la multiplication de masse à des fins commerciales. Toutes ces activités ont été facilitées par des aides du gouvernement, qui favorisent l'investissement pour la multiplication des plants, avec un programme appelé *Plant Variety Production Act*. Des groupes pharmaceutiques ou d'autres spécialisés dans les oléagineux, ont investi à cause des profits que peuvent rapporter des progrès par génie génétique; hélas ces compagnies souhaitent un retour rapide sur leurs investissements, ce qui est rarement le cas de la recherche scientifique. On a donc assisté à un dé-investissement massif de la part de ces groupes.

Près de 20 % de la recherche est consacrée à la fibre; cela prend en compte entre autre le

(1) COLEMAN, J.; THIGPEN, M.E. : "An econometric model of the world cotton and non-cellulosic fibers market" - World Bank Staff Commodity Paper - n°24 - 1991.

(2) WHITTON, C.L. : "How responsive is world cotton area to world prices ?" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.

(3) BELL, T. et al - 1989 - op cit.



développement et l'amélioration du système de mesure *HVI* (cf 2.1.2.5.). La recherche accorde la même importance à la qualité de la graine, l'égrenage, la santé et la sécurité, les problèmes économiques et sur la promotion grâce au marketing. Par contre peu d'importance est accordé à la récolte.

La qualité de la graine est déterminante pour accroître la valeur de l'huile et des tourteaux, quant à l'égrenage, il constitue un maillon critique entre le producteur et le filateur. L'impact de l'égrenage, et plus particulièrement du nettoyage de la fibre, est très important pour la qualité et donc pour la rémunération. Mais les efforts consentis par les professionnels qui interviennent tout au long de la filière, seront d'autant plus important, que ces derniers trouveront une compensation financière à leurs efforts. Pour cela il faut un système de mesure fiable et unique pour tout le monde. C'est dans cet objectif que la *Fédération Internationale des Industries Textiles* a créé le *Comité d'Essais sur le Coton*. Il doit identifier des méthodes d'essais du coton qui soient rapides, pratiques et efficaces par rapport aux coûts qu'engendreraient de telles mesures. Il pourra ensuite en recommander l'emploi pour le commerce et l'industrie du coton du monde entier.

#### 2.1.2.4. La qualité <sup>(1)</sup>

Toutes les recherches consacrées aux différentes améliorations variétales, ou aux mesures des caractéristiques de la fibre, soulignent bien la tendance du marché qui est d'atteindre une qualité toujours meilleure.

Les filateurs sont de plus en plus exigeants sur la qualité du coton qu'ils achètent, et cela pour plusieurs raisons : baisse des cours, sophistication croissante des usines et concurrence toujours plus âpre entre les producteurs.

La qualité du coton est une notion couvrant deux aspects différents :

- les caractéristiques technologiques intrinsèques de la fibre : longueur, micronaire, ténacité, finesse, élongation. Elles dépendent de la variété et de la façon dont est cultivée le coton (pluvial ou irrigué). La résistance est devenue la caractéristique la plus importante pour l'industrie textile; outre le fait qu'une fibre a forte ténacité résiste mieux aux contraintes industrielles au cours de sa transformation en fil, l'industrie a besoin de plus en plus résistant pour satisfaire aux exigences de fonctionnement des équipements modernes à hautes capacités, caractérisés par des vitesses de travail ultra rapides.

- les caractéristiques extrinsèques de la fibre : propreté, couleur, absence de collage et de contamination par des matières étrangères (boues, feuilles, insectes...). Elles sont regroupées sous le déterminant de grade. Certains de ces défauts (sauf le collage), sont les plus faciles c'est à dire les moins coûteux, à supprimer et les plus valorisants.

Comme nous l'avons dit précédemment (cf 2.1.2.3.), il faut pour cela appliquer une politique de qualité qui intéresse les producteurs ainsi que les différents intervenants. Les producteurs ont notamment été éloignés d'un souci de qualité par la baisse des cours du coton. Outre donc l'application de techniques appropriées (suppression du polypropylène, juguler le coton collant, trier la récolte ...), et partant du fait que rien ne peut améliorer la qualité d'un coton récolté mais tout peut la détériorer, il faut rémunérer la qualité par le paiement d'une prime accordée aux exploitants produisant du coton correspondant à des critères pré-définis <sup>(1)</sup>. Ces critères pourront être modulables selon les conditions de réalisation de la campagne et de l'évolution du marché. Ce marché s'oriente donc vers un système de classement comportant des mesures systématiques, précises et fiables, des caractéristiques de la fibre. une banque de données servira de

(1) OLSON, J. : "The economic value of cotton fibers properties" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.



référence et une grille de prix, établie en fonction des différentes caractéristiques, déterminera les rabais ou les primes. Des études sont actuellement menées aux Etats-Unis afin de mesurer précisément la valeur des fibres par le croisement des diverses caractéristiques.

L'application aux Etats-unis d'une politique de priorité à la qualité depuis plusieurs années, rend la production américaine plus compétitive.

#### 2.1.2.5. La classification et le système de mesure

Les différentes variétés de coton sont classées en fonction de leur grade et de leurs caractéristiques (cf 2.1.2.4). Le grade comprend la couleur, le toucher et la présence d'impureté. En ce qui concerne la longueur, c'est la mesure de la longueur d'un échantillon de coton brut; elle est fondamentale pour savoir comment la fibre peut être filée.

Afin de répondre aux demandes d'uniformité de l'industrie textile, un grand nombre de variétés ont disparu. En plus, un système objectif de mesure du grade est sur le point d'être pris comme référence; le micronaire en sera une des caractéristiques les plus importantes. Le micronaire est une qualité de la fibre, qui se mesure à travers deux caractéristiques : la finesse et la maturité de la fibre. Des valeurs faibles correspondent à une fibre fine et/ou immature et réciproquement. Dans la pratique la valeur du micronaire est déterminée en mesurant la perméabilité à l'air, d'un échantillon de fibre de coton.

Il y a peu de temps, il existait de nombreuses gammes distinctes en fonction de la longueur, mais qui se chevauchaient. L'ICAC définit cinq principales gammes de longueurs:

- soies courtes dont la longueur est inférieure à 13/16 de pouce\*.
- soies moyennes dont la longueur est comprise entre 13/16 et 1 pouce.
- soies moyennes-longues dont la longueur est comprise entre 1 1/32 et 1 3/32 de pouce.
- soies longues dont la longueur est comprise entre 1 1/8 et 1 5/16 de pouce.
- soies extra-longues dont la longueur est supérieure à 1 3/8 de pouce.

La valeur du coton dépend également d'autres facteurs comme la résistance à la tension, le nombre et la surface des impuretés, la quantité de fibres immatures, le lustre etc. . Traditionnellement le potentiel d'une fibre (longueur, ténacité ...), était déterminé par le *pulling*. Les hommes classant le coton, les industriels du textile ou les contrôleurs de la qualité, prenaient le coton brut entre leur doigts, et étiraient la fibre de part et d'autre.

Dans les trente dernières années, l'objectif de réduire les coûts sans pour autant sacrifier la qualité, a entraîné d'importantes modifications dans l'industrie textile. Comme nous l'avons vu, la capacité des machines s'est multipliée, et de nombreuses opérations se sont automatisées. Des progrès ont été faits en ce qui concerne la régularité de la qualité du coton brut; l'industrie a notamment de plus en plus besoin de mesures précises, pouvant servir de point de repère pour acheter le coton brut dont elle a besoin.

Le développement de systèmes d'essais a été très important. Le système *HVI (High Volume Instrument)*, est le plus utilisé dans le monde; ces chaînes de mesures sont présentes dans 47 pays, qui disposent de 545 systèmes pouvant au moins mesurer le micronaire, la couleur, la résistance, la longueur et sa régularité (1).

\* 1 pouce = 25,4 mm

(1) WHITTON, C.L. : "How responsive is world cotton area to world prices?" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.



Ces instruments sont d'une extrême précision; ils permettent une reproductibilité jamais égalée, même par des instruments de laboratoire. Cette reproductibilité consiste à retrouver des données obtenues dans un laboratoire, dans un autre. Plus elle est élevée, plus le système sera fiable. C'est par cette caractéristique que l'on peut affirmer que ces systèmes ont déjà beaucoup aidé les industriels du textile à interpréter les multiples données concernant le coton, et à les utiliser de façon optimale pour leur filés et tissus.

Mais des variations importantes existent encore, notamment pour les valeurs de la ténacité, or cette donnée est la plus importante pour les industriels. Des progrès restent donc à faire, mais c'est sans doute vers cette voie que va se diriger le marché mondial. Les Etats-UNis ont devancé les autres pays en se dotant d'innombrables chaînes *HVI*, pour classer la totalité de la production américaine, mais aussi d'une recherche très performante car possédant beaucoup de moyens. Les Etats-Unis ont compris avant tout le monde, au moment où ils ont connu leurs premières attaques de la part de la concurrence étrangère, que leur chance était de se différencier par la qualité. De ce fait, étant à l'origine des méthodes de classement décrites plus haut, ils pourront imposer leurs normes au monde du coton.

#### 2.1.2.6. Le coton à soies extra longues

C'est un coton ayant une grande valeur; il est utilisé uniquement dans certains produits, à cause de ses qualités et de son prix. Grâce à sa longueur et à sa résistance, ce type de coton peut être filé en fibres beaucoup plus fines que les cotons classiques. Le coton extra-long est souvent rajouté au moment du filage, pour améliorer la qualité du tissu final.

La définition des cotons extra-long, limite cette catégorie à quelques variétés poussant en Egypte, Inde, Pérou et Etats-Unis <sup>(1)</sup>. Il est difficile de comparer l'utilité d'un type de coton par rapport à un autre, car les variétés extra-longues ont des propriétés qui varient sensiblement; il faudrait pour cela, faire des ajustements pour chaque différence de propriétés et le répercuter sur le prix.

Bien que ce type de coton ne représente que 3 % de la production mondiale de coton (cf *tableau 8*), ses grandes qualités lui permettent encore de jouer un rôle fondamental dans la fabrication de produits, leur conférant un supplément de valeur ajoutée.

**Tableau 8 : production mondiale de coton extra-long (tonnes)**

Années	Egypte	Inde	Pérou	Soudan	USA	Monde	% du coton total
1975/76	141 960	97 325	20 249	79 036	12 193	350 763	3,0
1980/81	155 024	122 364	26 345	55 521	22 644	381 898	2,7
1981/82	118 010	210 327	10 668	84 479	17 418	440 903	2,9
1982/83	111 695	248 647	217	87 527	21 555	469 643	3,2
1983/84	106 687	245 599	15 458	85 132	20 684	473 562	3,3
1984/85	111 260	382 769	22 208	74 899	28 305	619 442	3,2
1985/86	90 793	283 049	28 087	67 278	33 748	502 956	2,9
1986/87	109 300	254 526	10 668	73 157	44 857	492 505	3,2
1987/88	82 519	217 530	23 079	42 457	62 053	427 839	2,4
1988/89	80 560	191 166	32 659	40 715	72 722	417 824	2,3
1989/90	82 519	207 279	24 385	47 683	150 669	512 536	2,9
1990/91	89 269	212 286	21 327	16 547	95 801	435 242	2,3

Source : MORRIS, D.- 1991- op cit.

(1) MORRIS, D. - 1991 - op cit.



L'Inde est le premier producteur, mais la production sert à la consommation nationale, et donc n'influe pas sur le marché mondial. La production de l'Egypte est considérée comme étant la meilleure qualité existante. Celle-ci a influencé les prix du marché, qui ont doublé par rapport à l'indice "A" (cf 2.4.1.), qui est la référence pour la cotation du coton mondial (cf *figure 6*). Le coton extra-long représente 1/4 de la production égyptienne. Les variétés les plus rencontrées sont le **GIZA 77** en Egypte et **BARAKAT** au Soudan.

Mais ce souci de qualité exprimé par les Etats-Unis et les professionnels de la filière ne doit pas occulter le problème des coûts de production. Même si ces dernières campagnes le souci était plutôt inverse, un coton doit être de qualité mais aussi économiquement viable, c'est à dire qu'il doit coûter une somme que le marché est prêt à payer pour l'acquérir. Nous allons voir que cela n'est pas toujours facile.

### 2.1.3. Les coûts de production

Afin de mieux comprendre la façon dont se forme les coûts de production du coton, nous énonceront la nomenclature reprise par l'*International Cotton Advisory Committee (ICAC)*. Ce paragraphe servira de confrontation entre différents pays choisis pour les raisons suivantes :

Il y avait un facteur limitant, les données complètes, qui ne nous a pas permis de choisir librement ces pays. Malgré cela, le choix s'est fait avec le souci de représenter une certaine diversité, géographique (Amérique Latine, Océanie, Afrique, Proche Orient, etc.), culturelle, économique (pays industrialisés et pays en développement) ainsi que diverses caractéristiques de production :

- Coton irrigué<sup>(1)</sup> et pluvial.
- Coton à soies normales et longues.
- Coton cultivé de façon manuelle et mécanisée.

Pour toutes ces raisons nous avons choisi l'Australie, le Guatemala, Israël, le Pakistan, l'Ouganda et les Etats-Unis.

#### 2.1.3.1. Nomenclature des différents coûts<sup>(2)</sup>

Elle se base sur la nature de l'affectation des dépenses.

- **coût du coton-graine** : Ceux sont tous les coûts jusqu'à la récolte, auxquels on retire le loyer de la terre. Il comprend, les coûts avant semis, après semis, les coûts lors du développement du coton (irrigation quand elle a lieu, insecticides, engrais, etc.), et la récolte.

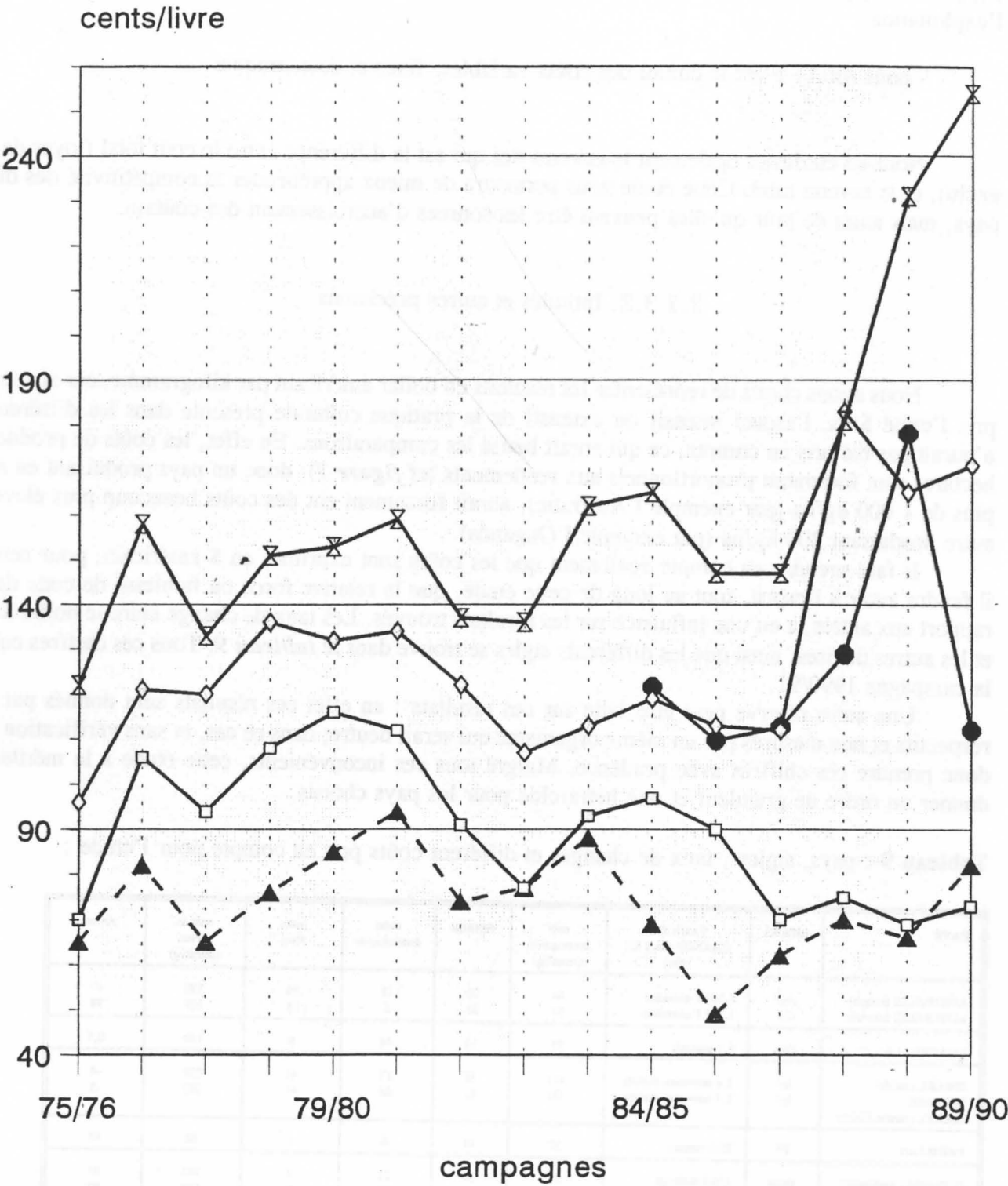
- **coûts variables** : ils sont égaux à la somme des coûts, du coton-graine et celui de l'égrenage. Il ne prend pas en compte le loyer de la terre.

- **coûts fixes** : ils représentent la dépréciation du matériel calculée sur la base d l'amortissement comptable (valeur à l'achat/nombre d'années d'utilisation prévu).

(1) VERBEEK, K. : "Costs of production of irrigated cotton in the US and competing countries" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.

(2) ICAC : "Survey of the costs of production of raw cotton" - 51st Plenary Meeting Liverpool - september 1992.

EVOLUTION DES COURS DE DIFFERENTS TYPES DE COTON ET DE L'INDICE "A"



✕ EGYPTE GIZA    □ SOUDAN G5B    ◇ PEROU G1    ▲ INDICE "A"    ● US PIMA

**FIGURE 6**  
source: MORRIS, D. - 1991 - op cit.



- **coûts économiques** : c'est la somme des coûts engendrés par la gestion et l'administration de l'exploitation, par les intérêts sur capital, les réparation du matériel et les autres charges générales de l'exploitation.

- **coût total** : c'est le cumul des coûts variables, fixes et économiques.

Nous en étudieront également le **revenu net** qui est la différence entre le coût total (loyer de la terre exclu), et le revenu total. Cette étude nous permettra de mieux appréhender la compétitivité des différents pays, mais aussi de voir qu'elles peuvent être les sources d'accroissement des coûts (1).

### 2.1.3.2. Intitulés et autres précisions

Nous avons choisi de représenter les résultats en dollar américain par kilogramme, car si nous avions pris l'unité \$/ha, l'aspect intensif ou extensif de la pratique culturale présente dans les différents pays, n'aurait pas été pris en compte, ce qui aurait biaisé les comparaisons. En effet, les coûts de production par hectares sont fortement proportionnels aux rendements (cf *figure 7*); donc un pays produisant en moyenne plus de 1 000 kg/ha (par exemple l'Australie), aurait forcément eut des coûts beaucoup plus élevés qu'un autre produisant 200 kg/ha (par exemple l'Ouganda).

Il faut prendre en compte également que les coûts sont exprimés en \$ américain; pour cette raison il faudra avoir à l'esprit, tout au long de cette étude, que la relative force ou faiblesse de cette devise par rapport aux autres, a eu une influence sur les résultats trouvés. Les taux de change entre le dollar américain et les autres devises, ainsi que les différents sigles se trouve dans le *tableau 9*. Tous ces chiffres concernent la campagne 1990/91.

Une autre réserve peut être faite sur ces résultats : en effet ces résultats sont donnés par les pays respectifs et non mesurés par un même organisme qui serait neutre; dans ce cas, et sans vérification il faudra donc prendre ces chiffres avec prudence. Malgré tous ces inconvénients, cette étude à le mérite de nous donner un ordre de grandeur et une hiérarchie pour les pays choisis.

**Tableau 9** : pays, sigles , taux de changes et différent coûts pris en compte pour l'étude :

PAYS	SIGLES	TAUX DE CHANGE (en \$ US 1991)	coût coton-graine (cents/kg)	égrenage	coûts économiques	coûts fixes	coût de revient (cents/kg)	revenu
AUSTRALIE (irrigué)	Au*	1,267 \$ australien	64	20	13	19	120	67
AUSTRALIE (pluvial)	Au	1,267 \$ australien	57	23	5	21	109	78
GUATEMALA	Gua	5,1 quetzals	85	13	44	6	180	0,5
ISRAEL (variété UPLAND)	Iu*	2,4 nouveaux shekels	111	16	57	41	229	-8
ISRAEL (variété PIMA)	Ip*	2,4 nouveaux shekels	131	21	65	47	269	-5
PAKISTAN	P*	22,0 roupies	52	14	6	-	88	62
OUGANDA (mécanisé)	Oum	730,0 shillings	95	38	21	7	165	85
OUGANDA (non mécanisé)	Oum	730,0 shillings	98	38	25	8	172	92
USA (moyenne nationale)	USN	1,0 \$ américain	77	21	51	6	186	13
USA (région DELTA)	USd	1,0 \$ américain	80	17	48	6	181	12
USA (région SUD-EST)	USse	1,0 \$ américain	112	18	62	9	221	-39
USA (région SUD-OUEST)	USso	1,0 \$ américain	66	55	54	7	187	9
USA (région OUEST)	USo*	1,0 \$ américain	84	9	48	5	180	30

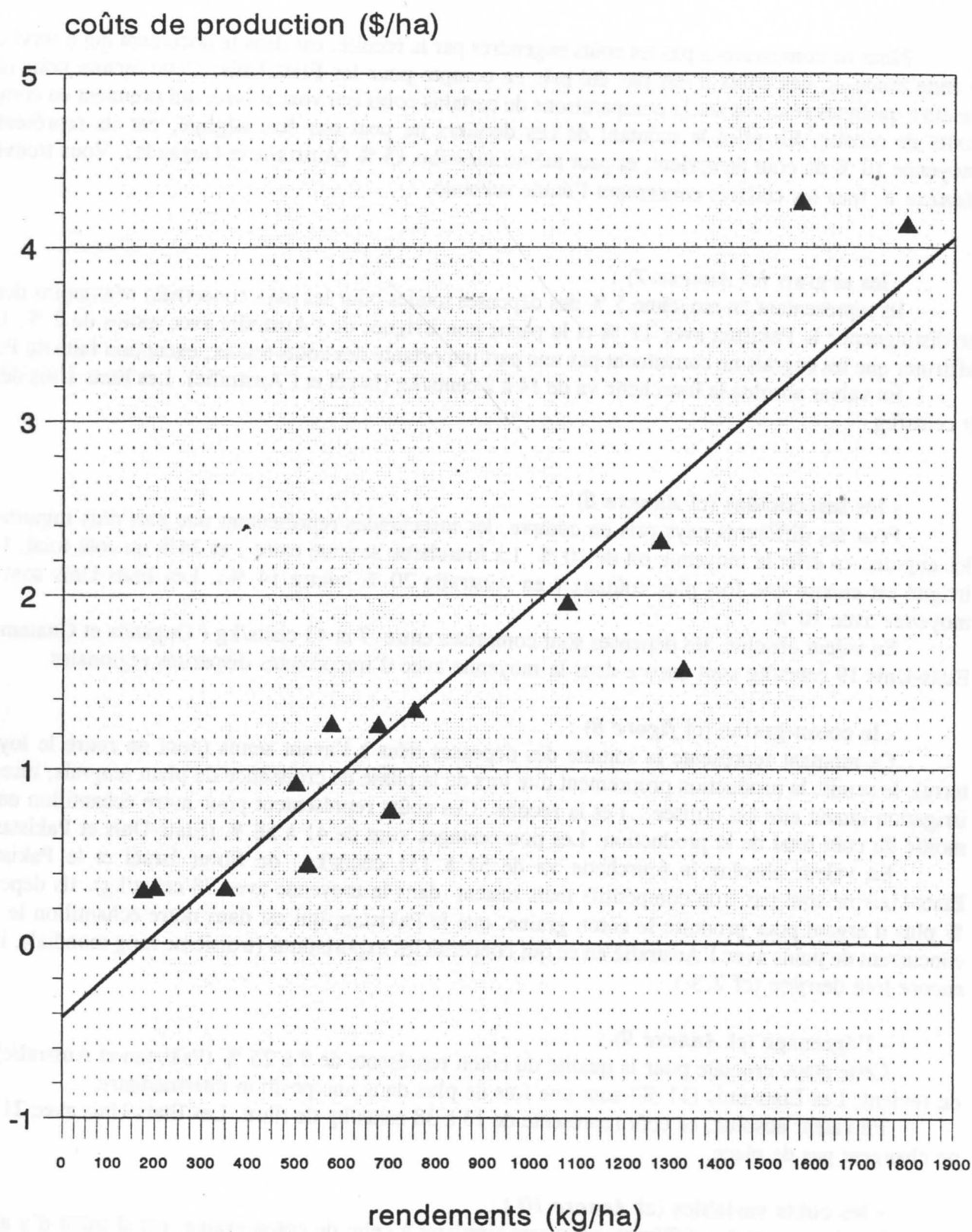
\* coton irrigué; l'absence d'astérisque signifie que le coton est pluvial.

source : ICAC : "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - september 1992.

(1) BERNARZ, M.S.; ETHRIGE, D.E. : "Source of rising costs of producing cotton in the Texas High Plains" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1990.

# EVOLUTION DU COUT DE REVIENT DU COTON EN FONCTION DES RENDEMENTS

(1990/91)



**FIGURE 7**

source : ICAC : "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.



### 2.1.3.3 Comparaison entre pays

Nous ne comparerons pas les coûts engendrés par la récolte, car dans le document qui a servi de base à cette étude (1), ces coûts n'ont pas été pris en compte pour les Etats-Unis. Cette lacune nous oblige à émettre quelques réserves sur la comparaisons de certains coûts qui vont suivre, qui prennent en compte ces coûts de récolte. En effet le montant de ces derniers ne peut pas être négligé, car ils représentent en moyenne 10 % du coût de revient, et peut même atteindre 15 % (Australie et Ouganda). Vous trouverez en *Annexe 6*, tous les chiffres concernant l'étude suivante.

#### - les engrais (cf *Annexe 7*) :

Ils représentent en moyenne 5 % des dépenses totales pour les pays concernés; néanmoins deux pays se distinguent : le Pakistan avec 12 % et la partie non irriguée de l'Australie avec moins de 2 %. On peut affirmer que les engrais ne constituent pas une part importante des coûts totaux, exception faite du Pakistan.

En valeur absolue la fourchette va de 14 à 2 cents/kg (Israël et l'Australie). Les Etats-Unis dépensent 9 cents/kg.

#### - les insecticides (cf *Annexe 8*) :

Pour les différents pays pris en compte, les insecticides représentent une part plus importante que les engrais; en effet la moyenne est de 10 %. La fourchette se situe entre 7 et 24% du coût total. Le coton irrigué est encore une fois plus coûteux ( en Australie 20 % contre 14 %). Les Etats-Unis sont dans la moyenne avec 10 %.

En valeur absolue, les dépenses sont comprises entre 7 et 43 cents/kg ( Ouganda et Guatemala); les Etats-Unis 19 cents/kg sont encore dans la moyenne avec d'importantes disparités régionales.

#### - le coton-graine (cf *figure 8*) :

Ce montant représente la somme des dépenses liées à l'avant semis (dont on retire le loyer de la terre), le semis, la production proprement dite lors de la phase de croissance du plant (engrais, insecticides, irrigation quand elle est utilisée...) et la récolte. Ces coûts représentent pour notre échantillon environ la moitié du coût total de la production. Les pourcentages vont de 41 à 58 % (Etats-Unis et Pakistan).

En valeur absolue la fourchette va de 52 à 131 cents/kg de fibre( Israël et le Pakistan). les Etats-Unis ne sont pas trop compétitifs mais restent dans la moyenne avec 78 cents/kg). Ils dépensent 50 % plus d'argent pour produire le coton graine, que le Pakistan, qui est dans notre échantillon le seul réel concurrent de poids avec l'Australie en ce qui concerne les exportations (troisième rang mondial), il est vrai encore loin derrière (cf 2.3.).

#### - l'égrenage (cf *Annexe 9*) :

Cette étape cruciale pour la qualité du coton représente de 9 à 25 % (Pakistan et Australie) du coût de revient. Les Etats-unis (11 %) sont une fois de plus dans une position intermédiaire.

En valeur absolue, ce coût représente de 13 à 38 cents/kg de fibre. Les Etats-Unis avec 21 cents/kg ne changent pas de place.

#### - les coûts variables (cf *Annexe 10*) :

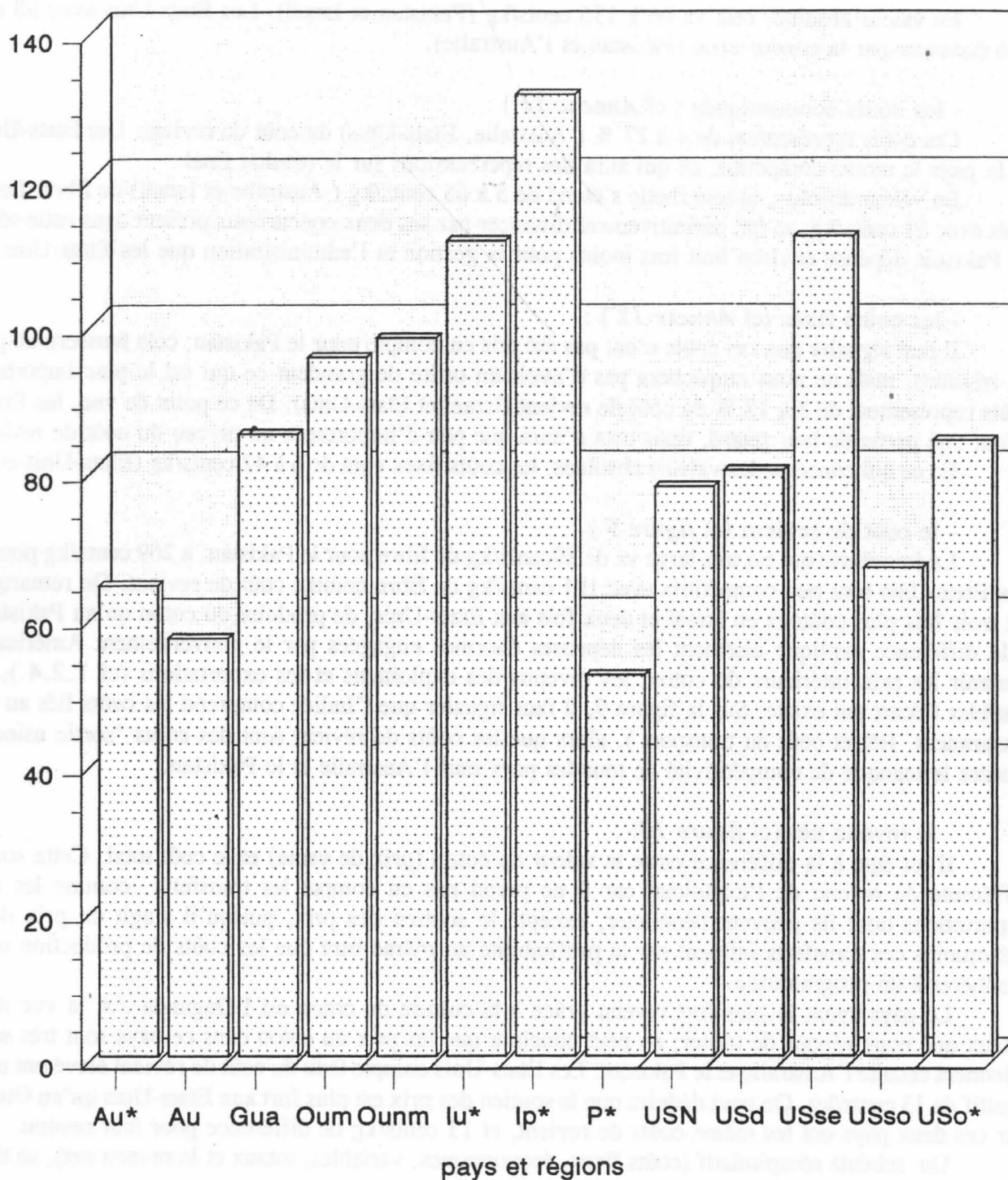
Le classement des différents pays sera similaire à celui du coton-graine, car il suffit d'y ajouter le

(1) ICAC : "Survey of the costs of production of raw cotton" - 1992 - op cit.

# COUT DU COTON-GRAINE

## (1990/91)

cents/kg de fibre



**FIGURE 10**

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - september 1992.



coût de l'égrenage pour obtenir le coût variable. Ce dernier représente une part du coût total très différente suivant les pays concernés.

Cela va de 48 à 84 % du coût de revient. Les pays ayant un faible pourcentage sont en général les moins compétitifs (Israël, Guatemala, Etats-Unis), car cela signifie que les coûts qui ne sont pas encore pris en compte comme le loyer de la terre ou les frais de gestion vont représenter autant que les coûts déjà considérés.

En valeur absolue, cela va 66 à 156 cents/kg (Pakistan et Israël). Les Etats-Unis avec 98 cents se font distancer par la concurrence (Pakistan et l'Australie).

**- les coûts économiques ( cf *Annexe 11* ) :**

Ces coûts représentent de 4 à 27 % ( Australie, Etats-Unis) du coût de revient. Les Etats-Unis sont ici le pays le moins compétitif, ce qui aura des repercussions sur le résultat final.

En valeur absolue, la fourchette s'étend de 5 à 65 cents/kg ( Australie et Israël) de fibre. Les Etats-Unis avec 51 cents/kg, se fait définitivement distancer par ses deux concurrents présent dans cette sélection. Le Pakistan dépense environ huit fois moins pour la gestion et l'administration que les Etats-Unis.

**- les coûts fixes (cf *Annexe 12* ) :**

Il faut signaler que ces coûts n'ont pas été pris en compte pour le Pakistan; cela faussera un peu plus les résultats, mais ne nous empêchera pas d'avoir un ordre de grandeur ce qui est le plus important. Ces coûts représentent de 3 à 18 % du coût de revient (Israel et Etats-Unis). De ce point de vue, les Etats-Unis refont une partie de leur retard, mais cela n'aura que peu d'importance au niveau du coût de revient.

En ce qui concerne les valeurs absolues, les coûts fixes vont de 6 à 47 cents/kg (Etats-Unis et Israël).

**- le coût de revient (cf *figure 9* ) :**

La fourchette qui est très large va de 89cents/kg de fibre pour le Pakistan, à 269 cents/kg pour Israël. Les Etats-Unis sont peu compétitifs avec 181 cents/kg de fibre comme coût de revient. On remarque qu'il est trois fois plus coûteux en Israël et deux fois aux Etats-Unis, de produire du coton qu'au Pakistan. Une telle différence explique aisément les dépenses énormes engagées par le gouvernement Américain pour soutenir les prix intérieurs du coton, les revenus des exploitants et les exportations (cf 1.2.4.), afin de combler l'écart qui existe. Sur la figure 9, il faut signaler que l'Indice comprend les coûts liés au transport (assurances, fret et coût du transport ), alors que les coûts de revient sont des coûts "sortie usine". Cela montre le manque de compétitivité de tous les pays sauf l'Australie et le Pakistan.

**- le revenu net (cf *figure 10* ) :**

Il est égal à la différence entre la valeur du coton (prix de vente) et le coût total. Cette somme est différente du revenu de l'exploitant car il ne prend pas en compte les transferts comme les aides aux exportations dont ils peuvent bénéficier, excepté le soutien des prix, puisqu'il s'agit du prix de vente. Néanmoins ces transferts influent sur la rentabilité au même titre que les coûts de production ou le fait d'adhérer à un programme (1).

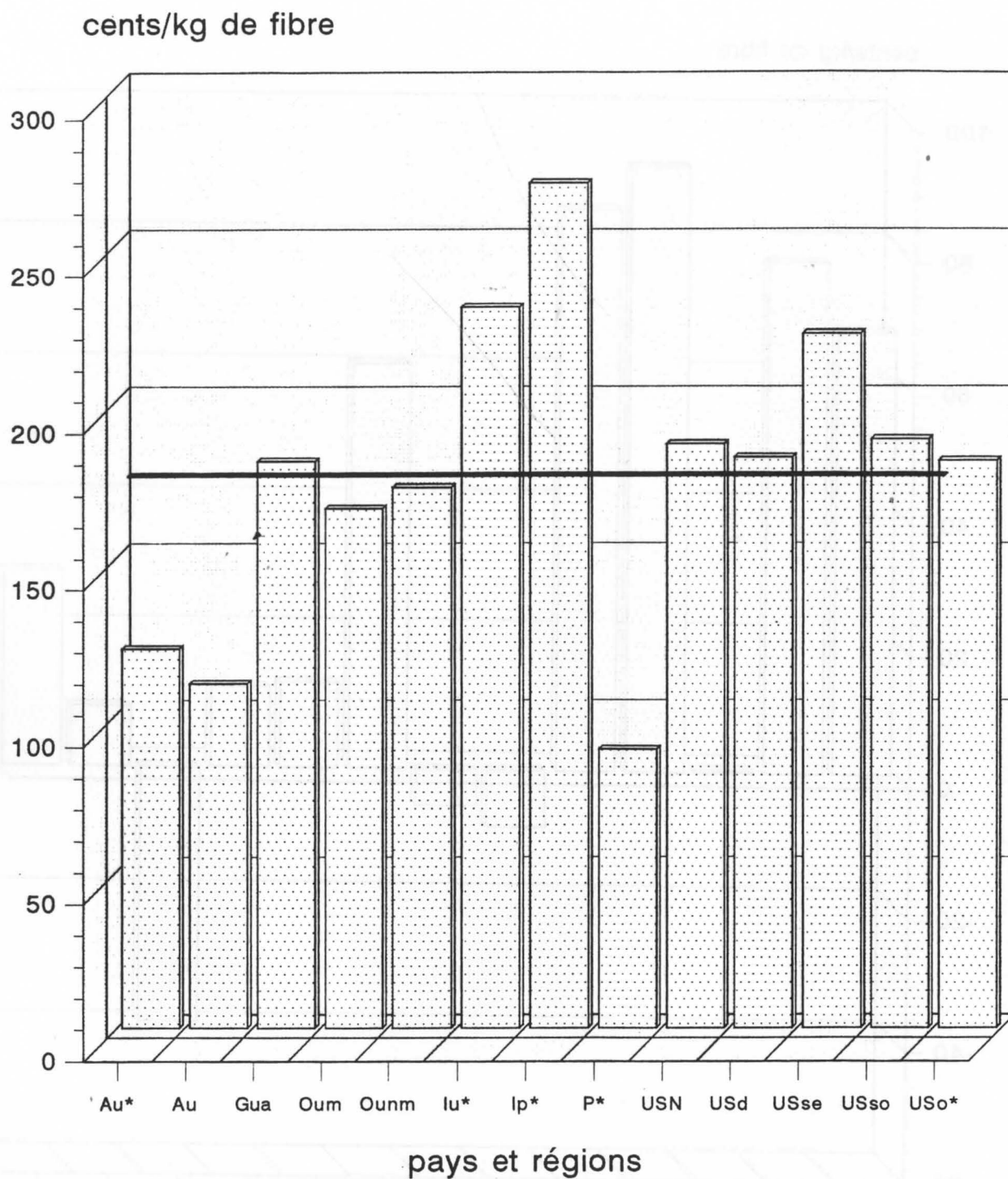
Le pays ayant le plus fort revenu grâce à la culture du coton est l'Ouganda . A la vue des coûts totaux que nous venons de traiter, on peut conclure que les prix du coton dans ce pays sont très soutenus. Viennent ensuite l'Australie et le Pakistan. Les Etats-Unis compte tenu du coût de revient élevé ont un revenu positif de 13 cents/kg. On peut déduire que le soutien des prix est plus fort aux Etats-Unis qu'au Guatemala, car ces deux pays ont les même coûts de revient, et 13 cents/kg de différence pour leur revenu.

Un schéma récapitulatif (coûts fixes, économiques, variables, totaux et le revenu net), se trouve en *Annexe 13*.

(1) SHURLEY, W.D. : "An analysis of factors influencing the profitability and comparative advantage of cotton in Georgia" - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992.

# COUTS DE REVIENT POUR LA CULTURE DU COTON

(1990/91)

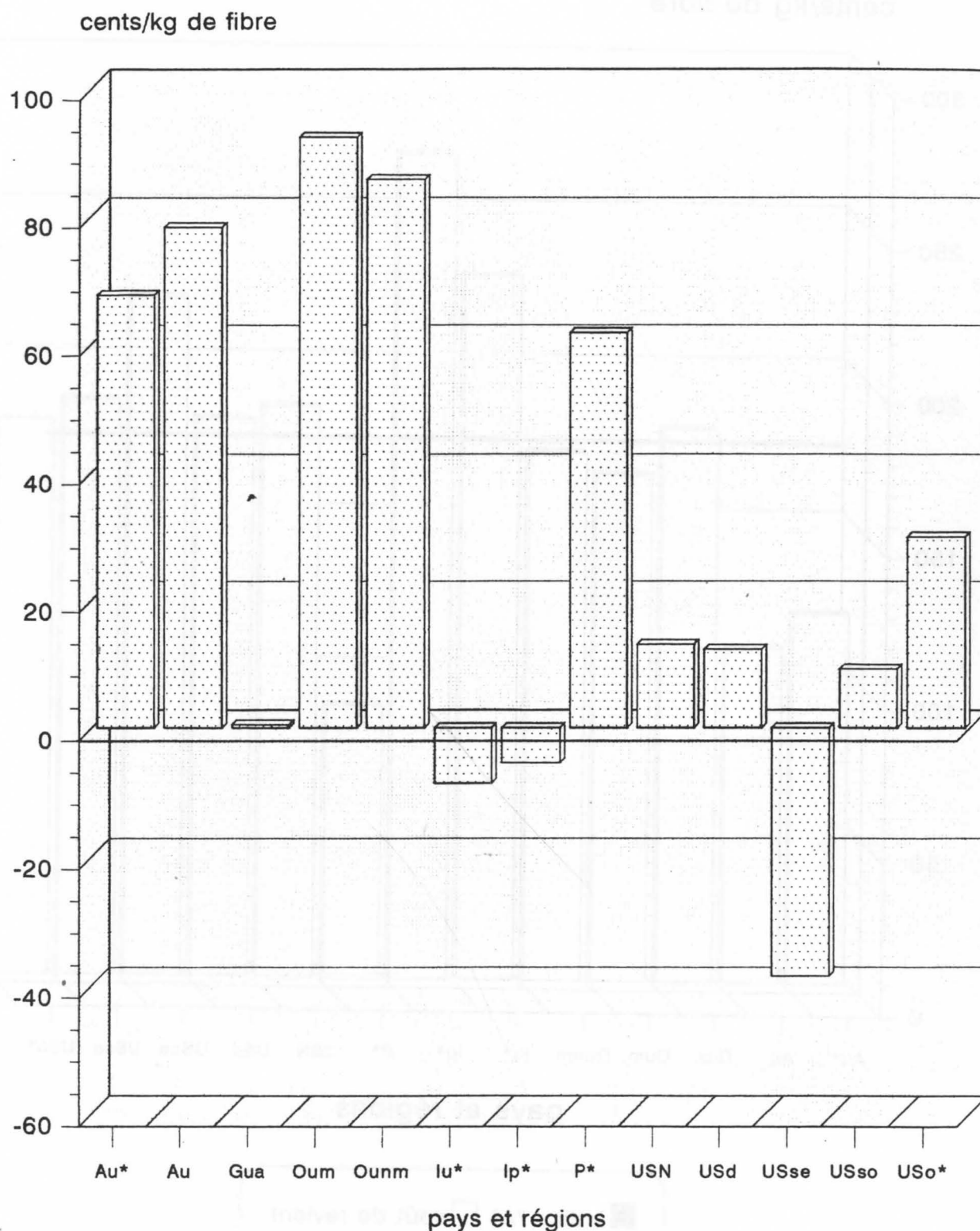


**FIGURE 9**

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.



# REVENU NET POUR LA CULTURE DU COTON (1990/91)



**FIGURE 10**

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.

## 2.2. La demande

Elle est l'un des éléments clés de tous marchés; pour le coton elle l'est d'autant plus qu'elle est difficilement influençable. Nous verrons néanmoins les éléments qui peuvent la modifier, ou du moins qui agissent, après un aperçu des principaux acteurs.

### 2.2.1. Les pays consommateurs

Contrairement à la production, la consommation de coton-fibre n'est pas l'objet d'un monopole de quelques grands pays. Cela est logique lorsque l'on connaît l'étendue des applications du coton dans tous les domaines, et donc dans tous les pays.

Malgré cela il existe quelques grands pays consommateurs (cf *figure 11*). Le premier est la Chine avec pratiquement le quart de la consommation mondiale (24 % en 1992/93). Les Etats-Unis suivent d'assez loin avec tout de même 12 %, talonnés par l'Inde (10 %) et le Pakistan (8 %) et plus loin la Russie avec 4 % et le Japon 3 %. Une partie importante de la consommation (10 %) est concentrée en Asie du sud-est, Indonésie, Thaïlande, Corée du Sud... . L'Europe, consomme quant à elle 6 % du coton mondial tout comme l'Amérique du Sud, les anciennes républiques soviétiques 7 % et le Moyen Orient (Inde, Pakistan, Bangladesh...) 19 %.

Nous pouvons voir sur la *figure 12*, que la Chine est le premier consommateur depuis près de trente ans. Son évolution est remarquable comparée à celle des autres pays. Depuis trente ans la consommation de la Chine a été multiplié par cinq, alors que pour les principaux pays, la consommation a très peu augmenté, régressant parfois. Au niveau mondial la consommation a été multipliée par quatre en près de cinquante ans (cf *figure 5*). Sur cette figure on remarque que la consommation et la production se suivent, ce qui montre l'adaptation du marché à la demande. Ces variations de la consommation sont dues à la combinaison de plusieurs éléments que nous allons maintenant aborder.

### 2.2.2. Les facteurs influençant la consommation

La demande totale de fibres (coton, laine, synthétiques, fibres cellulosiques) est déduite de la demande de l'habillement, les fournitures dans le bâtiment les biens industriels etc. . De façon générale la demande totale de fibres d'un pays est déterminée principalement par le niveau du revenu, la population et le prix des textiles vis à vis des autres produits qui les concurrencent pour les dépenses des consommateurs. Un autre fait important est de savoir si le pays est importateur ou exportateur net de textile; il faudra dans ce cas observer la politique commerciale et les taux de change qui sont deux éléments influant.

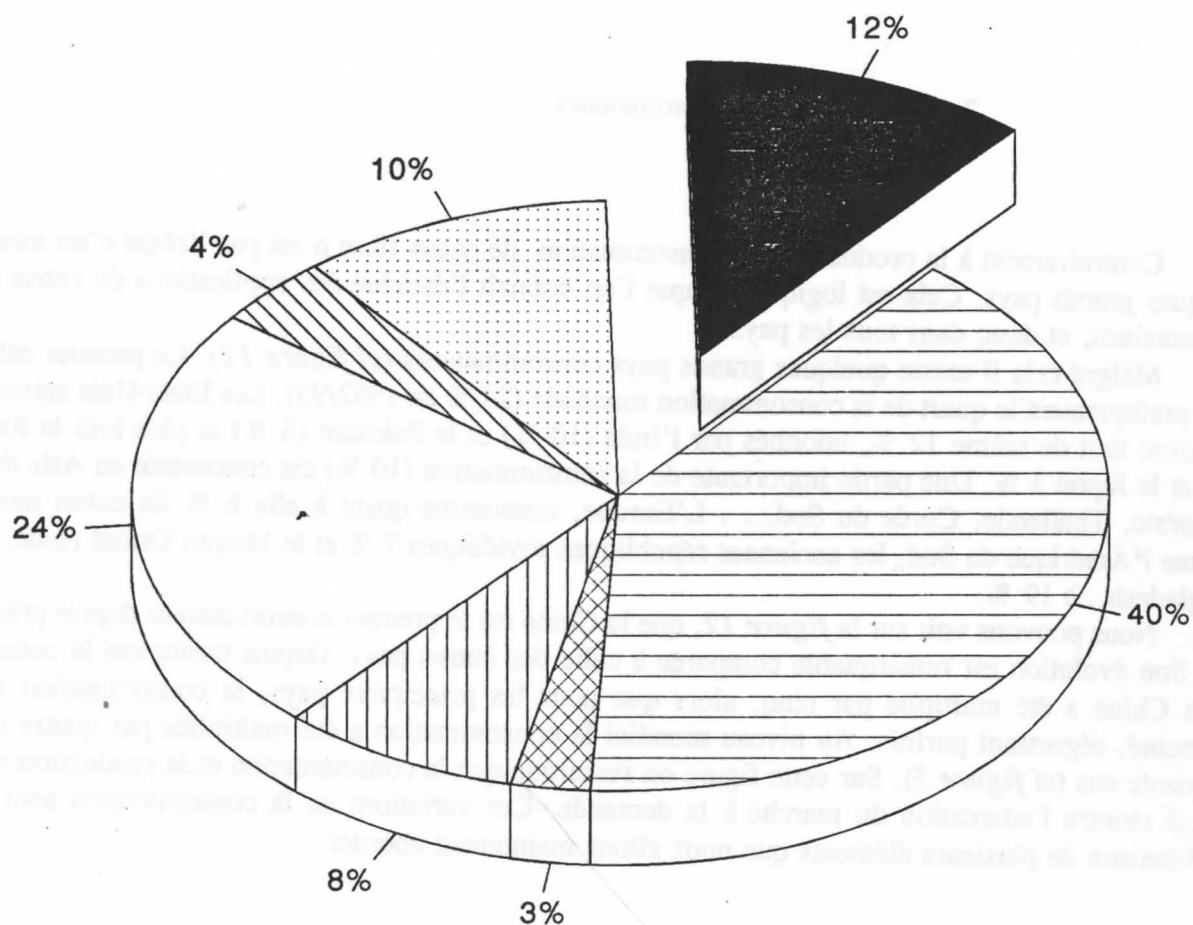
Pour le coton, la demande est fortement influencé par sa capacité à concurrencer d'autres fibres comme la laine mais surtout, les fibres synthétiques ou cellulosiques.

Les parts respectives de ces fibres dans la marché mondial sont affectées par les prix relatifs de chaque fibre mais également par leurs performances techniques; les qualités subjectives comme la mode peut également jouer un grand rôle.



# PRINCIPAUX PAYS CONSOMMATEURS DE COTON-FIBRE

CAMPAGNE 1992/93



■ USA

▤ INDE

▨ RUSSIE

□ CHINE

▧ PAKISTAN

▩ JAPON

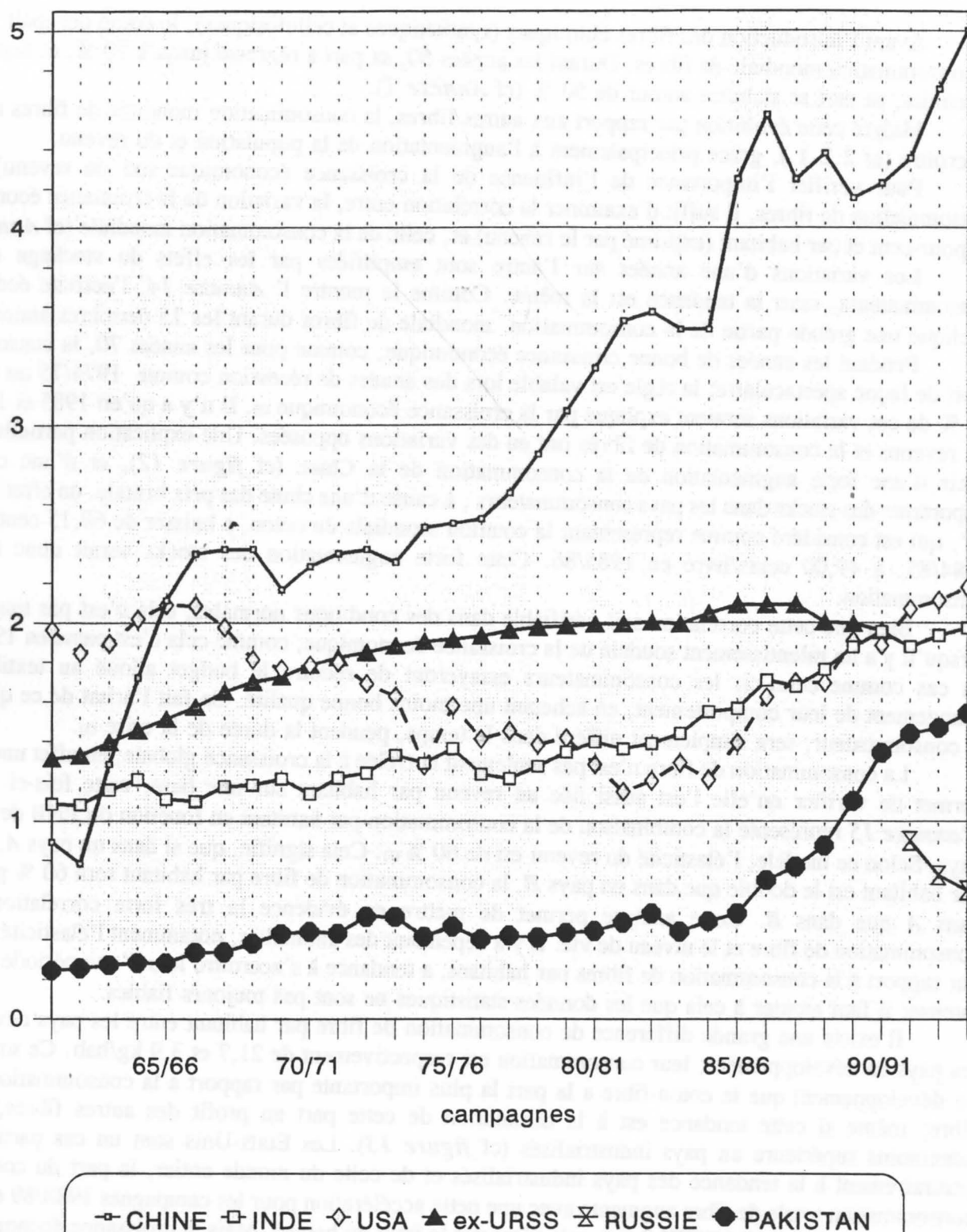
▨ AUTRES PAYS

**FIGURE 11**

source: ICAC avril 1993 - vol.46 - n°2.(part II)

# EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE COTON-FIBRE DES PRINCIPAUX PAYS

millions de tonnes



**FIGURE 12**

sources : - REDINGTON, J.J. in Beltwide Cotton Production Conferences 1988  
 - ICAC avril 1993 - vol.46 - n°2 - (partII)



### 2.2.2.1. Le revenu et la croissance économique <sup>(1)</sup>

Avant l'introduction des fibres chimiques (synthétiques et cellulosiques), le coton occupait 85 % de la consommation mondiale de fibres. Durant les années 50, sa part a régressé jusqu'à 70 %, et depuis deux décennies, sa part se stabilise autour de 50 % (cf *Annexe 1*).

Malgré cette évolution par rapport aux autres fibres, la consommation mondiale de fibres n'a cessé de croître (cf 2.2.1.), grâce principalement à l'augmentation de la population et du revenu.

Pour vérifier l'importance de l'influence de la croissance économique (ou du revenu), sur la consommation de fibres, il suffit d'examiner la corrélation entre, la variation de la croissance économique, en pour-cent et par habitant (exprimé par le revenu) et, celle de la consommation mondiale (cf *Annexe 14*).

Les variations d'une année sur l'autre sont amplifiées par les effets du stockage des pays consommateurs, mais la tendance est la même. Comme le montre l' *Annexe 14*, l'activité économique explique une grande partie de la consommation mondiale de fibres durant les 25 dernières années.

Pendant les années de bonne croissance économique, comme pour les années 70, la consommation croît de façon spectaculaire; la règle est valable lors des années de récession comme 1974/75 ou 1981/82; 72 % de ces variations seraient expliquées par la croissance économique <sup>(2)</sup>. Il n'y a qu'en 1985 et 1987, que les revenus et la consommation de fibres ont eu des variations opposées. Une explication partielle pourrait venir d'une forte augmentation de la consommation de la Chine (cf *figure 12*), et d'une croissance importante des stocks dans les pays consommateurs, à cause d'une chute des prix brutale. En effet l' "Indice A", qui est considéré comme représentant la cotation mondiale du coton, a baissé de 69,15 cents/livre en 1984/85, à 49,00 cents/livre en 1985/86. Cette forte augmentation des stocks aurait donc affecté la consommation.

Bien que cette corrélation soit vérifiable dans des conditions normales, cela n'est pas toujours vrai lorsqu'il y a un ralentissement soudain de la croissance économique, comme cela c'est passé en 1991. Dans un cas comme celui-ci, les consommateurs essayeront de réduire le budget alloué au textile par un changement de leur comportement, en achetant une moins bonne qualité. En fait l'achat de ce que voulait le consommateur, sera simplement différé dans le temps, pendant la durée de la crise <sup>(3)</sup>.

La consommation de fibre n'est pas seulement corrélée à la croissance globale; en effet une méthode permet de vérifier qu'elle l'est aussi liée au revenu par habitant sur une base, cette fois-ci nationale. L' *annexe 15* représente la combinaison de la consommation par habitant en fonction du PNB de différents pays. Selon ce modèle, l'élasticité du revenu est de 60 % <sup>(1)</sup>. Cela signifie, que si dans un pays A, le revenu par habitant est le double que dans un pays B, la consommation de fibre par habitant sera 60 % plus élevée dans A que dans B. Cette analyse permet de mettre en évidence la très forte corrélation entre la consommation de fibre et le niveau de vie. Il y a cependant des anomalies, notamment l'élasticité du revenu par rapport à la consommation de fibres par habitant, a tendance à s'accroître lors d'une période d'activité intense; il faut ajouter à cela que les données statistiques ne sont pas toujours fiables.

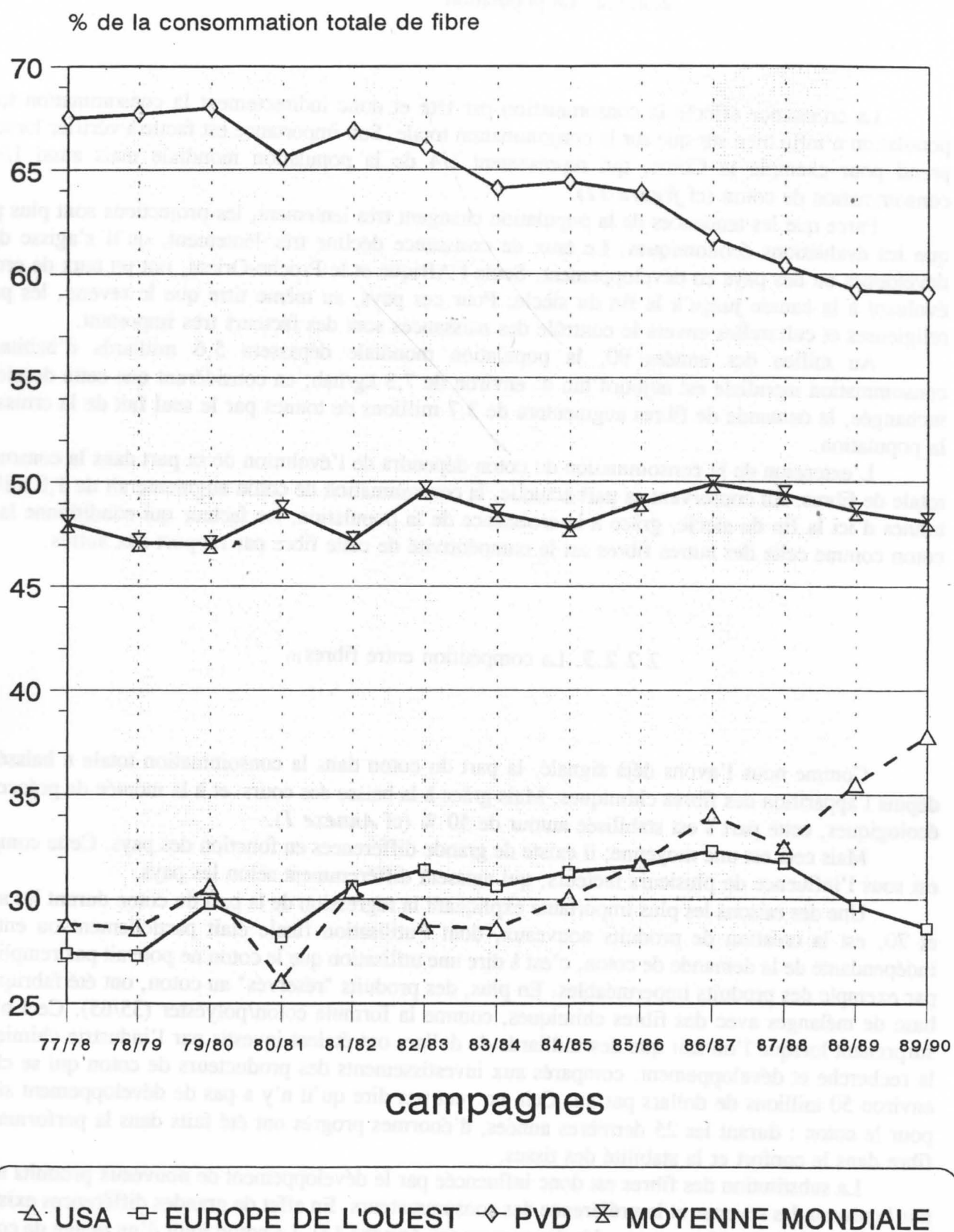
Il existe une grande différence de consommation de fibre par habitant entre les pays développés et les pays en développement; leur consommation est respectivement de 21,7 et 3,9 kg/hab. Ce sont les pays en développement que le coton-fibre a la part la plus importante par rapport à la consommation totale de fibre; même si cette tendance est à la diminution de cette part au profit des autres fibres, elle reste néanmoins supérieure au pays industrialisés (cf *figure 13*). Les Etats-Unis sont un cas particulier, car contrairement à la tendance des pays industrialisés et de celle du monde entier, la part du coton dans la consommation totale de fibre augmente avec une nette accélération pour les campagnes 1988/89 et 1989/90. Nous verrons dans la PARTIE 3 que cela n'est pas le fruit du hasard. Mais la croissance économique n'est pas le seul facteur déterminant la demande de fibre.

(1) MORRIS, D. - 1991 - op cit.

(2) ICAC - "Review of the world situation" - nov-déc 1987 - Washington D.C.

(3) ICAC - "World textile demand" - 49th Plenary Meeting - septembre 1992 - Montpellier.

# EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE COTON PAR LES USINES TEXTILES



**FIGURE 13**

source: ICAC OCTOBRE 1992 - vol.46 - n°1. (part II)



#### 2.2.2.2. La population

La croissance affecte la consommation par tête et donc indirectement la consommation totale; la population n'influ bien sûr que sur la consommation totale. Son importance est facile à vérifier lorsque l'on prend pour exemple la Chine, qui représentent 1/4 de la population mondiale mais aussi 1/4 de la consommation de coton (cf *figure 11*).

Parce que les tendances de la population changent très lentement, les projections sont plus précises que les évaluations économiques. Le taux de croissance décline très lentement, qu'il s'agisse des pays développés ou des pays en développement. Seule l'Afrique et le Proche-Orient, ont un taux de croissance évoluant à la hausse jusqu'à la fin du siècle. Pour ces pays, au même titre que le revenu, les pratiques religieuses et culturelles envers le contrôle des naissances sont des facteurs très important.

Au milieu des années 90, la population mondiale dépassera 5,6 milliards d'habitants. La consommation mondiale est aujourd'hui d'environ de 7,3 kg/hab; en considérant que cette dernière reste inchangée, la demande de fibres augmentera de 3,7 millions de tonnes par le seul fait de la croissance de la population.

L'extension de la consommation du coton dépendra de l'évolution de sa part dans la consommation totale de fibres. En conservant sa part actuelle, la consommation de coton augmenterait de 1,8 millions de tonnes d'ici la fin du siècle, grâce à la croissance de la population. Le facteur qui conditionne la part du coton comme celle des autres fibres est la compétitivité de cette fibre par rapport aux autres.

#### 2.2.2.3. La compétition entre fibres<sup>(1)</sup>

Comme nous l'avons déjà signalé, la part du coton dans la consommation totale a baissé, et ceci depuis l'apparition des fibres chimiques. Mais grâce à la baisse des cours et à la montée de préoccupations écologiques, cette part s'est stabilisée autour de 50 % (cf *Annexe 1*).

Mais ceci est une moyenne; il existe de grande différences en fonction des pays. Cette compétitivité est sous l'influence de plusieurs facteurs, qui agissent différemment selon les pays.

Une des raisons les plus importante expliquant la régression de la part du coton durant les années 60 et 70, est la création de produits nouveaux, dont l'utilisation finale était partiellement ou entièrement indépendante de la demande de coton, c'est à dire une utilisation que le coton ne pouvait pas remplir comme par exemple des produits imperméables. En plus, des produits "réservés" au coton, ont été fabriqués sur la base de mélanges avec des fibres chimiques, comme la formule coton/polyester (35/65). Ceci n'était pas surprenant lorsque l'on sait que des milliards de dollars ont étaient investis par l'industrie chimique, dans la recherche et développement, comparés aux investissements des producteurs de coton qui se chiffrent à environ 50 millions de dollars par an. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de développement significatif pour le coton : durant les 25 dernières années, d'énormes progrès ont été faits dans la performance de la fibre dans le confort et la stabilité des tissus.

La substitution des fibres est donc influencée par le développement de nouveaux produits mais aussi par le niveau des revenus et la préférence des consommateurs. En effet de grandes différences existent entre les pays développés et les pays en développement (cf *Annexe 15*). Le coton jouit d'un image de confort que n'ont pas les fibres synthétiques; ce facteur est en partie responsable de la stabilisation de la part du coton

(1) MORRIS, D. - 1991 - op cit.

schématisé *figure 14*.

Les prix relatifs sont un facteur au même titre que la qualité ou la performance technique. La relation entre les prix du coton et ceux du polyester, sont principal concurrent, sont donnés dans la *figure 14*. Mais les prix relatifs n'ont pas l'influence qu'à la demande finale, comme cela a été souvent dit. Ceci dit l'influence existe, ce qui pour le coton est un handicap; comme tous produits agricole le prix du coton varie énormément d'une saison à l'autre et même, lors d'une même saison. Dans ces conditions l'industrie chimique possède un avantage, qui est de pouvoir prévoir les coûts et de les diminuer par des économies d'échelles. Mais l'industrie a ces inconvénients comme le prix de l'énergie, des nouvelles normes de pollution ..., et tout ceci coûte également très cher. En réalité le changement d'utilisation finale, l'innovation et le goût des consommateurs sont des facteurs plus influents. Ce dernier facteur joue en faveur du coton dans les pays développés.

Comme nous pouvons le voir sur la *figure 14*, le prix relatif du coton par rapport à celui du polyester n'a cessé d'augmenter jusqu'en 1973 (1,6), pour ensuite diminuer jusqu'à nos jours pour atteindre 0,8. Pendant la même période, la part du coton a chuté considérablement, mais on remarque que les variations de la part de coton ne sont pas calquées parfaitement sur celles du prix relatif du coton; il existe une corrélation mais par exemple, dès la fin des années 70, la part du coton s'est stabilisée, sans pour autant croître à nouveau, ce qu'on aurait pu croire, car l'évolution du prix relatif rendait le coton de plus en plus compétitif vis à vis du polyester. Cela signifie donc, que d'autres variables comme nous l'avons vu précédemment pèsent sur ces mécanismes.

Aux Etats-Unis, une étude a mis en évidence les éléments du marché qui faisaient varier la consommation au niveau de l'industrie textile (1). Elle ne fait que confirmer les affirmations précédentes. Concernant le coton les conclusions sont les suivantes :

- la consommation de coton est positivement corrélée à la consommation totale de fibres par l'industrie
- elle est négativement corrélée au prix relatif coton/polyester, c'est à dire lorsque le prix du coton par rapport à celui du polyester augmente, la consommation de coton par les usines textiles diminue, et réciproquement.
- elle est négativement corrélée au taux de change.

Il faut ajouter que tout ceci est influencé par la balance commerciale du coton (2). En effet, dans l'hypothèse où les importations augmentent (ce qui est extrêmement rare, mais possible), leur influence peut se répercuter au niveau des prix du marché national, et de cette manière peser sur la consommation américaine. Ce cas de figure est rare aux Etats-Unis mais il pourrait se produire si il y avait une soudaine chute de la production et une augmentation de la consommation.

Après un tel constat, on peut conclure qu'avec l'établissement de nouvelles stratégies commerciales élaborées grâce à des techniques en marketing appropriées, il est possible de relancer la consommation de coton (cf 3.1.2.2. et 3.1.2.3.), ou du moins de créer des conditions optimales pour un tel événement. Ceci permettrait évidemment d'améliorer la situation des professionnels, surtout les fabricants et les détaillants, car ces derniers travaillent avec des produits à haute valeur ajoutée, ce qui n'est pas le cas des professionnels se trouvant en amont de la filière.

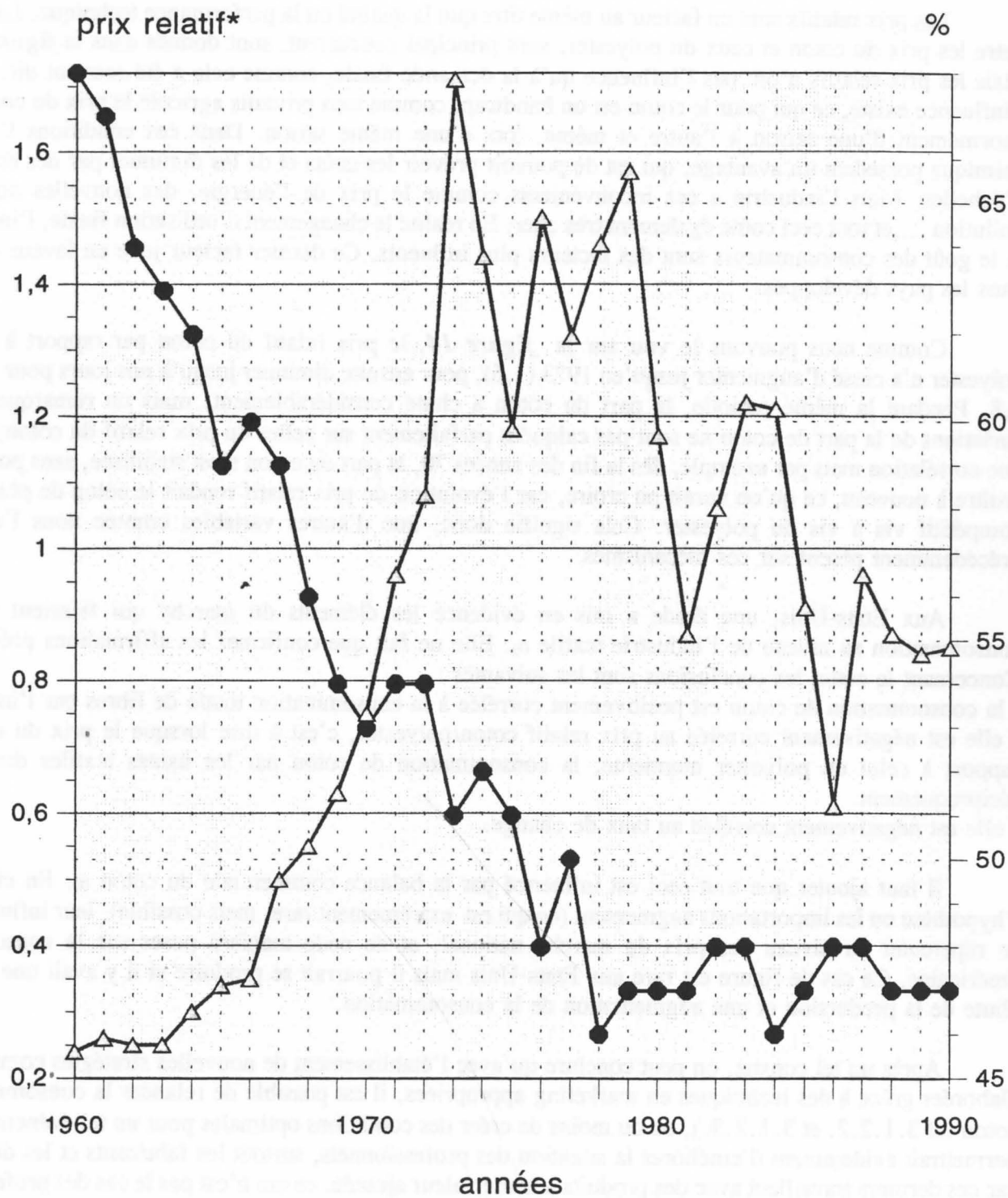
Ces changements se feront donc grâce à des nouvelles stratégies, mais aussi par l'évolution des relations et des procédures accélérant les flux d'informations et de marchandises entre les intermédiaires. Mais toutes ces mesures seront efficaces si elles sont intégrées dans une logique agissant à un niveau macro-économique. En effet toutes ces actions se trouvent dans un environnement mondial qu'est le marché du coton, et leur efficacité dépend également de celle des concurrents.

(1) SANDFORD, S. : "Factors influencing total fibers consumption, and domestic mill demand for cotton and wool" - Beltwide Production Research Conferences 1988.

(2) STULTS, H.; SIVERTS, E. : "Regional effects of US cotton imports" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.



## EVOLUTION DU PRIX RELATIF DU COTON-FIBRE ET DE SA PART DANS LA DEMANDE DE FIBRE



△ prix relatif ● % du coton

**FIGURE 14**

source : MORRIS, D. - 1991 - op. cit.

\* prix du coton (indice "A") divisé par le prix du polyester.

### 2.3. Les échanges

Ce paragraphe va nous permettre de repérer les différents flux existant sur ce marché, et du coup d'en déterminer les rapports de force. Il est vrai que d'énormes enjeux financiers sont ici au centre des débats, et donne lieu à des affrontement que certains nomment "guerres commerciales"( cf *Annexe 16*).

#### 2.3.1. Les pays importateurs

Etant donné la concentration de la production dans quelques grands pays (cf 2.1.1), les importateurs sont réciproquement très nombreux. Pour cette raison la répartition est très différente (cf *figure 15*). Le principal importateur est la Russie avec 12 % des importations mondiales; vient ensuite un peloton très compact composé du Japon (8 %), l'Indonésie (7 %), la Corée du Sud, Taïwan et Thaïlande (6 %), et de l'Italie (5 %).

On remarque que ces pays représentent seulement la moitié des importations mondiales, alors que les cinq principaux producteurs représentaient plus des 3/4 de la production mondiale (cf *figure 2*). L'autre moitié est éclatée en de nombreux pays dont les principaux sont Hong Kong, l'Allemagne, le Brésil...

L'évolution de ces dernières années se trouve sur la *figure 16*. On remarquera surtout trois événements :

- la disparition de l'URSS a fait apparaître la Russie comme principal importateur mondial. En effet avant la dislocation de l'URSS, le commerce inter républiques n'était pas pris en compte, tout comme le commerce intra-CEE pour les produits agricoles dans les statistiques mondiales par exemple. Cette précision veut souligner le fait que ces importations existaient déjà auparavant.
- la croissance continue et rapide des importations de l'Indonésie, qui devient le troisième importateur de coton juste après le Japon.
- l'importance prise par les pays du sud-est asiatique. Sur les sept principaux importateurs, cinq sont des pays de cette régions (cf *Annexe 17*). Cette répartition correspond à une demande spécifique de fabrication de vêtements. En effet de nombreuses entreprises européennes et autres, font fabriquer leur produits dans ces pays où la main d'oeuvre est bon marché et les législations moins contraignantes. Ces pays sont également spécialisés dans la contre-façon. Ce dernier problème entraîne des litiges débattus lors des négociations internationales.

#### 2.3.2. Les exportations

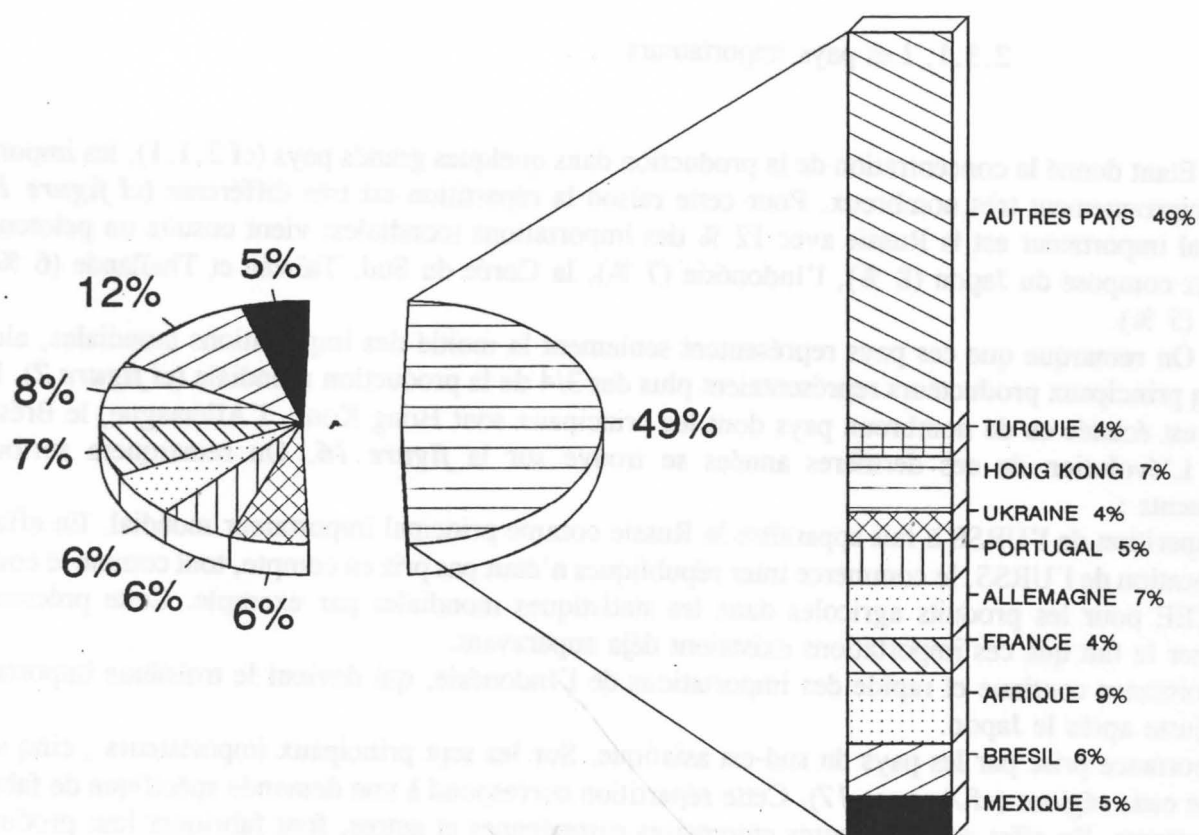
##### 2.3.2.1 Les principaux pays exportateurs

Contrairement aux importations, les exportations sont concentrées en quelques grands pays, tout comme la production (cf *figure 17*). Pour la campagne 1992/93, les plus grands sont, loin devant, les Etats-



# PRINCIPAUX PAYS IMPORTATEURS DE COTON-FIBRE

CAMPAGNE 1992/1993



■ ITALIE

▨ RUSSIE

□ JAPON

▤ INDONESIE

▥ COREE DU SUD

▧ THAILANDE

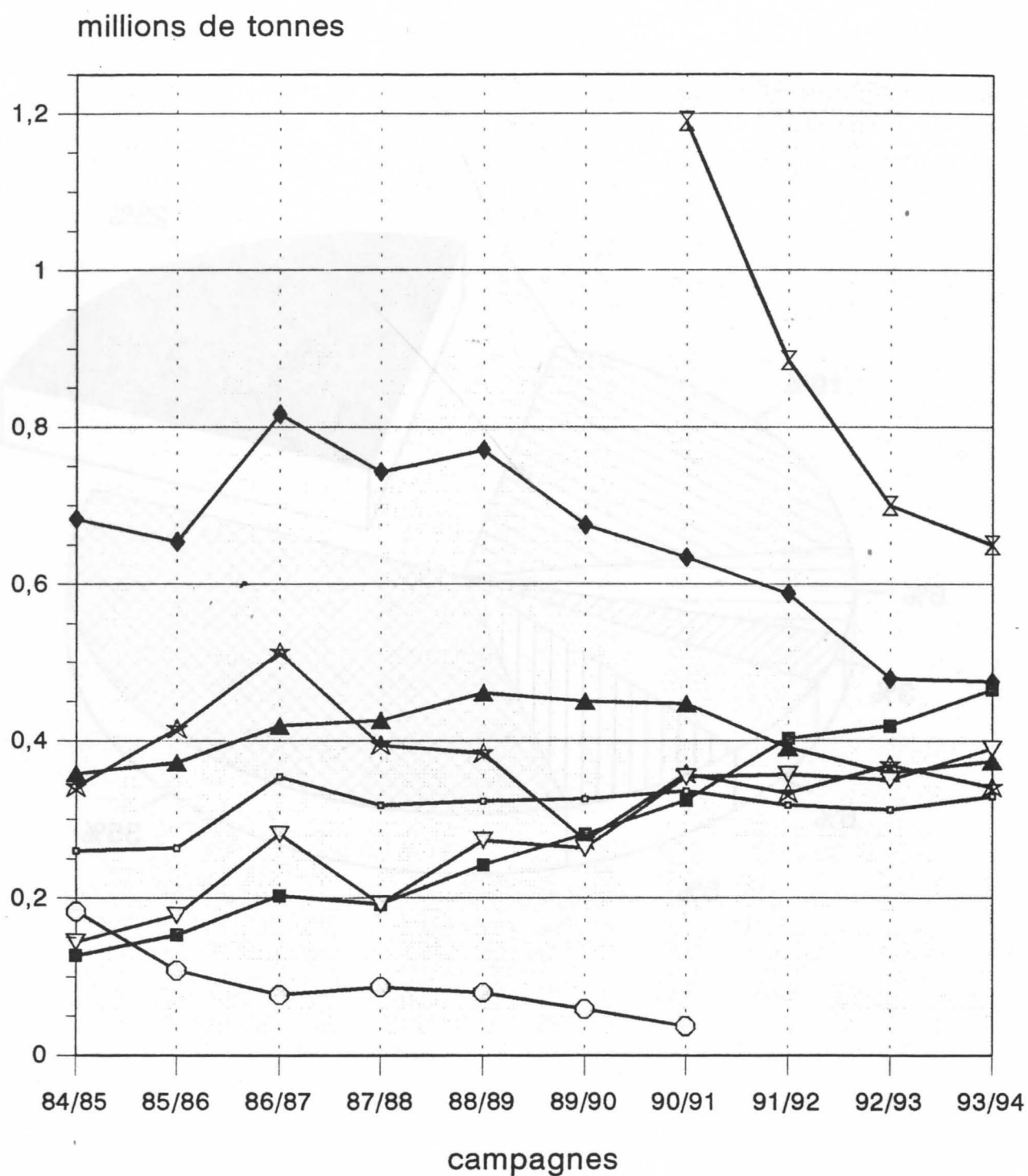
▩ TAIWAN

□ AUTRES PAYS

**FIGURE 15**

source : ICAC avril 1993 - vol. 46 - n°2 (partII)

# EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE COTON-FIBRE DES PRINCIPAUX PAYS



▣ ITALIE

⊠ RUSSIE

▽ THAILANDE

■ INDONESIE

▲ COREE DU SUD

◆ JAPON

○ ex URSS

☆ TAIWAN

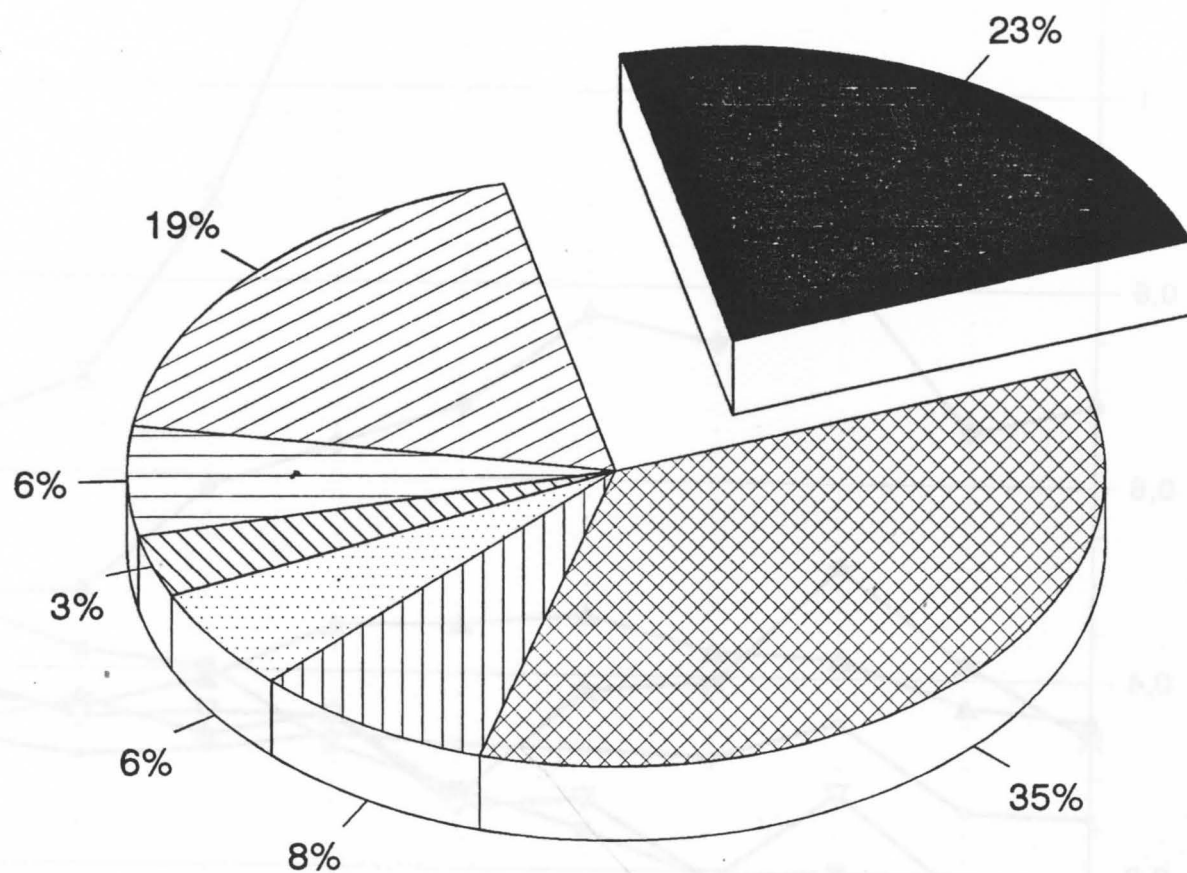
**FIGURE 16**

source: ICAC AVRIL 1993 - vol.46 - n°2 (part II)



# PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS DE COTON-FIBRE

CAMPAGNE 1992/1993



■ USA	▨ OUZBEKISTAN	▤ TURKMENISTAN	▧ CHINE
▩ AUSTRALIE	▦ PAKISTAN	▥ AUTRES PAYS	

**FIGURE 17**

source : ICAC avril 1993 - vol.46 - n°2 (part II)

Unis et l'Ouzbekistan avec respectivement 23 % et 19 % des exportations mondiales. Suivent le Pakistan (8 %), l'Australie et le Turkmenistan (6 %), et la Chine (3 %). Ces six pays représentent les 3/4 des exportations mondiales; à eux deux, les Etats-Unis et l'Ouzbekistan cumulent près de la moitié du total mondial. On remarque que même si la concentration des exportations est semblable à celle de la production, la distribution est sensiblement différente. Avec une telle comparaison, on repère facilement les pays ayant une vocation exportatrice, ou ceux qui produisent du coton essentiellement pour leur consommation nationale.

Les Etats-Unis n'ont pas quitté leur première place sauf en 1975 et 1985 (cf *figure 18*). Ils se sont même largement détachés par rapport aux principaux concurrents. L'Ouzbekistan est un cas particulier. Comme nous venons de le voir ci-dessus, ce pays apparaît pour une raison simple : ses exportations qui existaient avant la disparition de l'URSS, n'étaient pas prises en compte car elles faisaient partie du commerce à l'intérieur d'un même pays. Il est en plus difficile de tirer des conclusions avec si peu de recul. Ses exportations sont en plus presque exclusivement destinées au principal importateur mondial qu'est la Russie.

Dans les autres pays on retrouve encore une ancienne république soviétique : le Turkménistan. Pour les mêmes raisons invoquées pour l'Ouzbekistan, il est difficile d'en retirer une analyse. Le Pakistan suit une évolution croissante avec comme pour tous les pays de nombreuses variations d'une année sur l'autre; c'est ce qui caractérise de façon générale les échanges. Ce pays est le troisième exportateur mondial depuis peu.

La Chine à une évolution très particulière : jusqu'en 1982, ses exportations sont très faibles, pour augmenter d'un coup en 1984 et 1985 pour ensuite diminuer aussi brutalement. Cette évolution chaotique peut confirmer le fait que l'exportation n'est la préoccupation principale de ce pays. L'Australie accomplit une formidable croissance en ce qui concerne ses exportations de coton. Tout comme le Pakistan, nous avons vu que ces pays sont beaucoup plus compétitifs, au niveau des coûts de production, que les Etats-Unis (cf 2.1.3.). Comme nous le verrons en 2.3.3., ce facteur influence les échanges mais ce n'est pas, la seule variable intervenant.

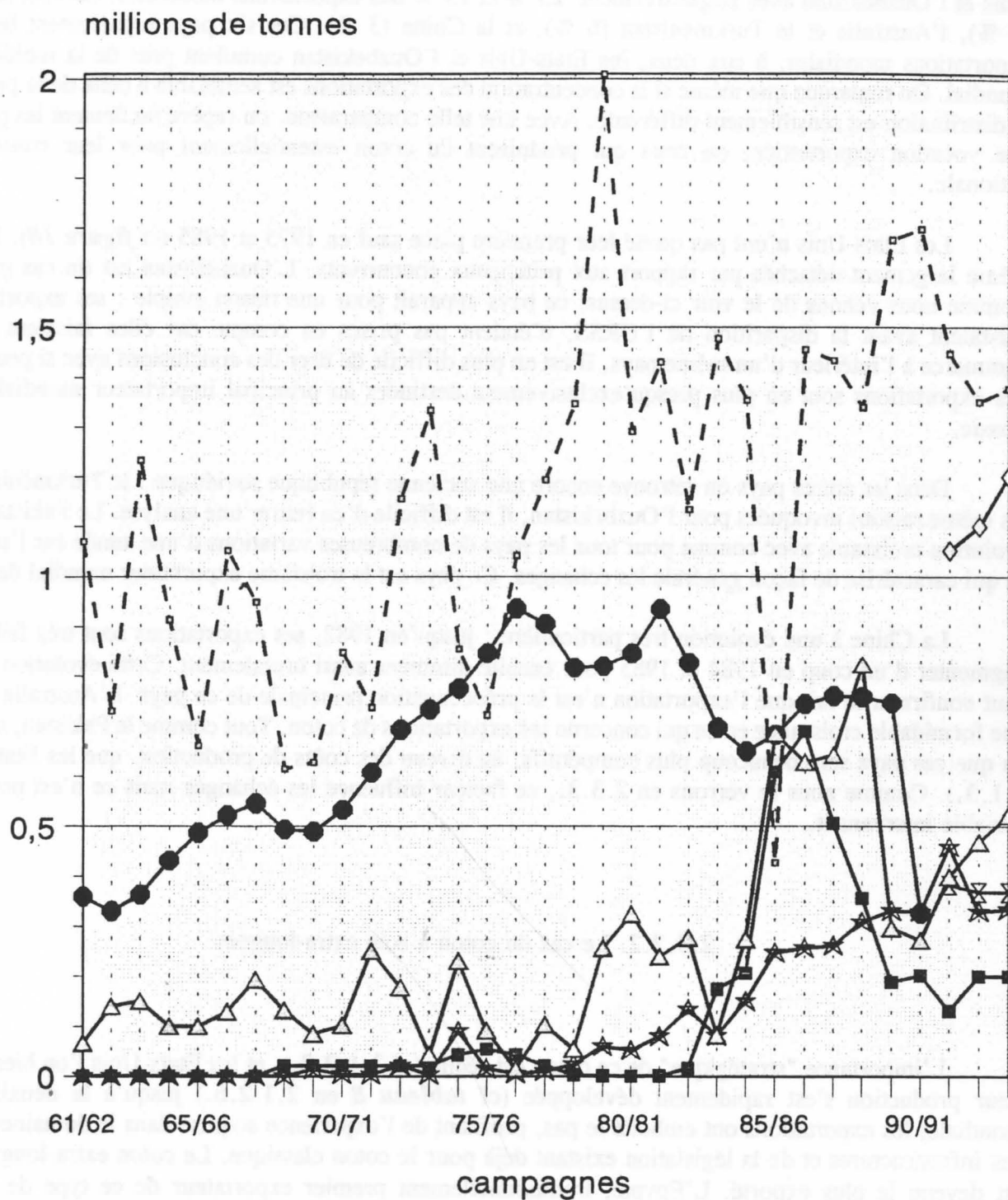
#### 2.3.2.2. Le cas du coton à soie extra-longues

L'importance "stratégique" de ce coton est réelle (cf 2.1.2.3.), et les Etats-Unis l'on bien compris. Leur production s'est rapidement développée (cf *tableau 8* en 2.1.2.6.) jusqu'à la deuxième place mondiale; les exportations ont emboîté le pas, profitant de l'expérience acquise dans le domaine, ainsi que des infrastructures et de la législation existant déjà pour le coton classique. Le coton extra-long américain est devenu le plus exporté. L'Egypte, traditionnellement premier exportateur de ce type de coton, est dépassée. En 1990, les Etats-Unis représentent près de la moitié des exportations mondiales, alors qu'en 1986, ce montant était de 7 % (cf *Annexe 18*).

Nous allons maintenant essayer de comprendre de telles variations en étudiant les variables affectant les échanges.



## EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE COTON-FIBRE DES PRINCIPAUX PAYS



-□- USA      ◇ OUZBEKISTAN      △ PAKISTAN      ■ CHINE  
 × TURKMENISTAN      ● ex-URSS      ★ AUSTRALIE

**FIGURE 18**

source: SANDFORD, S.- Beltwide Cotton Production Research Conferences 1988.

### 2.3.3 Facteurs influençant les échanges

#### 2.3.3.1. L'environnement du marché

Les caractéristiques de production et de consommation du coton brut déterminent les conditions sous lesquelles ce produit est commercialisé. Depuis que le coton est classé en classes bien définies et sa qualité rattachée à des zones de production, il peut être négocié à distance sur la base d'échantillon.

Dans le but de faciliter les échanges, des lignes commerciales ont été ouvertes aux alentours des ports traditionnels traitant le coton, comme Liverpool, Le Havre ou San Paolo. Comme d'autres matières premières utilisées par l'industrie, le coton est soumis à des variations de prix parfois très importantes. Pour minimiser les pertes, les producteurs et les négociants, ont besoin de vendre à un prix qui couvre soit les coûts de production, soit le prix d'achat, pour maintenir leur marge.

C'est pour ces raisons, qu'ont été créés des marchés futurs, ou marchés à terme de marchandises. En ce qui concerne le coton, le marché le plus important est le *New York Cotton Exchange (NYCE)* (cf 3.2.). Comme tout marché à terme, le *NYCE* avait à l'origine pour rôle principal de fournir au commerce et à l'industrie, un instrument de protection contre les aléas des prix, en permettant aux personnes qui l'utilisent de fixer le prix d'achat ou de vente quelque mois avant d'effectuer réellement la transaction. Nous verrons plus tard que ce rôle n'est plus actuellement le seul ni même le principal de ces places.

#### 2.3.3.2. Le commerce du coton-fibre

Seulement 20 à 40 % du coton produit au niveau mondial est commercialisé internationalement (cf *Annexe 19*). Pendant cette période (1960-93), hormis quelques variations erratiques, les exportations ont à peu près suivi la croissance de la production. Cette période correspond à une succession de modifications, car des pays sont devenus d'importants exportateurs de coton (Pakistan, Australie) et d'autres, la plupart des nouveaux pays industrialisés, de grands pays importateurs.

Cette croissance des échanges est due dans ce cas à l'augmentation de la demande, provoquée essentiellement par la consommation exponentielle des pays d'Asie du Sud-Est, de leur industrie naissante et en pleine expansion.

Simultanément les importations de l'Europe de l'Ouest ont diminué, passant de 1,5 à 1 millions de tonnes de 1970 à 1980. Mais durant les années 80, l'industrie textile européenne a investi dans la modernisation de son outil de production, et du coup les importations sont passées à 1,5 millions de tonnes en 1987. En ce qui concerne le Sud-Est asiatique, les importations sont passées de 200 000 tonnes en 1960/61, à 1,25 millions de tonnes en 1986/87, pour arriver à 42 % des importations mondiales et 2,4 millions de tonnes en 1992/93 (cf *figure 18*).

Les exportations de coton brut suivent donc la demande des pays importateurs, qui elle-même est influencée par différents facteurs (cf 2.2.2.). Il y en a certains qui agissent directement sur les échanges, en modifiant la compétitivité du coton. Ces variables peuvent n'avoir aucun rapport avec la demande réelle, mais avoir beaucoup d'effets (subventions, accords internationaux ...).



### 2.3.3.3. Les cours et le taux de change

Comme nous le verrons en 2.4.2., les cours varient en fonction de la combinaison des stocks avec la production. La corrélation entre ces cours et les échanges est claire. En prenant l'exemple des Etats-Unis (cf *Annexe 20*), dont le cas sera traité en détail au 3.5.4., on remarque que des cours mondiaux élevés stimulent les exportations, qui sont dans cette situation plus rémunératrices <sup>(1)</sup>. La réciproque est vraie et se vérifie en 1985. Mais on peut remarquer que les variations de ces deux variables ne coïncident pas toujours. Il est vrai que l'indice "A" représentant le cours mondial (cf 2.4.1.), n'est pas le seul facteur à agir.

Le taux de change est un des éléments pesant sur la compétitivité des exportations. En effet, la faiblesse relative d'une monnaie par rapport aux autres, favorisera les exportations du pays en question vers les autres en rendant ses produits moins cher à importer pour les autres pays. En *Annexe 21*, on constate qu'en 1985, année catastrophique pour les exportations américaines de coton, correspond à un cours du dollar exceptionnellenent haut (9 FF pour un \$ en moyenne). Ajouté à cela, à la même année les cours du coton étaient excessivement bas, ce qui explique une baisse de près de 70 % en un an des exportations américaines (de 1,35 à 0,4 millions de tonnes).

On voit sur la *figure 18* que malgré la faiblesse des cours cette année là, certains pays comme le Pakistan ou la Chine, on profité de la baisse de compétitivité du coton américain pour accroître leurs exportations; cela prouve l'importance du taux de change défavorable dans un cas et favorable dans l'autre.

Ces deux dernières variables ne peuvent à elles seules expliquer le niveaux des échanges. Parmi les autres facteurs intervenant, il y en a un totalement dépendant de la volonté des hommes, qui nous permettra de mieux comprendre l'évolution des échanges.

### 2.3.3.4. Les effets internationaux des subventions américaines

Les politiques commerciales définissent les règles contrôlant les importations et les exportations. L'influence de telles mesures sera d'autant plus forte que le pays qui les définit, occupera une place importante dans les échanges mondiaux. Pour le coton, il va de soit que la politique de commerce extérieur américaine concernant le coton, sera suivie à la loupe par les pays concurrents.

Une étude économétrique a essayé de modéliser les effets internationaux des subventions américaines pour le coton et quelques autres cultures <sup>(2)</sup>. Les deux principaux enseignements à retenir sont :

- l'abolition des subventions ferait baisser les cours mondiaux et dynamiserait les échanges.
- des contrôles plus stricts de l'offre ne feraient pas baisser la production dans un futur proche. Bien sûr les effets d'une diminution, par exemple des aides directes aux producteurs, ne seront pas les mêmes pour chaque culture. En plus de cela il existe un grand nombre d'aides concernant le coton, et les effets de leur suppression simultanée seraient difficiles à déterminer.

Ces conclusions sont donc à prendre avec précaution; il est vrai que d'autres spécialistes avancent des thèses opposées : l'absence de subvention ferait monter les prix mondiaux, car certaines aides auraient l'effet pervers de pousser à la production même lorsque le marché est saturé. Ce cas de figure s'est vérifié pour le coton américain au début des années 80, avec le système des prix intérieurs garantis (cf 3.3.). Nous l'avons déjà signalé les facteurs agissant sur ce marché sont nombreux; mais maintenant nous allons voir quelle est l'évolution dans le temps et dans l'espace, des échanges de textiles et d'habillement afin de mieux comprendre quels sont les intérêts en jeux, et de connaître les motivations de certains pays à influencer le marché à leur avantage.

(1) ZHANG, P.; ETHRIGE, D. : "US cotton market shares and responses to export prices" - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992.

(2) CABLE, V. : "Textile and clothing in a new round of trade negotiations" - The World Bank Economic Review - vol 1, n°1 - 1987.



### 2.3.3.5. L'évolution du commerce des tissus et l'habillement <sup>(1)</sup>

En 1960, les pays développés étaient exportateurs nets de produits à base de coton. En 1986, ils sont devenus importateurs nets de plus de deux millions de tonnes équivalent coton brut. Pendant la même période les pays en développement sont passés d'une situation d'importation de 100 000 tonnes, pour devenir exportateurs nets de 2,5 millions de tonnes d'équivalent coton brut.

Entre 1975 et 1986 par exemple, les importations de filés de coton des pays développés ont augmentées de 200 %, alors que les importations pour l'habillement pour ces même pays se sont développées de 172 %. Les exportations des pays en développement de tissus destinés aux logements ont été multipliés par 14 entre 1975 et 1986. Les exportations de filés de coton et d'habillement ont augmentées respectivement de 289 et 229 %. Les détails se trouvent en *Annexe 22*. Cette tendance pose de gros problèmes aux pays industrialisés. Ces derniers essayent de les résoudre par l'intermédiaire des accords internationaux.

### 2.3.3.6. Accords internationaux et protectionnisme

Les pays en développement ayant en général des avantages comparatifs dans la production de textiles ou d'habits à main-d'oeuvre intensive, la libéralisation du commerce international de ces produits est combattue féroce­ment à cause des perspectives d'accroissement de la tendance évoquée ci-dessus.

Depuis 1974, c'est l'Accord Multi-Fibres qui gère les règles du commerce international des textiles. Il est la concrétisation de la volonté des pays développés à se protéger des importations de produits en provenance des pays en développement.

La première institutionnalisation de restrictions sur des bases multilatérales date de 1961 et 1962, lorsque le *Short Term Arrangement* et le *Long Term Arrangement* (*STA* et *LTA*) ont été négociés. Le *LTA* autorisait les pays développés à imposer leurs restrictions sur des importations venant des pays en développement. Le *LTA* a été prolongé en 1967 et encore en 1970. En 1974, il a été remplacé comme nous l'avons vu par l'Accord Multi-Fibres qui lui même a été prolonger en 1977, 1981, 1986 et 1993. L'évolution s'est faite par additions successives de mesures protectionnistes en faveur des pays développés. Tout au long des négociations du *GATT*, les textiles ont été subtilement marginalisé pour ne jamais permettre aux négociations en cours de rentrer dans son cadre. L'*AMF* a les même objectifs que le *LTA*, mais apporte des restrictions supplémentaires aux textiles synthétiques dont le commerce s'est développés après les premiers accords.

Les pays développés préfèrent rester dans ce cadre plutôt que déposer des plaintes au sein du *GATT*, car les mesures prises précédemment à l'encontre des pays en développement, auraient été aussi tôt condamnées, car contraire à ses règles. Les textiles ont été retenu à l'écart par l'intermédiaire d'une clause qui fait de l'*AMF* la condition obligatoire et prioritaire à toutes négociations. Pourtant en 1982, un meeting ministériel du *GATT* lança une recommandation, à propos de l'impact qu'aurait la libéralisation du commerce des textiles; cette initiative n'a apparemment pas convaincu les pays industrialisés de changer leur fusil d'épaule.

L'objectif déclaré de l'*AMF* est de réguler la croissance des revenus d'exportations de textiles des pays en développement et d'assurer une meilleure répartition du commerce mondial. La succession des

(1) CABLE, V. - 1987 - op cit.



différentes mesures à entraîné une chute dans la croissance des importations des pays industrialisés (cf *tableau 10* ci-dessous).

**Tableau 10 :** Croissance réelle des importations de textile et d'habillement des pays industrialisés en provenance des pays en développement (en % /an).

Années	1963-76	1976-78	1978-1984
Textiles	7,2	4,6	3,7
Habillement	20,9	4,8	10,9
Total	14,1	4,8	9

Source : CABLE, V. - 1987 - op cit - d'après WOLF : "The *MFA* - an obstacle to development" - Kiel Conference on Free Trade in the World Economy" - june 1986.

Un autre fait marquant est la période de croissance rapide en 1983 et 1984, des importations, surtout aux Etats-Unis (20 % par an); ceci explique en partie le contexte dans lequel se sont déroulées les négociations successives. Cette croissance était due à l'importation non contrôlée de produits n'entrant pas dans l'*AMF*, comme par exemple les tissus contenant de la soie.

En 1986, sous l'insistance des Etats-Unis, l'étendue couverte par l'*AMF* s'étend aux tissus contenant de la soie. En plus, des règles plus strictes sont ajoutées, afin de réprimer les fausses déclaration, et les quotas non bilatéraux. Les lobbies des pays industrialisés accentuent leur pressions sur leur négociateurs. Les pays en développement, à travers leur représentants, targuent la cause sociale, pour protéger le revenu et les conditions sociales. Ils se battent également afin d'obtenir une plus grande réciprocité des mesures prises, et contre le nouvelle invention américaine : une clause permettant la restriction des importations, là où le commerce déstabiliserai l'industrie textile. La position protectionniste des Etats-Unis est la principale cause du rejet dont souffre les pays en développement.

Pour savoir pourquoi certains pays combattent la libéralisation du commerce des textiles, il faut savoir qu'elles en serait les conséquences pour chacun.

#### 2.3.3.7. La libéralisation du marché des textiles

Pour envisager la libéralisation du marché des textiles, il faut prendre en compte les forces souvent contradictoires qui ont contribué à en arriver à la situation actuelle. Il faut savoir que se sont en général les intérêts en capital qui seront privilégiés par rapport à la main-d'oeuvre, et que la pression protectionniste est la plus forte lorsque l'économie va mieux, car c'est dans ces conditions que les ajustements sont les plus faciles à réaliser.



Les barrières non tarifaires (normes en tout genre), représentent le principal obstacle au commerce des textiles et de l'habillement. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (*CNUCED*), a estimé en 1986 que si la Communauté Européenne, le Japon et les Etats-Unis levaient leur barrières non-tarifaires, cela générerait pour les pays en développement 11,8 milliards de dollars d'exportations vers les pays développés, soit 75 % du niveau des exportations de ces même pays en 1983.

La suppression des barrières tarifaires accroîtrait quant à elles de 5,8 milliards de dollars ces exportations. Mais tout ceci sont des résultats émanant de modèle économétriques très complexes, et il est très difficile de prévoir de façon précise l'évolution simultanée de toutes les variables pour un moment donné, et a fortiori pour une longue période, car une telle opération ne pourrait se dérouler que sur quelques années.

En plus de toutes les composantes déjà vues, il en reste une principale dépendante des précédentes, et dont l'évolution règle le marché : les prix.

## 2.4. Les prix

Nous en avons déjà parlé, les prix sont étroitement liés, directement ou non, aux autres variables qui composent le marché. En ce qui concerne le coton, il existe plusieurs indices synthétiques qui représentent pour les professionnels la référence des prix du marché.

### 2.4.1. Les indices : leur signification et leur évolution

Comme tout indice, les suivants sont élaborés afin de donner une idée de la tendance du marché; cela ne veut pas dire qu'ils en sont toujours le parfait reflet.

Les deux principaux sont l'indice "A" et le NYCE. Le premier, aussi appelé indice de Liverpool, existe depuis 1966. Il est calculé et fournit par une société privée : la *Cotton Outlook*. C'est l'indicateur le plus utilisé, car il sert de référence non seulement aux professionnels de la filière coton, mais aussi aux gouvernements, notamment celui des Etats-Unis, pour calculer le montant des différents soutiens.

Il est calculé tous les jours ouvrables depuis 20 ans. Il représente un coton bien précis, le *Middling 1 3/32 CAF* (CIF en anglais) Europe du Nord. Cela signifie, le prix d'un coton à soies moyennes-longues (cf 2.1.2.3.), comprenant les coûts de l'assurance et du fret jusqu'à un port d'Europe du Nord. Pour pouvoir calculer l'indice, la société *Cotton Outlook*, sélectionne 13 origines du coton, qui doivent logiquement représenter, la diversité des conditions de production à travers le monde. Ce nombre peut varier, et l'indice est égal à la moyenne des cinq prix les plus bas. La liste actuelle est la suivante :

1 Memphis territory	6 Turkish Izmir	10 Chinese type 329
2 California/Arizona	7 Central Asian	11 Tanzanian "AR" type 3
3 Mexican	8 Pakistan	12 Franc Zone
4 Central American	9 Indian H-4	13 Australian
5 Paraguay		

Il existe plusieurs types d'indice élaborés par la société *Cotton Outlook*; l'indice "A", existe en



indice courant et en indice futur. Comme nous pouvons le voir sur la *figure 4*, l'évolution de cet indice est excessivement instable. Ceci explique par les grandes variations qu'il peut se produire d'une année sur l'autre, de la production mondiale. Comme toutes matières premières agricoles, le prix du coton est à la merci des ondulations de l'offre; les années de surproduction, l'indice "A", qui représente le marché du physique, chute comme en 1984 et 1985. Il est vrai que les stocks jouent un rôle important, dans la correction des tendances du marché (2.4.2.).

En ce qui concerne le *NYCE*, il est fortement influencé par l'indice "A", ce qui lui confère une tendance similaire (cf *Annexe 23*). Toutefois, des différences peuvent se créer car des forces étrangères aux marchés classiques (comme la spéculation), peuvent l'influencer. C'est la seule place d'achat et de vente à terme traitant le coton; cela explique son importance dans le commerce international. Le fonctionnement d'un tel marché est expliqué au paragraphe 3.2. . Nous allons aborder maintenant le facteur qui sert d'ajustement aux variations du marché.

#### 2.4.2. Le rôle des stocks

Pour essayer d'atténuer les variations des cours dues aux variations de l'offre, les pays concernés ont peu de solutions. Certain, du fait de leur modeste importance sur le marché ne peuvent rien faire. Les grands pays peuvent inciter, par l'intermédiaire de leur politiques, à stocker ou déstocker le coton. On constate en *Annexe 24*, la corrélation négative, existant entre le rapport des stocks sur l'utilisation et l'indice "A". En effet les années où ce rapport est élevé, les prix sont bas; ces périodes correspondent à l'année qui suit une forte production mondiale. Le principe d'adaptation du marché est le suivant : l'offre augmente lorsque les prix sont attractif la campagne précédente; arrive une année de surproduction où les prix s'écroule. Pour inverser la tendance les pays vont augmenter leur stocks l'année qui suit, et simultanément réduire leur production. La vitesse d'adaptation des pays aux tendances du marché n'est pas partout la même; elle dépend de l'efficacité du système mis en place par le gouvernement. Ces deux actions simultanées, font remonter les cours après un certains laps de temps, donc en réaction à cette croissance, l'offre va augmenter l'année suivante et ainsi de suite.

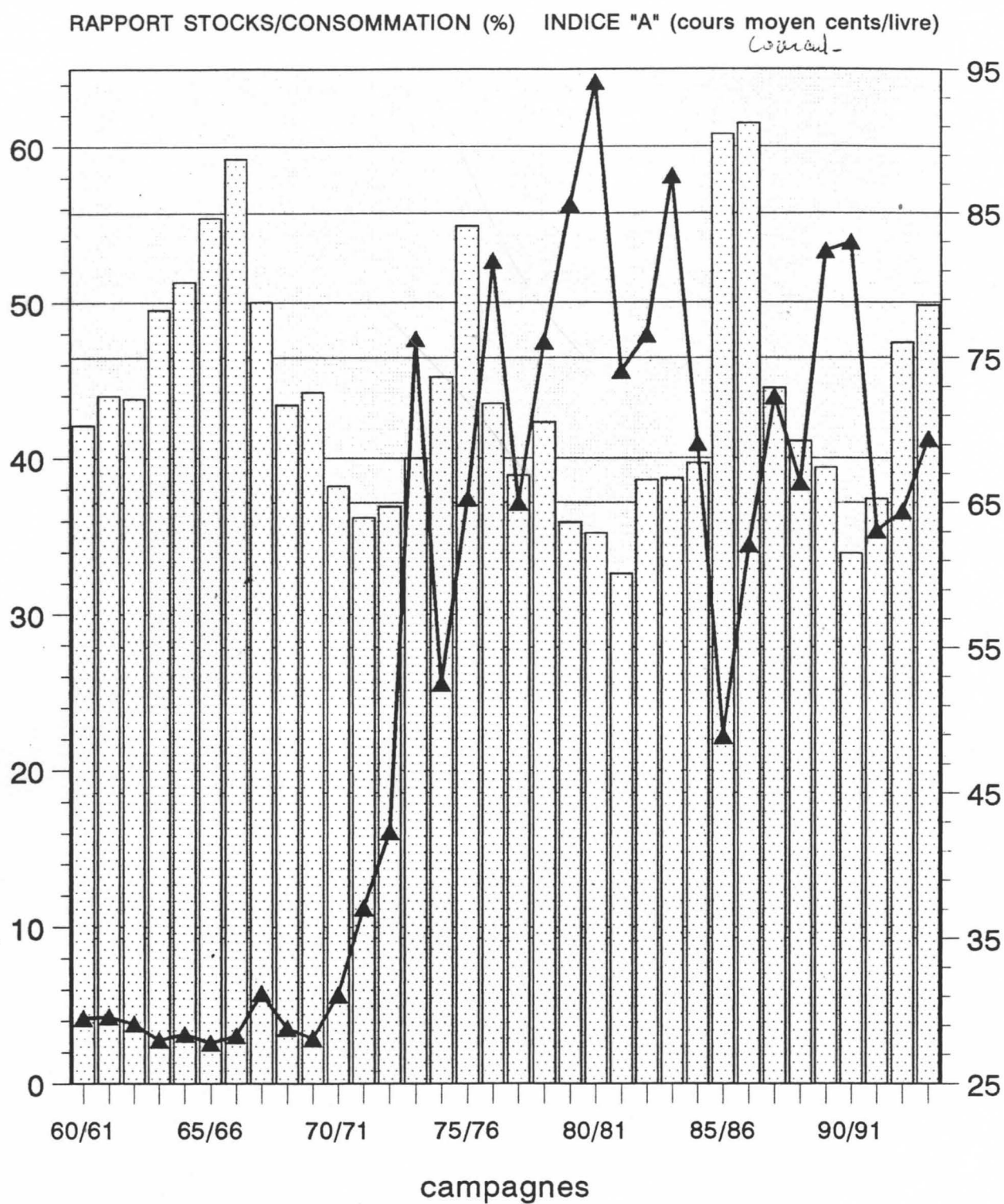
Ce mécanisme se vérifie pour toutes les production agricoles, car se sont les seules à avoir un marché qui a un temps d'adaptation aussi long (égal au temps nécessaire pour obtenir le produit). Pour des biens industriels la réaction est immédiate.

Lorsque l'on observe l'évolution des 50 dernières années (cf *figure 5*), on remarque l'existence d'un cycle de dix ans. Il est vrai que tous les dix ans (de 1945 à 1985), les stocks atteignent des sommets pour ensuite régresser. L'évolution des cours et celui du rapport stock/utilisation (cf *figure 19*), nous montre l'existence de deux périodes; la première s'étend jusqu'à la fin des années 60, pendant laquelle le rapport varie très peu quelque soit l'indice, qui se trouve à un niveau bas. Dès le début des années 70, le rapport baisse et les cours augmentent très rapidement. Depuis, les tendances ne cesse de se croiser, et lorsque le rapport croît les prix chutent (1974 et 1985).

Comme nous le disions précédemment, se sont les grands pays, qui peuvent avoir une influence sur les cours. Pour le coton, ce sera donc la Chine et les Etats-Unis. Ce dernier pays a fixé son stock de report à 30 % de sa consommation, dans le *Food Security Act 1985*. Mais les pays consommateurs peuvent constituer également des stocks, mais cette fois-ci pour éviter la pénurie.

Après avoir brossé les grandes articulations du marché mondial du coton, et le rôle qu'y tiennent les Etats-unis, nous allons nous intéresser à ce pays et à ses particularités.

# EVOLUTION DU RAPPORT STOCKS/UTILISATION ET DE L'INDICE "A"



**FIGURE 19**

source: ICAC avril 1993 - vol46 - n°2 (partII).





**PARTIE 3 : STRUCTURE ET MECANISME DE FONCTIONNEMENT  
ET DE PROTECTION DU COTON AUX ETATS-UNIS**





Cette partie va reprendre en détail les particularités du marché américain. Elle s'attachera à décrire les conditions de production mais surtout l'environnement en aval de la filière comme la politique cotonnière et son impact. Ainsi ce travail s'achèvera par la description du système qui fait depuis toujours des Etats-Unis le premier exportateur mondial.

### 3.1. Le marché du coton aux Etats-Unis

Nous allons tenter de planter le décor avant d'aborder les fondations de l'empire américain. Pour cela nous allons découvrir les différentes régions cotonnières américaines, car si l'on parle du coton américain, il y a comme nous allons le voir, maintes façons de le produire.

#### 3.1.1. Présentation des régions cotonnières

Ce paragraphe va souligner la diversité des régions cotonnières américaines dans leur taille et leur production. En ce qui concerne la situation géographique se référer à l'**ANNEXE 2**.

##### 3.1.1.1. Surfaces totales et irriguées

La première différenciation concerne le mode de production du coton : irrigué ou pluvial. Il est important d'en connaître les proportions car cela pourra expliquer en partie les différences de coûts de production, ou du moins les différences de productivité et de qualité. Ceci est résumé dans le **tableau 11** page suivante.

Les principales remarques que l'on peut faire sont :

- la plus grande région cotonnière en surface et en nombre d'exploitations est le Sud-Ouest, avec respectivement 51 % des surfaces (2 millions d'ha) et 52 % des exploitations (20 000 fermes) du total des Etats-Unis. Il est remarquable qu'à lui seul, l'Etat du Texas représente 42,5 % des exploitations et 46 % des surfaces cultivées en coton aux Etats-Unis.
- en ce qui concerne le coton irrigué c'est l'Ouest qui se détache avec 53,5 % du total des surfaces irriguées contre 40 % pour le Sud-Ouest. Ce sont les Etats du Texas (36 %) et de la Californie (38 %), qui sont les plus importants.
- le total national des surfaces irriguées, représente 35 % (1,4 millions d'ha) de la surface totale, avec environ 30 % (11 700) des exploitations.
- la surface moyenne cultivée en coton par exploitation est de 103 ha pour un total d'environ 4 millions d'ha et de 38 500 exploitations.



**Tableau 11 : Exploitations cultivant du coton irrigué et du coton pluvial.**

Régions	Tous cotons		Coton irrigué		
	nombre d'exploitations (%)	surfaces (%)	nombre d'exploitations (% de la région)	surfaces	
				par rapport à la région (%)	par rapport à la surface nationale (%)
SUD-EST	8,5	6	5,3	3,9	0,6
DELTA	28,5	24	9	8,5	5,8
SUD-OUEST	52	51	32	27	40
OUEST	11	19	100	100	53,5
Total USA	38 266	3 912 400 ha	30,5	35	100

source : BELL, T; GUILLHAM, F. - 1989 - op cit.

### 3.1.1.2. Le coton PIMA

le coton à soies extra-longues abordé en 2.1.2.3., occupe une place croissante (cf *Annexe 18*), même si elle reste modeste aux Etats-Unis. Voici sa répartition en fonction des différentes régions cotonnières.

**Tableau 12 : le coton PIMA aux Etats-Unis (1988/89)**

REGIONS	SURFACES (%)	RENDEMENTS (kg/ha)	PRODUCTION (tonnes)
SUD-EST	-	-	-
DELTA	-	-	-
SUD-OUEST	22	872	15 000
OUEST	78	988	58 000
TOTAL (en % du total USA) ou moyenne	1,5 %	961	2 %

source : BELL, T; GUILLHAM, F. - 1989 - op cit.

### 3.1.1.3. Les rendements et la production

Comme nous pouvons le constater dans le *tableau 13*, c'est la région Ouest qui à les meilleurs rendements. Ceci est directement lié au fait que la totalité des surfaces cultivées de cette région sont irriguées (cf *Tableau 11*). Alors que cette région ne représente que 11 % des surfaces cultivées, elle compte pour 26 % de la production totale.

C'est la région Sud-Ouest, avec 51 % des surfaces, qui est la première productrice (37 %). Seule la région Sud-Est est un peu marginale avec seulement 7 % de la production.

**Tableau 13** : rendements et production des régions américaines (tous coton 1989).

	SUD-EST	DELTA	SUD-OUEST	OUEST	TOTAL
<b>Rendements</b> (kg de fibre/ha)	584	781	524	1 177	801
<b>Production</b> (en % du total USA)	7	30	26	26	3,356 millions de tonnes

### 3.1.2. Les exploitations cotonnières

Elles sont la fondation sur laquelle la filière coton repose; c'est pour cette raison qu'il faut, dans un bref aperçu, noter les profondes mutations qu'elles ont subies.

#### 3.1.2.1. Taille et mode de faire valoir

Aux Etats-Unis, en ce qui concerne le coton, seulement 1/4 des exploitants possèdent la totalité des terres qu'ils cultivent. La moitié utilisent des terres leur appartenant et d'autres louées, tandis que le 1/4 restant, produit le coton sur des terres en fermage.

En moyenne, 80 % des exploitations ont un type d'organisation individuel ou familial. Cette proportion est plus importante lorsque la taille de l'exploitation est modeste (de 1 à 40 ha), et réciproquement lorsque les exploitations sont plus importantes. Près de 15 % des exploitations sont des regroupements de plusieurs exploitants, tandis que 5 % sont des sociétés. Cette proportion passe à 11 % pour les exploitations de plus de 100 ha.



Dans les fermes américaines, le coton occupe en moyenne 65 % de la surface cultivée, le soja 14 %, le blé 9 %, le sorgho 6 % et le maïs 1 %.

En ce qui concerne la surface de coton cultivée par exploitation, elle a été multipliée par dix ces trente dernières années. Pendant cette même période, le nombre d'exploitation a été divisé par trente, alors que la surface cotonnière totale aux Etats-Unis est passée de 11 à environ 4 millions d'ha. Cette évolution a sans doute permis de rendre le coton américain plus compétitif. Mais ce n'est pas la seule raison comme nous allons le voir dans les paragraphes suivants.

### 3.1.2.2. Les campagnes de promotion

La mentalité américaine, que se soit sur les marchés nationaux ou internationaux, n'est pas d'un naturel passif ou attentiste. En ce qui concerne les matières premières agricoles il est rares de voir dans les autres pays, des campagnes de promotions; et bien aux Etats-Unis, c'est sur une politique de promotions basées sur les qualités naturelles du coton, que les professionnels de la filière coton ont essayé et réussi de relancer la consommation de coton.

Nous l'avons vu sur la *figure 13* (cf 2.2.2.1.), la part du coton dans la consommation totale de fibres a augmenté de façon spectaculaire aux Etats-Unis, alors que dans tous les autres pays industrialisés ou non la tendance est à la baisse. C'est en réaction à l'envahissement du marché par les fibres chimiques, que les associations de producteurs et certaines coopératives ont décidé de mettre en avant les qualités propres aux coton. Cette action a été d'autant plus efficace, que depuis le début des années 80 le prix relatif du coton par rapport aux fibres chimiques n'a cessé de baisser.

Cette relance de la consommation nationale est pourtant loin de stabiliser les marchés; c'est pour cela que c'est créé aux Etats-Unis les *Marketing Clubs*.

### 3.1.2.3. Les *Marketing Clubs* aux Etats-Unis <sup>(1)</sup>

Face aux incertitudes que peut créer un marché de matière première agricole, les producteurs de coton américains se sont organisés afin de réduire les risques encourus.

Le risque majeur sur un marché de ce type, est celui des prix. Même s'ils ne peuvent pas le contrôler, il peuvent en déterminer le moment. En effet, les producteurs de coton américain dispose d'un outil performant leur permettant de choisir le moment de vente de leur production. De ce fait, on peut dire qu'il choisisse le moment du prix; cela se déroule sur des marchés futurs ou marché à terme ( cf 3.2.). Pour pouvoir utiliser de tels marchés de façon efficace et performante, une solide formation et une bonne pratique s'imposent. Il s'agit en effet de transformer ces marchés complexes, en instruments de fixation du prix et de limitation des risques.

C'est le but des *Marketing Clubs*, qui initient les exploitants aux techniques des marchés. Ils doivent savoir utiliser les informations, qui sont la base des fluctuations des cours. L'analyse des données du marché doit être rapide et précise, ce qui permet de choisir la meilleure opportunité.

(1) SMITH J.G. : "Extension marketing clubs : Lubbock area cotton farmers" - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992.



Grâce à ces clubs, le producteur aura toujours plusieurs alternatives, ce qui lui permettra d'optimiser sa position sur le marché.

Nous allons maintenant nous intéresser aux différents flux sur le marché du coton.

### 3.1.3. Le flux physique et ses acteurs

Comme nous pouvons le voir en *Annexe 25*, le flux physique de coton peut prendre plusieurs voies alternatives après avoir quitté l'exploitation. A peu près la moitié du coton est pressé sous forme de balle à une certaine densité. Ensuite elles sont envoyées en entrepôt de compression à une densité universelle (28 lb/inch<sup>3</sup>). De cette façon, le coton prend moins de place et coûte moins cher à stocker et à transporter.

A la réception de l'entrepôt, les balles sont étiquetées, pesées et échantillonnées. Les échantillons sont envoyés à l'un des vingt centres de classement de l'*USDA*. Le reçu de l'entrepôt est extrêmement important pour le propriétaire, qu'il soit un producteur, un négociant ou une coopérative, car ce document est l'unique preuve de la propriété du coton <sup>(1)</sup>. L'embarquement du coton se fera à partir d'entrepôts locaux et de grands entrepôts ou point de concentration.

La durée de stockage, que se soit dans les entrepôts locaux ou ceux de concentration, dépendra des conditions d'offre et de demande. Il y a, à peu près 1/3 du coton américain qui passe par le système d'entrepôt et qui ensuite est directement transporté de l'usine d'égrenage aux usines de filage. Ceci se passe surtout pour la production de la région Sud-Est et des Etats proches du golfe, à cause de la proximité des usines textiles et des ports.

### 3.1.4. L'intégration du coton dans l'industrie textile

L'entreposage occupe une part significative et coûteuse dans la commercialisation du coton. Les entrepôts sont coûteux à construire et à gérer du fait de l'espace requis pour le stockage du coton. Afin d'augmenter les économies d'échelle et pour répartir ces coûts, beaucoup d'entrepôts sont la propriété d'une même chaîne société. La gestion est centralisée, et les assurances du fait de la grande quantité de coton traité est moins coûteuse par unité. C'est une intégration horizontale d'un maillon de la chaîne.

L'intégration verticale, ou l'acquisition de différents maillons de la filière, est de plus en plus répandue dans l'industrie textile traitant le coton. Beaucoup de d'usines d'égrenage ont acquis des entrepôts classiques ainsi que des entrepôts à compression universelle, et espèrent réduire de cette façon les coûts de stockage et de compression.

Les usines d'égrenage, afin d'être rentable, ne fonctionnent que 2 à 3 mois par an. Elles doivent amortir le matériel, qui le reste du temps ne fonctionne pas. De nombreuses usines d'égrenage ont acquis d'autres sociétés comme des fabriques d'engrais, d'équipement d'irrigation,

(1)MAYBERRY, G; HERNON, C.W. : The flow of US cotton in domestic and international markets" - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992.



pour utiliser la main d'oeuvre et avoir des revenus pendant la saison morte. En dehors de ce flux physique de marchandises, il existe un flux de propriété qui, nous allons le voir ne suis pas le même parcours; ce qui permet de souligner l'importance de certains intervenants par rapport à d'autres.

### 3.1.5. Le flux de propriété

Le flux de propriété entre le producteur et l'usine, peut lui aussi prendre plusieurs chemins différents comme nous pouvons le voir en *Annexe 26*. Il ne faut pas confondre le flux de propriété avec celui des marchandises. En effet les usines d'égrenage et les entrepôts qui sont essentiels pour les mouvements physiques du coton, n'ont que rarement les titres de propriété.

Près de 60 % du coton américain est acheté directement du producteur ou de l'usine d'égrenage par les négociants-armateurs comme on peut le voir en *Annexe 27*. Ces négociants prennent les titres de propriété à l'exploitant et le garde jusqu'à ce que le coton soit vendu à un acheteur étranger ou sur le marché intérieur. Le négociant sera responsable de tous les risques et des coûts de transport jusqu'à ce que la transaction soit faite.

Les coopératives de commercialisation du coton opèrent de façon similaire, mais la différence se fait naturellement sur la redistribution des bénéfices. Ces coopératives régionales sont des participants importants dans la commercialisation du coton américain, en prenant le titre de producteur et vendant le coton pour le compte de l'exploitant sur le marché national ou international. Il existe quatre coopératives régionales aux Etats-Unis : deux sont situées au Texas, une au Mississippi et une en Californie.

En ce qui concerne les **BROKERS** (courtiers), leur rôle est de rassembler de grandes quantités de coton pour les négociants-armateurs, des producteurs ou des usines textiles. Il doit mettre en liaison l'offre et la demande. Il faut préciser qu'il n'est qu'un intermédiaire, et aussi importante que soit sa place il n'est pas le propriétaire de la marchandise car il ne détient pas le titre de propriété. Souvent il est meilleur marché pour un négociant-armateur de passer par l'intermédiaire d'un **BROKER** qui est payé à la commission, plutôt que de payer une personne pour acheter le coton à plein temps.

Une part encore faible mais croissante de transactions, se fait directement du producteur à l'usine sans passer par des intermédiaires <sup>(1)</sup>. Cela provient de la volonté des usines à obtenir une qualité particulière de coton, pour qu'il soit adéquat avec le processus de fabrication, mais aussi des producteurs désireux de contrôler une part plus importante de l'amont de la filière en commercialisant eux-même le coton. Pour cette qualité supérieure les usines sont prêtes à payer plus cher un coton qui leur causera moins de problèmes lors du filage, et donc qui leur coûtera moins cher. Mais cette pratique n'est pas encore très répandue car les usines ne possèdent pas assez de personnel pour traiter avec les producteurs. En plus de cela, le problème est qu'il faut une qualité constante et des quantités importantes, ce qu'un producteur ne peut réaliser. C'est pour cela qu'encore dans la plupart des cas les usines font appel à des intermédiaires. Malgré cette multitude d'acteurs, on n'explique pas très clairement pourquoi le coton américain est coton "conçu" pour l'exportation.

(1) FUNK, T. : "Mill direct cotton marketing by U.S. farmers" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.



### 3.1.6. Pourquoi le coton américain est vendu à l'exportation ?

Comme nous avons pu le voir en 1.2.3., une forte proportion du coton produit aux Etats-Unis est exportée. Cela ne veut pas dire que toutes les sociétés de commercialisation du coton participent au commerce à l'exportation, et cela à cause des coûts engendrés par une telle activité. La majorité du coton américain est vendu par l'intermédiaire d'importants négociants-armateurs ou coopératives. Afin de vendre le coton à l'étranger, les négociants doivent établir des liens étroits avec les différents marchés étrangers qui les intéressent.

Mais ces activités coûtent énormément d'argent, en communications, voyages afin d'établir des contacts directs. De ce fait la plupart des exportateurs sont membres de l'*American Cotton Shippers Association (ASCA)*, ou de l'*American Cotton Marketing Cooperatives (AMCOT)*. L'*ASCA* est une association nationale de négociants de coton, d'armateurs et d'autres sociétés impliquées dans le commerce mondial du coton. Son rôle est d'aider à établir des standards, de faire respecter les contrats et d'arbitrer les litiges. L'*AMCOT* est une organisation composée des quatre coopératives vues en 3.1.4. Elle est responsable de la coordination des ventes à l'étranger de ces quatre coopératives.

Cette organisation et cette logistique au service de la commercialisation du coton explique la tradition américaine, existant aussi dans de nombreux domaines, de capture des marchés extérieurs. Nous allons le voir l'environnement comporte encore de nombreux instruments facilitant les flux.

## 3.2. Marché à terme et options : le *New York Cotton Exchange (NYCE)*

Les transactions à terme et les options négociées sur un marché organisé répondent au besoin des individus de planifier leurs activités et ainsi gérer plus aisément leur risques économiques.

### 3.2.1. L'intérêt des marchés à terme

Ce besoin cité ci-dessus, est exprimé par toutes les catégories d'opérateurs : producteurs, négociants, transformateurs et consommateurs.

Le marché à terme définit un prix d'échange pour un produit donné et pour une date future. Ce prix, formé par la libre confrontation de l'offre et de la demande, sert de signal pour de nombreuses décisions économiques telles que la mise en production, le stockage ou la transformation. C'est pour cela que le *NYCE* joue un rôle très important sur le marché du coton brut, d'autant plus que depuis novembre 1992, il peut traiter en plus du coton américain, la totalité



du coton mondial.

Les fluctuations de prix sont naturelles pour un produit de base comme le coton; les conditions de l'offre et de la demande varient au gré d'événements aléatoires d'ordre climatiques ou économiques. Ces variations constituent une menace pour la pérennité des entreprises ou des particuliers, car elles placent les opérateurs face à un risque important de perte financière. Par exemple, le détenteur d'un stock de coton craindra la baisse des cours qui dépréciera la valeur de son bien. Ces risques viennent perturber l'activité économique, car les professionnels sont en général prudents, et si rien ne les assurent ils réduiront le volume de leur activité afin diminuer le risque encouru.

L'intérêt du marché à terme est de permettre aux opérateurs de gérer les risques et donc de travailler de façon efficace. C'est donc un outil de gestion des risques performant s'il est utilisé correctement, car il permet de définir de façon précise le risque. Le principe est simple : il consiste à multiplier les opérateurs en standardisant les contrats et en définissant des règles simplifiées d'échanges. Le risque qui n'est jamais annulé est divisé par autant d'opérateurs ayant pris position sur le marché par l'intermédiaire d'un contrat, sur le marché. De ce fait des opérateurs gagnent ce perdent les autres.

### 3.2.2. Le contrat à terme

C'est en 1865 que le premier contrat à terme est lancé au *Chicago Board Of Trade (CBOT)*. Le contrat porte sur le blé, qui est un produit de qualité facilement descriptible. Devant le succès de la formule, de nombreuses bourses du commerce vont emboîter le pas. Il existe différents types de contrats négociés (minerais, produits financiers...), et ceux concernant le coton permettent par exemple une meilleure gestion des stocks. Grâce aux signaux créés sur le marché, la consommation d'un stock disponible est modulée dans le temps.

Le contrat est un document rédigé par un comité technique qui décrit les conditions standards de l'échange d'un produit. Les spécifications essentielles d'un tel contrat concernent :

- la nature du produit
- la qualité du produit
- la quantité du produit
- les mois de cotation
- les modalités de livraison
- les modalités de paiement
- les procédures légales en cas de litige.

Le contrat sera négocié à la "corbeille", lieu de confrontation entre l'offre et la demande, par l'intermédiaire de courtiers représentant les acheteurs et les vendeurs. En passant un contrat à terme le vendeur s'engage à livrer une certaine quantité de coton sur une échéance donnée avec toutes les spécifications que comporte le contrat; inversement l'acheteur s'engage à prendre livraison du coton et à le payer au prix négocié. En fait peu de contrats se dénouent par la livraison physique du produit négocié.



En fait la méthode la plus utilisée pour se retirer du marché, consiste à prendre une position inverse en nombre de contrats sur une même échéance. La standardisation du contrat à terme et la méthode de négociation sur un marché ouvert à tous, permet une forte liquidité des transactions, c'est à dire d'avoir l'opportunité à chaque instant de prendre ou d'annuler sa position sur le marché avec de faibles coûts de transaction.

### 3.2.3. Les opérateurs

La diversité des participants est un des facteurs de compétitivité des marchés à terme. Il faut différencier deux catégories d'opérateurs :

- les opérateurs à terme qui ont une position sur le marché physique, appelés professionnels ou *hedgers*.
- les opérateurs n'ayant pas d'intérêt sur le marché physique qui sont les spéculateurs.

Quelles que soient leurs motivations, il convient de différencier les opérateurs à la corbeille, autorisés à réaliser directement les transactions des opérateurs extérieurs.

#### 3.2.3.1. Les opérateurs à la corbeille

Les négociateurs présents à la corbeille travaillent soit pour leur propre compte, ce sont des spéculateurs, soit pour le compte d'opérateurs extérieurs, ce sont les courtiers.

- *les courtiers* : ils constituent le groupe le plus important à la corbeille. Leur travail consiste à passer des ordres d'achat ou de vente pour les *hedgers* ou les spéculateurs. Certains ne travaillent que pour une entreprise comme un armateur-négociant.

- *les spéculateurs professionnels* : ils prennent des positions uniquement pour leur compte. Ils sont classés en trois catégories correspondant à la durée de détention des contrats :

\* *les scalpers* : ils ne conservent leur position que quelques minutes, voire quelques secondes. Les ordres extérieurs transmis au courtiers trouvent toujours une contre partie grâce aux *scalpers*.

\* les *day traders* : ils cherchent à anticiper la fluctuation générale des prix pendant une séance au maximum. Ils annulent leurs positions avant la clôture.

\* les *day to day traders* : ils détiennent des positions plus larges sur plusieurs jours. Ils sont les seuls capables de tenir une position jusqu'au terme du contrat.

Ces trois groupes de spéculateurs professionnels, apportent la liquidité nécessaire au marché. Les offres d'achat ou de vente des opérateurs extérieurs trouvent à chaque instant des contre parties.



Ils participent donc activement à la formation des prix en traitant très rapidement et le plus judicieusement possible, toute l'information disponible.

### 3.2.3.2. Les opérateurs extérieurs

Ces opérateurs participent au marché par l'intermédiaire des courtiers ou *brokers*. Ils peuvent être regroupés en deux catégories :

- *les petits spéculateurs* sont les plus nombreux, cependant, en moyenne leur position en volume sont plus faibles que celles des *hedgers*.
- *les hedgers* sont donc moins nombreux mais traitent des volumes plus importants. Les petits hedgers passent par l'intermédiaire d'une firme de courtage pour passer les ordres, tandis que les plus importants disposent souvent de leur propre agent à la corbeille.

La position d'un opérateur sur un marché est décrite par "*court*" lorsqu'il est acheteur et qu'il développe un risque spéculatif à la hausse des prix. Un opérateur aura une position "*long*", si au contraire il est vendeur, et le risque sera à la baisse des cours.

La chambre de compensation réalise la balance des transactions entre *longs* et *courts*. Elle impose tout un système de contraintes afin d'assurer la bonne fin des contrats à terme. Enfin elle arbitre les litiges entre les parties afin d'équilibrer les transactions.

Mais afin de comprendre quel est l'intérêt que peut retirer un professionnel de la filière coton dans un tel marché, il faut définir la notion de base.

### 3.2.4. Le concept de la base

Le marché à terme et le marché physique au comptant sont liés par des relations économiques quel que soit le produit considéré. L'analyse des relations entre les deux marchés est cruciale pour les *hedgers* comme pour les spéculateurs. A chaque instant le marché au comptant cote le prix spot *SO*, et le marché à terme les prix du produit pour plusieurs échéances comme décembre, mars ou juin pour le coton.

Les opérateurs appellent *base* ou *prime*, l'écart entre le prix à terme et le prix au comptant. Historiquement les premiers contrats à terme ont été rédigés pour des produits. Les détenteurs de stocks craignent une baisse des cours, et pour réduire les risques spéculatifs sur leur position physique, ils vont prendre une position inverse sur le marché à terme égal en nombre de contrats.

Pour des produits comme le coton brut, c'est à dire des produits stockables saisonniers, il existe un décalage entre le moment de la production et celui de la consommation. Donc, afin de satisfaire la demande des consommateurs toute l'année, les opérateurs doivent stocker le produit et en assurer le financement. Les relations de prix dans le temps indiquent le prix offert pour le stockage par le marché.



Si par exemple le prix à terme du coton au mois de décembre est de 0,90 \$/lb, et que celui au mois de mars est de 1,00 \$/lb, le marché offre 0,10 \$/lb pour stocker le coton pour la période allant de décembre à mars. Ce prix du stockage dépend de l'offre et de la demande, c'est à dire de la capacité de stockage et de la quantité produite.

Cette base évolue dans le temps; c'est ce à quoi les hedgers consacrent toute leur attention. D'une année à l'autre, la base peut être totalement différente; si la récolte de coton est mauvaise, la demande de stockage sera faible et la base aura tendance à se rétrécir, et réciproquement si la récolte est bonne. Les opérateurs doivent prendre en compte les variations simultanées du prix au comptant qui est saisonnier : il augmente au fur et à mesure de la campagne à cause du cumul du coût du stockage, et qui ensuite redescend lors de la nouvelle campagne, et du prix futur qui n'est pas saisonnier.

Pour bien percevoir l'utilité du marché à terme, il faut comprendre que l'ensemble du système de prix (au comptant et à différents termes), varie sous l'influence de nouvelles informations. Le développement des télécommunications durant ces dernières décennies, a rendu les marchés très sensibles à la moindre information. Les informations susceptibles de faire d'influencer les cours du coton sont par exemple, les conditions météorologiques de la Chine, le niveau des exportations des Etats-Unis etc. En effet, si des tornades dévastent les champs de coton chinois juste avant la récolte, l'offre de ce produit va chuter entraînant une augmentation du prix cash ou au comptant. Mais cette diminution de la quantité immédiatement disponible affecte également le stockage et la quantité disponible durant la campagne suivante. Les prix à termes vont également augmenter, mais la base se réduira. Les deux tendances se suivent (cf *Annexe 23*).

Ce qu'il faut retenir, est qu'un opérateur aura intérêt d'utiliser le marché à terme s'il est proche de celui-ci; dans ces conditions l'évolution de la base est beaucoup plus régulière que celle des prix cash, donc plus prévisible. A contrario, lorsque l'opérateur sera éloigné du marché de référence, les risques augmentent : problèmes de transport, incidents de marché imprévisibles etc. Dans ce cas, les fluctuations de la base peuvent être aussi importantes que celles du niveau des prix; cela enlève tout intérêt au marché à terme.

### 3.2.5. Les opérations

Nous venons de voir qu'utilisé correctement le marché à terme constitue un outil de gestion précieux pour les opérateurs. Nous allons aborder les deux types d'opérations réalisées sur un marché à terme, et concernant les matières premières agricoles.

#### 3.2.5.1. La spéculation

Son principe est simple : la spéculation à la hausse consiste à acheter du coton ou un autre produit dont la valeur va s'apprécier dans le temps. L'opérateur espère réaliser un profit en



revendant le produit à un prix supérieur au prix d'achat. La spéculation à la baisse consiste, à l'inverse à vendre un bien qui doit se déprécier et le racheter à un prix inférieur du prix de vente.

Un profit spéculatif peut donc être réaliser quelle que soit la tendance des cours, à condition bien sûr d'anticiper correctement la fluctuation des prix et de prendre la position adéquate. Le coût de stockage et le coût de la transaction, viendront diminuer le montant du profit réalisé. Les coûts de stockage dépendront de la nature pondéreuse du produit concerné et de sa valeur. Le profit sera donc directement lié à la qualité de la prévision sur l'évolution future des prix.

### 3.2.5.2. Le hedge

Un opérateur qui détient une position acheteur ou vendeur sur le marché physique, assume un risque de gain ou de perte financière spéculative. Cette position spéculative peut être jugée comme trop risquée et inadaptée au projet d'entreprise exprimé en terme de rentabilité des opérations physiques. L'opérateur va donc chercher à modifier ces derniers paramètres par une prise de position sur le marché à terme, dont l'évolution, nous venons de le voir dépend en grande partie du marché physique. Il réalise une opération de *hedge*, ou de couverture de risque d'actif.

Prenons l'exemple d'un producteur de coton. Il est *long* d'une quantité égale à sa future production. Sa décision de vendre est une décision spéculative; s'il attend, il spéculé à la hausse des prix, et s'il vend il fixe sa marge de profit.

Sa décision va dépendre de nombreux facteurs, et le plus souvent le producteur va diviser ses risques sur plusieurs dates. A la date de vente sur le marché à terme, il devra annuler ses positions sur les deux marchés en achetant à terme et en vendant sur le physique (cf exemple ci-dessous).

**Tableau 14 : exemple d'opération de *hedging***

DATE	PHYSIQUE	TERME	BASE
15 décembre	long \$ 0,75	vente contrats juin \$ 0,85	\$ 0,10
15 juin	vente coton \$ 0,63	achats contrats juin \$ 0,70	\$ 0,07
résultats	\$ 0,12	\$ 0,15	\$ 0,03

Dans l'opération ci-dessus, l'opérateur gagne \$ 0,03, ce qui correspond au rétrécissement de la base. Pour l'aider dans ses décisions, il consultera les statistiques des années précédentes, montrant l'évolution de la base les années passée, tout en tenant compte des facteurs exceptionnels ces années là.

Nous n'allons pas détailler le cas du négociant ou celui de l'industriel car même si les positions changes, le principe reste le même. Le marché à terme permet d'utiliser la technique des



options qui comme nous allons le voir peut s'avérer très utile pour les producteurs par exemple.

### 3.2.6. Les options <sup>(1)</sup>

Une option est un droit et non une obligation de réaliser une transaction sur un produit à un prix donné appelé prix d'exercice, et sur une période donnée. La valeur d'une option est appelée **prime**; son montant est déterminé par la confrontation de l'offre et de la demande sur un marché. Il existe deux types d'options :

- l'option d'achat ou *call*
- l'option de vente ou *put*

Sur le marché, un opérateur est acheteur (*long*) ou vendeur (*court*); au total il y a donc quatre positions possibles : long et court sur l'option d'achat, et long et court sur l'option de vente. L'acheteur paie la prime au vendeur, et a alors l'opportunité d'exercer son option à tout instant, c'est à dire demander au vendeur de lui fournir la marchandise si c'est une option d'achat, ou lui prendre la marchandise si c'est une option de vente. En règle générale, les options sont peu exercées car elles sont souvent revendues sur le marché où elles ont plus de valeur.

Sur le marché à terme, les options ont pour support les contrats à terme. Ainsi un acheteur de call qui exerce son option se retrouve en position acheteur du contrat à terme sur l'échéance correspondante et au prix d'exercice. La prime dépend de la différence entre le prix du marché du produit support et le prix d'exercice utilisé pour l'option. Voici l'exemple de l'option de vente du coton : le prix d'exercice a été choisi à 60 cents. Le prix à terme de décembre est égal à 56 cents; la **valeur intrinsèque** de l'option est donc de 4 cents. Si le prix à terme diminue à 50 cents, la valeur de l'option passe à 10 cents, car le détenteur de l'option a le droit de vendre à 60 cents alors que le produit ne vaut plus que 50 cents sur le marché.

A l'inverse si le prix à terme remonte à 60 cents ou plus, la valeur est très faible mais pas nulle; c'est ce qu'on appelle la **valeur temporelle**. A 60 cents à terme pour décembre l'option vaut 1 cent de **valeur temporelle**. En effet une option de vente qui dont le prix est à \$ 7,00, alors que sur le marché on peut en obtenir à \$ 7,50, ne vaut pas grand chose, mais a tout de même une valeur. Elle correspond à la potentialité qu'a une option de reprendre une valeur intrinsèque.

Pour résumer sans pour autant rentrer dans les détails, on peut dire : les acheteurs d'options ne peuvent perdre au maximum que le montant de la **prime**, alors que les gains sont illimités; en ce qui concerne les vendeurs leurs gains sont limités au montant de la **prime** tandis que leur perte sont illimitées. Par exemple le *New York Cotton Exchange* invite les producteurs à vendre leur production à la récolte par exemple; ils doivent pour cela acheter un contrat juillet à 70 cents avec un *call* pour une **prime** de 5 cts/lb. Pour chaque lot de 100 balles (217,73 kg/balle), si les prix baissent, la perte maximale est de 5 cts/lb (le montant de la **prime**), alors que si les prix montent le gain potentiel est illimité.

L'intérêt est comme pour le **hedging** par exemple que l'on peut fixer le risque et surtout que l'on a à chaque instant la possibilité de dénouer sa situation. Ceci nous permet de réaliser que les professionnels américains de la filière coton ont l'environnement idéal pour gérer au mieux les risques. Ceci a un effet dopant pour les échanges de coton qui sont de ce fait moins risqués.

(1) New York Cotton Exchange : "Cotton futures and options on cotton futures" - 1987 - New York.



Mais ce cadre serait incomplet si on ne tenait pas compte de l'action de l'Etat américain, qui par l'intermédiaire de l'**USDA** et sa politique cotonnière met à la disposition des professionnels du secteur des outils aussi variés qu'efficaces.

### 3.3. Politique cotonnière des Etats-Unis

Comme nous allons le découvrir, le gouvernement américain fait preuve d'une imagination sans faille, et d'un temps de réaction très court. C'est ce dernier point qui rend la politique agricole performante, ce qui prouve que ce pays s'est doté de l'environnement idéal quant à la prise de décision et l'application des lois. Cet environnement est constitué notamment de plusieurs outils élaborés essentiellement pour rendre les exportations américaines compétitives.

En 1985, a été approuvé le **Food Security Act (FSA)**; il a introduit les **marketings loans** et l'**Export Enhancement Program (EEP)**, car les principaux buts étaient les suivants :

- accroissement de la compétitivité du coton américain au niveau mondial
- assurer un certain revenu aux producteurs
- contrôler le budget
- faire baisser le niveau des stocks
- protéger les ressources naturelles du sol

En 1990 le **Food Agriculture Conservation and Trade Act (FACTA)** a prolongé les objectifs du **farm bill** précédent, avec néanmoins quelques modifications :

- le **target price** (cf 3.3.4.) a été fixé jusqu'en 1995
- assouplissement dans l'application de l'**Acreage Reduction Program (ARP)**(cf 3.3.1.) car le gel des terres ne s'appliquera pas immédiatement après la signature du contrat.
- le **loan rate** et l'**EEP** sont reconduits.

#### 3.3.1. Les prêts sans recours de la **Credit Commodity Corporation (CCC)**

Les avances de la **CCC** constituent un outil essentiel de la politique cotonnière. Leur montant, le **loan rate**, équivaut à un soutien des prix intérieurs mais permet aux producteurs y faisant appel, de répartir la vente de leur coton dans le temps. Ce montant constitue une avance sur recettes. Le coton sur lequel est gagé le **loan** est stocké dans des hangars de la **CCC**. Ce système existe également pour les grains comme le blé ou la maïs.

A tout moment l'agriculteur peut vendre sa récolte sur le marché et rembourser le prêt à l'agence d'intervention. A l'échéance du prêt, la **CCC** devient propriétaire la production. Cependant l'échelonnement de la vente est pré-établi. Le montant de l'avance est fixé pour chaque campagne sur la base du coton **Strict Low Middling 1 1/16**; le calcul prend 85 % de la moyenne des prix du marché américain des cinq dernières années. Le montant ne peut être inférieur à 50 cts/lb et ne



peut chuter de plus de 5 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit donc d'un prix plancher. Les montants étaient pour la campagne 91/92 de 50,77 cts/lb et pour 1992/93 de 52,35 cts/lb. Les producteurs ont la possibilité de stocker le coton pendant 10 mois au maximum, avec pourtant la possibilité de repousser encore pendant 8 mois cette date.

Ce prêt est dit "sans recours", car si les cours (**indice "A"**) baisse en dessous du montant, la CCC recevra la récolte du contractant pour couvrir le remboursement de l'avance. Il est vrai qu'avant la loi de 1985 le loan rate avait un rôle de prix plancher ce qui a entraîné une déviation de l'objectif initial; en effet même lorsque le marché n'était plus capable de recevoir des quantités croissantes de coton, les exploitants continuaient à produire de plus en plus car les prix étaient toujours attractifs. Ceci avait pour effet d'accentuer l'effet dépressif déjà amorcé par l'accumulation de stocks nantis à la CCC; cette accumulation provoquait même une pénurie artificielle car les agriculteurs profitaient du délai maximum qui leur était autorisé. Mais une solution fut donc apportée par la loi de 1985 (cf 3.3.2.).

Mais pour avoir droit à ces avances, il faut participer au programme cotonnier en signant un accord qui implique une réduction des surfaces cultivées en coton; c'est l'**Acreage Reduction Program (ARP)**. Une grande majorité des exploitants signent ce contrat pour adhérer à ce programme, ce qui prouve si besoin était, que ce dernier offre d'incomparables avantages. En effet, ils étaient 84 % en 1991/92 et 86,5 % en 1992/93.

Une fois cet accord passé, ils doivent geler une partie de leurs terres. Cette proportion est fixée chaque année, par l'**USDA** en tenant compte du stock minimum de report déterminé à 30 % de la consommation par le **FSA** (cf 2.4.2.), mais aussi de la production mondiale de l'année précédente. Ce quota **ARP** est fixé séparément pour le coton **PIMA** et le coton **UPLAND**; pour ce dernier le quota était de 5 % en 1991/92, 10 % en 1992/93, et de 7,5 % pour 1993/94.

### 3.3.2. Les aides à la commercialisation

Le prêt à la commercialisation est la première mesure créée par l'**USDA**. Il concrétise la solution trouvée par le gouvernement afin d'éviter l'accumulation des stocks nantis à la CCC. Ce prêt permet aux producteurs de rembourser leur emprunt à un taux similaire au cours mondial mais inférieur, lorsque ce taux est inférieur au montant de l'avance. Ce taux, appelé **Adjusted World Price (AWP)**, ou cours mondial ajusté, est calculé de la façon suivante :

On prend pour base l'**indice "A" de Liverpool** auquel on retire divers différentiels tels que:

- le différentiel de fret entre l'Europe et les Etats-Unis (shipping differential)
- le différentiel entre les cotons de références (quality differential)
- le différentiel de lieu (location differential)

Un exemple de calcul se trouve page suivante. L'**AWP** est fixé par la CCC toutes les semaines le jeudi après-midi, et est valable pour la semaine qui suit. Il correspond donc à un coton type de qualité de base Etats-Unis.

Dans l'exemple page suivante les exploitants ayant signé leur contrat, pourront rembourser



leur emprunt à l'**AWP** c'est à dire 44,02 cts/lb, étant donné qu'il est inférieur au loan (52,35 cts/lb). Dans ce cas ils peuvent commercialiser un coton plus compétitif car à un prix inférieur au montant de l'avance.

Exemple de calcul de l'AWP correspondant à la semaine du 18 au 25 juin 1993 :  
(cf *Annexe 28*)

	cts/lb
<b>A</b> Prix Europe du Nord (moyenne de cinquante jours de l'indice "A") : .....	57,70
<hr/>	
Facteurs d'ajustement :	
<b>B</b> Différentiel de fret : moyenne sur 52 semaines de la différence entre les cotations spot USA et la moyenne des cotons américains en CAF Europe : .....	11,82
<b>C</b> Différentiel de qualité : différence entre les cotons M 1 3/32" Europe du Nord (53,90 cts/lb) et la qualité de base aux Etats-Unis SLM 1 1/16" (52,35 cts/lb) : ....	1,55
<b>D</b> Ajustement de localisation : différence entre la localisation moyenne (52,66 cts/lb) et le marché spot (52,35 cts/lb) : .....	0,31
<hr/>	
<b>E</b> <b>AWP</b> (cours mondial ajusté) : .....	44,02

source : Cotton Outlook vol.71 n° 24 - juin 18th 1993.

Une autre mesure créée afin de faciliter la commercialisation du coton est le paiement différentiel (*Loan Deficiency payments*) ou paiement par option (*Production Option Payment, POP*). Cette disposition permet aux producteurs qui ne contracte pas de prêt "sans recours" auprès de la CCC, de recevoir une somme équivalant à la différence entre l'**AWP** et le loan rate quand ce dernier est supérieur. Les taux peuvent donc être très variables : par exemple 0,58 cts/lb en octobre 1991 et 14,40 cts/lb en octobre 1992.

Ces deux mesures ont un même objectif : accroître la compétitivité du coton américain, et un moyen pour y arriver : le rendre moins cher sur les marchés internationaux en soutenant le revenu des producteurs et en facilitant la commercialisation. C'est surtout le paiement différentiel qui est critiqué par les concurrents directs des Etats-Unis, car il protège illégalement par rapport aux règles du **GATT**, le marché des Etats-Unis, et provoque l'effondrement des cours mondiaux. Ces dispositions ne sont pas les seules car le **FACTA** en a introduit une autre.



### 3.3.3. La concurrence étape par étape <sup>(1)</sup>

Le *farm bill* de 1990 a donc ajouté un instrument à la politique cotonnière américaine, destinée bien sûr à accroître la compétitivité du coton américain sur les marchés internationaux (cf *Annexe 28*) :

#### *Etape 1*

La première étape autorise le Ministre à réduire L'*AWP* lorsque deux conditions sont réunies:

- la moyenne hebdomadaire de la plus basse cotation (Memphis) du coton américain M 1-3/32" en position Europe du Nord est supérieure à l'indice "A".
- la valeur de l'*AWP* est inférieure à 115 % du *loan rate* (montant de l'avance).

La réduction maximum qui peut être allouée correspond à la différence entre les cotations du coton américain Europe du Nord et l'indice "A". Le ministre a fréquemment usé de son pouvoir discrétionnaire sur la campagne 1991/92. Sur les huit premiers mois de la campagne 1991/92, le Ministre est intervenu dans 50 % des cas annonçant une valeur de l'*AWP* avec une réduction de 1 cts en moyenne par rapport à l'*AWP* calculé (maximum de 2,71 cts). Ces réductions de la valeur de l'*AWP* ont encouragé les producteurs de coton à rembourser leurs emprunts en commercialisant leur production.

#### *Etape 2*

Le *FACTA 1990* a prévu un deuxième programme d'ajustements qui concerne des titres de commercialisation. Les aides, sont versées aux filatures américaines ainsi qu'aux exportateurs, soit au comptant soit en warrant en marchandises, si les deux conditions suivantes sont réunies durant quatre semaines consécutives :

- le cours du coton américain en position CAF Europe du Nord, diminué de 1,25 cts/lb reste supérieur à l'indice.
- l'*AWP* est inférieur à 130 % du montant de l'avance; pour 1992/93 cela correspond à 68,06 cts.

Le paiement, qui est effectué à partir de la cinquième semaine équivaut à la différence entre le cours du coton américain CAF Europe diminué de 1,25 cts et l'indice "A" de la semaine précédente. Ceci correspond à l'écart relevé dans la première condition de cette mesure de soutien. Dans l'exemple choisi, le montant de cette subvention directe aux exportateurs et aux filatures

(1) CFDT/SEE : "Note de conjoncture" - novembre 1992 - op cit.



locales est de 0,68 cts/lb pour la semaine du 18 juin 1993.

### *Etape 3*

Le principe américain est l'interdiction d'importer. Dans cette troisième étape, un quota d'importation peut intervenir si le cours du coton américain CAF Europe du Nord dépasse le cours de l'indice "A" augmenté de la valeur du warrant de l'*étape 2* pour la semaine précédente, de plus de 1,25 cts/lb pendant 10 semaines consécutives. Le quota est alors égal à l'équivalent d'une semaine de consommation des filatures américaines de coton UPLAND. En ce qui concerne le montant total alloué aux producteurs de coton, se référer au 1.2.4. .

Comme nous allons le voir ces aides ne sont pas les seules, car il en existe d'un autre type, qui sont beaucoup plus contestées.

Vous trouverez en *Annexe 28*, le même exemple des aides à la commercialisation tiré du Cotton Outlook du 18 juin 1993.

#### 3.3.4. Les aides directes

Les producteurs américains, même ceux ayant déjà contracté un prêt "sans recours" auprès de la CCC, ont la possibilité de recevoir des subventions afin de maintenir leurs revenus. Ceci ne doit arriver que lorsque des conditions commerciales ou météorologiques exceptionnelles entraînent une baisse significative du revenu. Ces *Deficiency Payments* sont distribués uniquement lorsque les cours moyens de l'année concernée sont inférieurs au *Target Price* ou prix cible. Ce dernier a été fixé par le *FACTA* 1990 à 72,9 cts/lb jusqu'en 1995.

Le maximum que peut recevoir un exploitant est de 50 000 \$. Ces aides directes sont également très critiquées par les concurrents, qui les considèrent comme contraire aux règles du *GATT*, mais nous avons vu que le commerce des fibres n'est pas encore régi par le *GATT* mais par l'*Accord Multi-Fibre*. Nous pouvons voir que les Etats-Unis ne sont pas à une contradiction près, eux qui prêche la bonne parole du libéralisme; il faut noter que ce n'est pas le seul pays à mettre en cause en ce qui concerne le problème des fibres, mais tous les pays industrialisés, qui souhaitent se protéger des produits venant essentiellement des pays en développement. Pour cela les Etats-Unis ont développé une nouvelle forme de protectionnisme, que nous n'avons pas encore abordé.

#### 3.3.5. La politique des alliances : le *North Free Trade Agreement* <sup>(1)</sup>

En 1989, le Canada et le Mexique étaient respectivement le second et le troisième importateurs de produits agricoles américains (le Japon était le premier). Le Canada était le premier fournisseur de produits agricoles des Etats-Unis et le Mexique le second. En fait les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial du Mexique, car ils reçoivent 71,6 % de leurs exportations, et représentent 70,8 % des importations mexicaines en 1989.

(1) STULTS, H. : "North Free Trade Agreement implication for cotton" - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992.



Cet intense trafic commercial entre ces trois pays explique en partie leur volonté de créer une zone de libre échange à travers le *North American Free Trade Agreement (NAFTA)*, ou *Accord de Libre Echange d'Amérique du Nord*.

Parmi les autres raisons il y a les avantages comparatifs qu'ont des pays par rapport aux autres. En effet le salaire horaire au Mexique est d'environ 1 \$ alors qu'aux Etats-Unis il est compris entre 5 et 6 \$. Le chômage au Mexique est estimé à 40 % de la population active. Le *NAFTA* donnerait un avantage comparatif au Mexique pour les activités riches en main d'oeuvre, tandis que les Etats-Unis et le Canada retireraient des avantages comparatifs pour des activités à haute technologie.

Mais le point le plus important concernant cet accord, est la règle de la triple origine. En effet pour rentrer sur le sol d'un de ces pays un habit devra avoir été fait par une manufacture appartenant à un des trois pays, avec des fils faits dans cette zone avec un coton récolté par un des pays. La limitation des importations de produits en provenance de l'extérieur sera limitée par des quotas. On peut déjà dire que le *NAFTA* n'aurait pas d'influence sur la production de coton américaine, mais ce n'est pas pour cela qu'il a été créé; par contre il peut avoir une grande influence sur l'industrie américaine. En effet toute la confection, qui demande énormément de main d'oeuvre sera rapidement concentrée dans le Mexique, où l'on a vu qu'elle était bon marché. Cela serait bénéfique pour le Mexique et son économie. Quant aux Etats-Unis on pourrait croire que cela est préjudiciable pour eux, mais bien au contraire, et cela pour deux raisons :

- le *Maquiladora Program* au Mexique, autorise l'implantation d'usines appartenant aux étrangers; cela autorisera les américains à investir massivement dans la confection. En plus de cela la législation a prévu toutes les facilités afin de pouvoir faire passer du matériel pour construire ces usines.

- le fillage et toutes les opérations nécessitant se concentreront aux Etats-Unis; de cette façon ils seront les fournisseurs attirés de ces deux pays. Il faut ajouter à cela qu'ils pourront avoir des produits très compétitifs, car élaborés au Mexique, qu'ils pourront ensuite exporter.

Nous allons maintenant aborder l'impact du programme cotonnier américain sur le marché du coton dans ce pays et hors de ses frontières.

### 3.4. L'impact du programme cotonnier

Même s'il est difficile de mesurer l'impact de telle ou telle mesure, le gouvernement n'hésite pas à affirmer que les différents programmes qui se sont succédé ont été des succès.

#### 3.4.1. Réaction du marché face au *Food Security Act 1985*

Les bons résultats enregistrés par l'industrie cotonnière américaine de 1986 à 1990 (cf 2.3.2.1.), est selon l'*USDA* uniquement du au *FSA 1985*. Ce sont les diverses actions menées



simultanément, comme par exemple la baisse du taux de change du dollar, la relative réduction de la production ou le substantiel accroissement des dépenses de soutien, qui ont amélioré la compétitivité des exportations américaines de coton.

Pour mesurer les performances, une étude a déterminé trois indicateurs regroupant les principaux objectifs du *FSA 1985* (cf 3.3.), afin de vérifier s'ils étaient atteints. Le premier indice comprend, les exportations, la consommation des industries textiles et la part de marché. Le deuxième représente les stocks et le ratio stock/utilisation; le troisième reflète les revenus commerciaux, les paiements directs et le revenu total. Ces résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 15** : indicateurs des performances du marché du coton aux Etats-Unis:

Indices	86/87	87/88	88/89	89/90	82/85	86/89	unités
<b>Commerce</b>							
- exportations	1 455	1 433	1 339	1 675	1 100	1 500	(1 000 tonnes)
- part de marché	25,8	28,3	24,4	31,3	25,6	27,5	(%)
- consommation nationale	1 622	1 658	1 694	1 907	1 270	1 720	(1 000 tonnes)
<b>Stocks</b>							
- stocks fin de campagne	1 094	1 256	1 544	653	1 315	1 134	(1 000 tonnes)
- ratio stocks/utilisation	36	41	51	23	61	37	(%)
<b>Revenu</b>							
- revenus commerciaux	3,605	4,087	4,668	4,517	3,881	4,219	(millions de \$)
- deficiency payments	1,258	0,951	1,177	0,693	0,724	1,020	(millions de \$)
<b>Total</b>	<u>4,863</u>	<u>5,038</u>	<u>5,845</u>	<u>5,209</u>	<u>4,605</u>	<u>5,239</u>	(millions de \$)

source : CHEN, D.T.; ANDRESON, C.G. : Beltwide Cotton Production Conferences 1990.

En *Annexe 29* on peut remarquer la progression de 1/3 des exportations d'une période à l'autre. La consommation augmente également dans la même proportion, tandis que les stocks baissent très peu. Mais en ce qui concerne le ratio stock/utilisation (cf *Annexe 30*), il évolue favorablement, en régressant fortement grâce essentiellement à l'accroissement de la consommation. En *Annexe 30*, on remarque également la progression de la part de marché détenue par les Etats-Unis, et la baisse relative des prix intérieurs par rapport à l'indice "A". Les diverses aides abordées précédemment ne sont pas étrangères à cette évolution.

En *Annexe 31* on assiste à un accroissement des revenus des exploitants, grâce au développement de leur revenu commerciaux; il y a une légère baisse des paiements directs pendant cette période même si les *deficiency payments* augmentent. Malgré cette régression la part de ces paiements directs occupe une place prépondérante dans le revenu de l'exploitant (plus de 20 %).

L'impact du *FSA 85* est résumé en *Annexe 32*, qui représentent l'évolution de certains



indicateur comparée à une situation de référence, sans modification par rapport à la loi de 1981. On note surtout une baisse des stocks et des deficiency payments, et bien sûr l'accroissement des exportations. Les prix intérieurs ont légèrement progressé grâce à l'ARP <sup>(1)</sup>, qui réduit les surfaces cultivées et donc la production (cf *Annexe 33*).

### 3.4.2. Les résultats du *FACTA 1990*

Cette loi a introduit des dispositions et des politiques concernant la production les prix et les revenus des producteurs. Cette étude devra être reprise en 1995 à la fin de la période d'application de cette loi, car les résultats que nous avons sont bien sûr intermédiaires.

L'étape 1 (cf 3.3.3.), est utilisée pour influencer le prix intérieur et quand les résultats ne sont pas suffisamment probants, c'est l'étape 2 qui prend le relais afin de mettre à disposition, une sorte de remboursement pour les utilisateurs finaux comme les filateurs et les exportateurs. L'étape 1 a souvent été déclenchée, et a permis de réduire l'écart existant entre le prix sur le marché américain avec le cours mondial. L'étape 2 a également permis une telle réduction. La cotation *Memphis* (cf *Annexe 33*) a de ce fait, été une des cinq cotations mondiales à enregistrer une aussi faible croissance durant cette période.

Il est par contre difficile de connaître l'impact de l'étape 3 car elle n'a jamais été utilisée à ce jour. Il est néanmoins possible d'affirmer que les deux premières étapes ont permis aux exportateurs américains de fournir le marché international en coton de qualité à des prix compétitifs. Le principal avantage de ce programme pour le gouvernement américain est qu'il est financé au niveau de la consommation finale par le consommateur.

Toutes ces mesures ont pour but de promouvoir les exportations de coton, en le rendant plus compétitif. Nous allons essayer maintenant d'en mesurer l'impact.

### 3.4.3. Compétitivité des exportations américaines de coton

Pour espérer mesurer cette compétitivité, un modèle a été élaboré; son principe est de comparer ce qui a été exporté par rapport à ce qui était exportable. Ce rapport sera calculé pour les Etats-Unis et pour les autres exportateurs. Ceci permettra de voir la performance relative des exportations américaines par rapport à celle des concurrents.

La part représentant ce qui aurait pu être exporté est égal à la production à laquelle on enlève la consommation nationale. Par exemple en 1987/88 aux Etats-Unis, l'offre totale (production + stocks) est de 4,2 millions de tonnes; les besoins de l'industrie textile étant de 2 millions de tonnes, les produits exportables sont de 2,2 millions de tonnes. Les résultats de la période 63/64 à 88/89 se trouvent dans le *tableau 16*, et schématisé par la *figure 20*.

L'indice de compétitivité est calculé de la façon suivante : part des exportations constatées des USA/ la part de leurs produits exportables.

(1) CHEN, D.T.; ANDERSON, C.G. - Beltwide Cotton Production Conferences 1990.



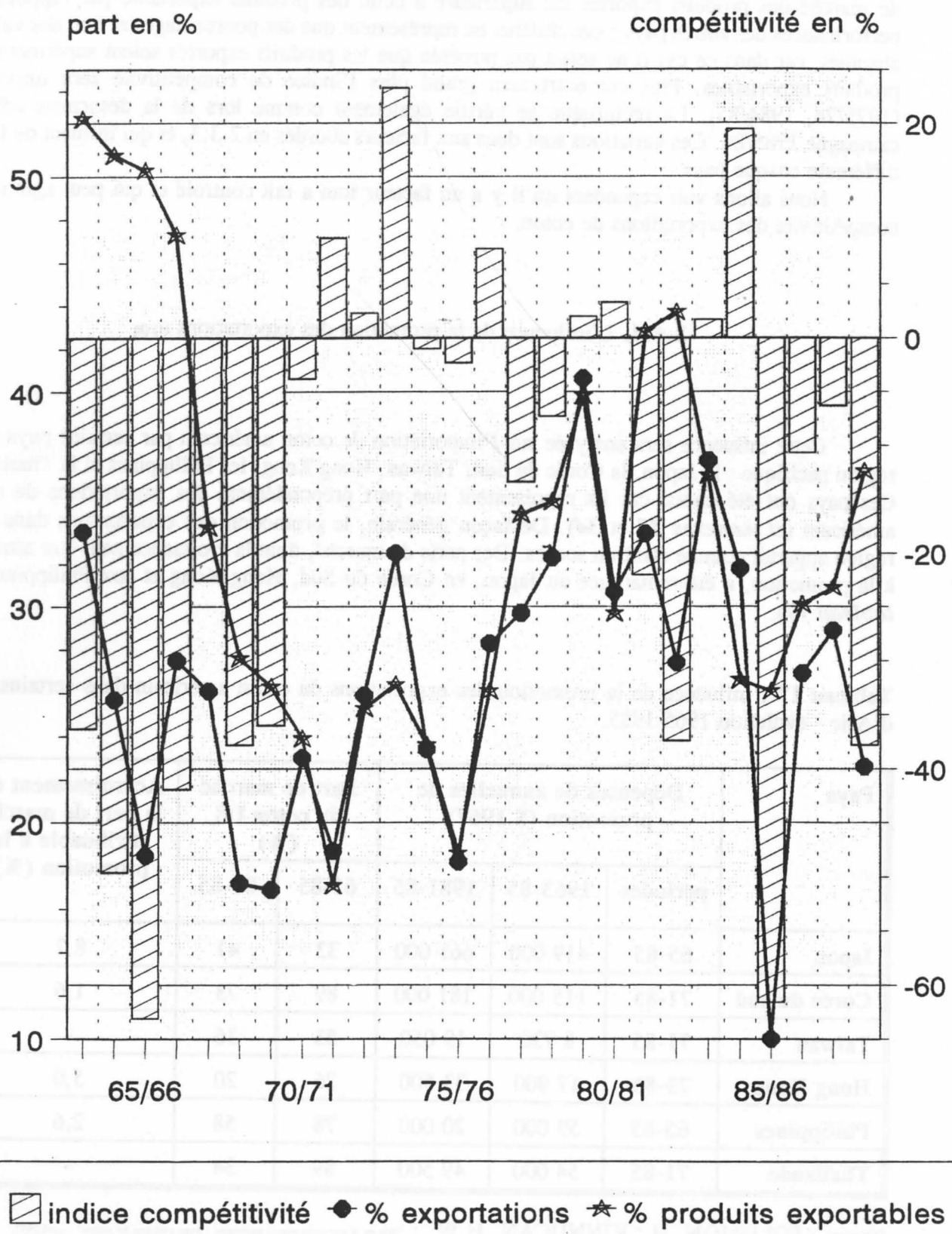
Tableau 16 : compétitivité des exportations de coton-fibre américain (1963/64-1988/89)

Années	Produits exportables			Exportations			Indice de compétitivité (%)
	USA (Ms t)	total mondial	part USA (%)	USA (Ms t)	total mondial	part USA (%)	
1963/64	3,41	6,5	52,7	1,233	3,74	33	-36,3
1964/65	3,49	6,8	51,0	0,9	3,55	25,3	-49,6
1965/66	3,77	7,5	50,3	0,66	3,56	18,5	-63,1
1966/67	3,2	6,7	47,3	1,05	3,82	27,5	-41,9
1967/68	1,8	5,5	33,7	0,94	3,63	26,1	-22,5
1968/69	1,5	5,6	27,6	0,61	3,57	17,2	-37,8
1969/70	1,4	5,3	26,3	0,62	3,71	16,9	-36,0
1970/71	1,2	5,3	23,9	0,85	3,69	23,0	-3,8
1971/72	1	5,6	17,1	0,73	3,94	18,7	9,3
1972/73	1,6	6,2	25,3	1,15	4,46	25,9	2,3
1973/74	1,7	6,5	26,4	1,33	4,09	32,5	23,3
1974/75	1,7	7,4	23,6	0,85	3,64	23,4	-1,0
1975/76	1	5,9	18,6	0,72	3,96	18,2	-2,3
1976/77	1,3	5	26,1	1,04	3,68	28,3	8,3
1977/78	2	5,8	34,3	1,19	4,02	29,7	-13,4
1978/79	1,8	5,1	34,9	1,34	4,16	32,3	-7,3
1979/80	2,2	5,7	39,8	2,00	4,94	40,6	2,0
1980/81	1,4	5	29,7	1,29	4,20	30,7	3,3
1981/82	2,5	6	42,8	1,43	4,28	33,4	-22,0
1982/83	2,5	5,8	43,7	1,13	4,14	27,4	-37,4
1983/84	1,8	5	36,1	1,47	4,01	36,8	1,7
1984/85	1,9	7,2	26,6	1,35	4,26	31,8	19,4
1985/86	2,1	8	26,1	0,42	4,25	10,0	-61,6
1986/87	2,1	7	30,1	1,45	5,41	26,9	-10,7
1987/88	2,2	7,2	30,9	1,43	4,95	28,9	-6,3
1988/89	2,8	7,5	36,3	1,34	5,00	22,6	-37,8

source : ETRHIDGE, M.D. - Beltwide Cotton Production Conference 1989.

Il faut signaler que la baisse de l'indice de compétitivité n'est pas forcément imputable à une décision humaine, car nous l'avons vu, beaucoup de paramètres ne sont pas maîtrisables.

# COMPETITIVITE DES EXPORTATIONS AMERICAINE DE COTON-FIBRE



**FIGURE 20**

source : HETHRIDGE, M.D. - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1989.



Sur la *figure 20* on remarque que la compétitivité des Etats-Unis est positive lorsque sa part de marché des produits exportés est supérieure à celle des produits exportable par rapport aux performances des autres pays ; ces chiffres ne représentent que des pourcentages et non des valeurs absolues, car dans ce cas il ne serait pas possible que les produits exportés soient supérieurs aux produits exportables. Plus cet écart sera grand plus l'indice de compétitivité sera important (1973/74, 1984/85). La réciproque se vérifie également comme lors de la désormais célèbre campagne 1985/86. Ces variations sont dues aux facteurs abordés en 2.3.3, et qui influent de façon différente chaque pays.

Nous allons voir cependant qu'il y a un facteur tout a fait contrôlé et qui peut agir sur la compétitivité des exportations de coton.

#### 3.4.4. L'influence de la promotion des exportations <sup>(1) (2)</sup>

Cette influence sera analysée sur l'importation de coton américain par certains pays de la région pacifique : le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, les Philippines et la Thaïlande. Ces pays ont été choisis car ils représentent une part prépondérante des exportations de coton américain (cf *Annexes 33 et 34*). De façon générale, la promotion des exportations dans cette région apparaît comme étant un succès. Des parts de marché, dont la croissance peut être attribuée à la promotion, a été remarquée au Japon, en Corée du Sud, Hong Kong et aux Philippines (cf *tableau 17*).

**Tableau 17 : influence de la promotion des exportations du coton américain dans certains pays d'Asie - évolution 1965-1985.**

Pays	Dépenses de annuelles de promotion (\$ 1967)			Part de marché du coton US (%)		Accroissement de la part de marché attribuable à la promotion (%)
	périodes	1963-85	1981-85	65-85	81-85	
Japon	65-85	419 000	661 000	33	41	8,2
Corée du sud	71-85	115 000	181 000	89	73	1,6
Taïwan	71-85	8 730	19 050	53	36	-
Hong Kong	73-85	17 900	33 500	26	20	5,0
Philippines	65-85	59 000	20 000	78	58	2,6
Thaïlande	71-85	54 000	49 500	89	34	-

source : SOLOMON, H.; KINNUCAN, H.W. : "Effects of non-price export promotion : some evidence for cotton" - april 1993.

(1) SOLOMON, H.; KINNUCAN, H.W. : " Effects of export promotion on import demand for US cotton in the pacific rim " - february 22-23 1990.

(2) SOLOMON, H.; KINNUCAN, H.W. : " Effects of non-price export promotion : some evidence for cotton " - april 1993.



Le principal enseignement que l'on peut tirer de cette étude, est qu'il existe un niveau limite de dépenses de promotion à dépasser si l'on veut qu'elles fassent augmenter les importations du pays concerné. En dessous de ce niveau (Thaïlande et Taïwan), les importations du pays en question stagneront dans le meilleur des cas, ou diminueront.

On peut affirmer que les Etats-Unis font une promotion raisonnée en ciblant judicieusement les pays intéressants; il faut dire que c'est une activité qui coûte cher (cf *tableau 17*). C'est là encore une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis sont le premier exportateur mondial. Mais pour comprendre pourquoi les autres pays n'arrivent pas, pour le moment, à les dépasser, il faut comparer les politiques cotonnières des différents concurrents avec celle des Etats-Unis.

### 3.4.5. Comparaison des politiques cotonnières des principaux pays <sup>(1)</sup>

Ce paragraphe va conclure cette partie par une comparaison des différentes politiques d'exportation du coton des principaux exportateurs mondiaux. A l'image du premier exportateur mondial, les Etats-Unis, la majorité des autres exportateurs de coton ont élaboré des programmes de soutien afin de réguler leur production et leurs échanges. Ces politiques et leurs effets sur la compétitivité du coton sont devenus le centre d'intérêt de chaque pays depuis que certains pays voudraient libérer le commerce; mais nous l'avons vu ce n'est pas encore le cas.

Les six pays choisis pour cette étude sont : les Etats-Unis dont nous ne reprendront pas le cas, l'Union Soviétique car cette étude date de 1988, le Pakistan, l'Australie, l'Inde et l'Egypte. Ces pays représentent une gamme complète des différentes politiques pouvant exister, de l'économie planifiée à l'économie de marché.

En général une politique implique une taxe si elle accroît les prix que reçoivent les producteurs, ou qui réduit le coût des intrants qu'il payeraient dans une situation de référence. Au contraire subventionnera, si elle fait baisser les prix au producteur ou accroît le prix de ses intrants. Une mesure comme les *deficiency payments* réduit les coûts des intrants ainsi que le taux des prêts. Les mesures qui taxent les producteurs comportent souvent aussi des taxes à l'exportation ainsi que des quotas.

Dans les six pays cités précédemment, il y en a deux à économie planifiée : l'URSS et la Chine. Les autres sont à économie de marché. Pour ces deux pays il est extrêmement difficile d'avoir des données utilisables. Ce qui les caractérise est naturellement le rôle écrasant de l'Etat qui monopolise toutes les décisions concernant par exemple, les achats de coton, les exportations, et la consommation des usines nationales.

En ce qui concerne l'autre groupe de pays, le gouvernement égyptien applique une forte mainmise sur le marché du coton, contrairement aux autres cultures, où c'est le marché qui fait la loi. Le gouvernement subventionne l'irrigation, les engrais et les pesticides. Les achats et les exportations sont monopoles d'Etat.

L'Inde et le Pakistan fixent les prix des engrais à de faibles niveaux quelle que soit sa provenance et sa région d'utilisation. Ils subventionnent en plus l'électricité, l'eau et fournissent des taux d'intérêt avantageux pour le coton. Au Pakistan, les deux principales régions de production, le *Sindh* et le *Punjab*, reçoivent des subventions pour l'achat de pulvérisateurs de pesticides. Le revenu agricole est libéré de toutes taxes; les importations du secteur privé sont limitées.

(1) WHITTON, C.L. : "Export policies of major cotton competitors" - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1988.



En Inde, des subventions supplémentaires sont distribuées si les agriculteurs utilisent certaines variétés de graines sélectionnées.

Mais il ne faut pas croire que toutes les interventions de l'Etat consistent subventionner les agriculteurs ou d'autres acteurs de la filière coton; en effet, même si c'est plus rare comme au Pakistan ou en Inde, le gouvernement taxe la production de coton.

Au Pakistan, le gouvernement soutient les prix à un niveau inférieur aux cours mondiaux. Mais les agriculteurs peuvent vendre leurs graines à des usines d'égrenage privées, ce qui compense la perte subie à cause de cette politique. Le gouvernement fait la promotion de la confection en faisant baisser le prix des filés de coton. En Inde, le gouvernement maintient lui aussi les prix à un niveau inférieur aux cours mondiaux.

L'Australie n'a pas de programme proprement dit, mais intervient sur le marché du coton en subventionnant la recherche, et surtout en faisant lentement augmenter le prix du coton vendu aux usines nationales. Il accorde également des rabais sur les engrais. Mais à part ces quelques actions qui peuvent paraître bien timides par rapport à celle des Etats-Unis, le gouvernement n'intervient pas dans les achats de coton et les exportations. Tous les prix se forment par la simple confrontation de l'offre et de la demande. Ceux sont quatre principales compagnies qui s'occupent de l'achat, du transport et de la commercialisation du coton. Ceci contraste bien sûr avec tous les autres pays, mais ce système serait peut-être le bon si l'on regarde les performances enregistrées pour ce pays à l'exportation (cf *figure 18*).

En ce qui concerne la Communauté Européenne (la Grèce et l'Espagne produisent du coton) les subventions sont très variées. Le mécanisme se compose d'un prix d'objectif, de prix minimum pour une quantité garantie et d'aides à l'hectare. Les aides de la CEE et des Etats-Unis sont comparées dans le temps en *Annexe 36*. On peut s'apercevoir que la Communauté Européenne n'hésite pas à subventionner lourdement cette production; elle veut ainsi préserver l'équilibre économique de l'Espagne et de la Grèce pour lesquels cette culture est très importante.

Ce court aperçu nous permet d'envisager la complexité de la tâche qu'a un gouvernement lorsqu'il veut promouvoir cette culture.



## CONCLUSION

Au terme de cette étude, on remarque la complexité du marché mondial du coton-fibre. Cela est dû au nombre important d'acteurs et de facteurs qui constituent l'environnement du marché. Dans celui-ci, les Etats-Unis sont toujours présents. Cependant de profondes mutations dans la hiérarchie mondiale s'accomplissent depuis quelques décennies.

Traditionnellement producteur et exportateur, les Etats-Unis ont vu leur prédominance sur le marché concurrencée par d'autres pays mais sa longue expérience du marché l'aide à s'adapter aux événements, à les anticiper voire les provoquer.

En effet, dès l'apparition d'exportateurs pouvant les concurrencer grâce à une main-d'oeuvre bon marché, les Etats-Unis basent leur politique cotonnière sur une qualité de coton-fibre supérieure et régulière. Afin d'handicaper leurs concurrents, les Etats-Unis imposent au monde du coton un système de mesures auquel la production américaine s'est déjà adaptée, permettant de valoriser le coton de qualité supérieure.

Ce pays s'est doté d'une politique cotonnière destinée à promouvoir les exportations et à soutenir les revenus des professionnels américains de la filière coton. Cette logique est appliquée jusque dans les négociations des accords internationaux à travers lesquels les Etats-Unis se protègent des exportations de filés de textiles et de toutes sortes de tissus en provenance des pays en développement. La plupart des mesures prises par les Etats-Unis et par les pays industrialisés, en général, sont contraires aux règles de libre échange du *GATT*; c'est donc habilement que ces pays industrialisés tiennent les accords régissant le commerce des textiles et de l'habillement hors du cadre du *GATT* car cela obligerait ces pays à renoncer à une grande partie de leurs privilèges.

Pour l'instant, c'est toujours l'*Accord MultiFibres* qui règle le commerce mondial du coton-fibre. Comme cet accord a été prolongé maintes fois depuis près de 20 ans, il est difficile de faire des projections à long terme quant à l'avenir de ce marché. Cependant, dans l'hypothèse d'une libéralisation du marché des fibres textiles, les concessions de part et d'autres seraient progressives et lentes devant la taille de l'enjeu.

Quant à l'avenir des Etats-Unis sur le marché du coton-fibre, on peut parier qu'ils y occuperont encore longtemps une place prépondérante mais cela dépendra également des autres pays présents sur ce même marché.

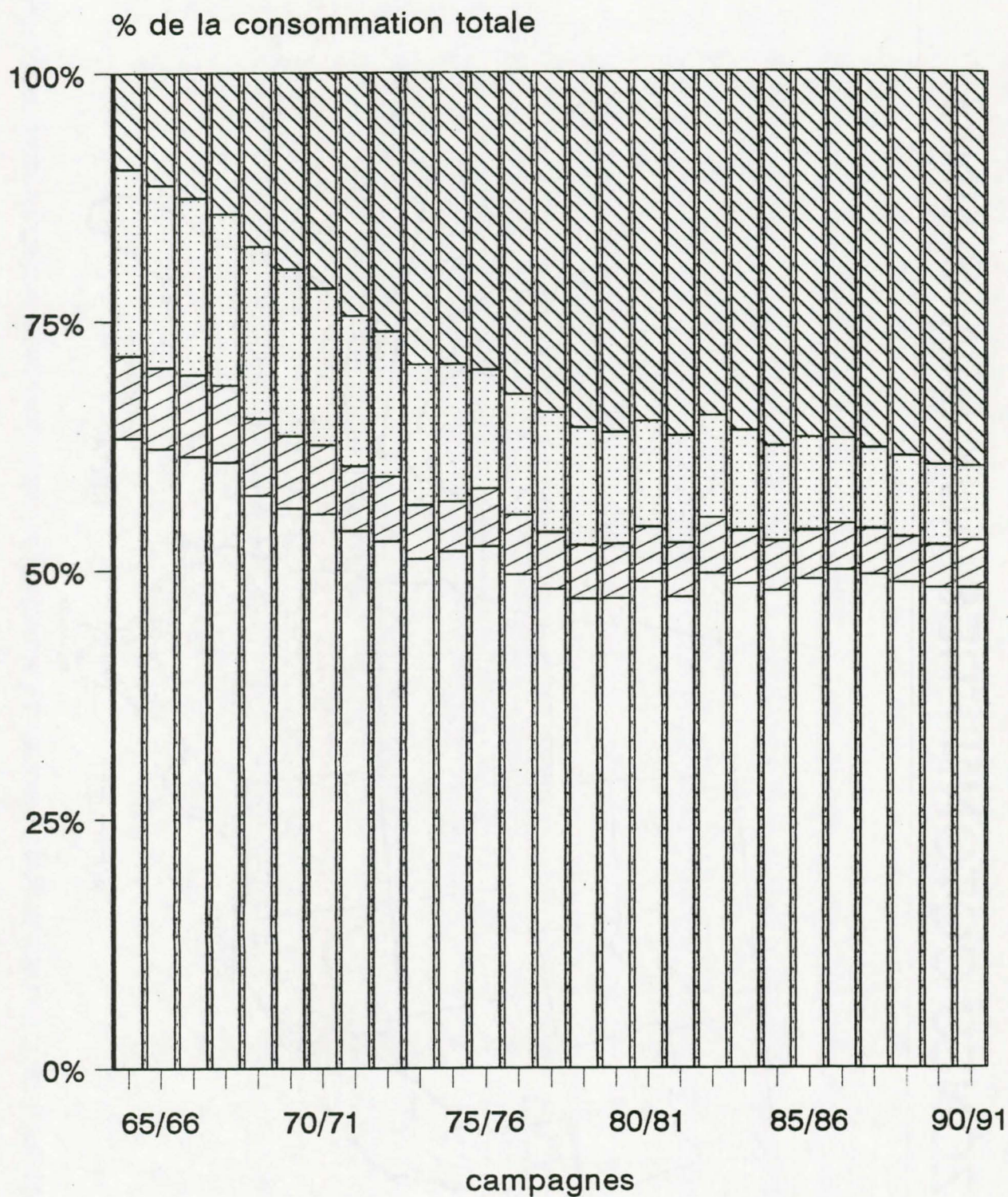


## LISTE DES ANNEXES

- 1 - Part du coton et d'autres fibres dans la consommation des usines textiles.
- 2 - Zones cotonnières aux Etats-Unis.
- 3 - Evolution des exportations américaines de produits agricoles.
- 4 - Evolution de la production mondiale et américaine de coton-fibre.
- 5 - Date de début de semis et de récolte aux Etats-Unis.
- 6 - Différents coûts de production de la culture du coton.
- 7 - Coûts des engrais pour la culture du coton.
- 8 - Coûts des insecticides pour la culture du coton.
- 9 - Coût de l'égrenage du coton.
- 10 - Coûts variables pour la culture du coton.
- 11 - Coûts économiques pour la culture du coton.
- 12 - Coûts fixes pour la culture du coton.
- 13 - Coût de production et revenu du coton.
- 14 - Variation de la consommation de fibre par habitant et du revenu.
- 15 - Consommation de fibre et de coton en fonction du revenu.
- 16 - Les échanges internationaux de coton-fibre.
- 17 - Zones importatrices de coton-fibre.
- 18 - Exportations mondiales de coton à soies extra-longues.
- 19 - Evolution de la part des exportations par rapport à la production mondiale.
- 20 - Evolution comparée de l'*indice "A"* et des exportations américaines de coton-fibre.
- 21 - Evolutions des exportations américaines de coton-fibre et du dollar.
- 22 - Balances commerciales du textile des pays industrialisés envers les pays en développement.
- 23 - Evolution de l'*indice "A"* et du *NYCE*.
- 24 - Corrélation entre l'*indice "A"* et le rapport des stocks/consommation.
- 25 - Le flux physique du coton-fibre aux Etats-Unis.
- 26 - Le flux de propriété du coton-fibre aux Etats-Unis.
- 27 - Répartition des ventes de coton des exploitations américaines.
- 28 - Exemple d'un calcul des aides à la commercialisation.
- 29 - Evolution des performances du marché du coton-fibre aux Etats-Unis.
- 30 - Compétitivité du coton-fibre américain.
- 31 - Revenu du coton-fibre et paiements du gouvernement aux Etats-Unis.
- 32 - Impact du *Food Security Act*.
- 33 - Impact de l'*Acreage Reduction Program* sur la cotation Memphis.
- 34 - Evolution des exportations de coton-fibre des Etats-Unis par pays.
- 35 - Evolution des exportations de coton-fibre des Etats-Unis par zones.
- 36 - Comparaison des subventions aux Etats-Unis et dans la CEE.



## PART DU COTON ET AUTRES FIBRES DANS LA CONSOMMATION DES USINES TEXTILES

**ANNEXE 1**

source : ICAC octobre 1992 - vol.46 - n°1.(partII)



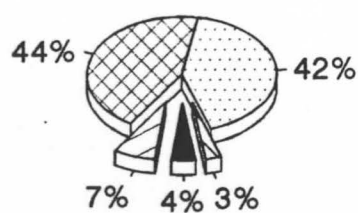
# ZONES COTONNIERES AUX ETATS-UNIS



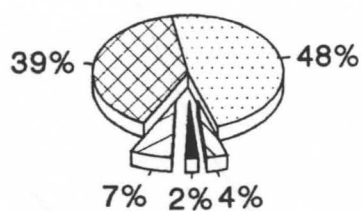
## ANNEXE 2

source : BELL,T; GILLHAM,F : "The world of cotton" - ContiCotton - 1989 - Washington D.C.

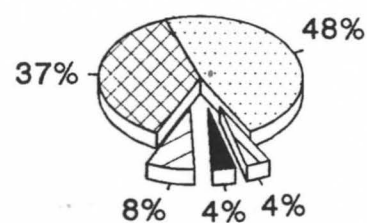
# EVOLUTION DES EXPORTATIONS AMERICAINES DE PRODUITS AGRICOLES



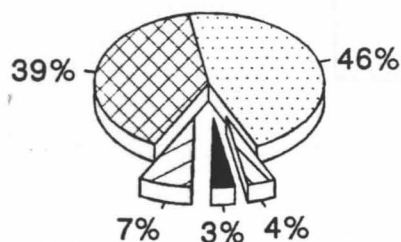
1985



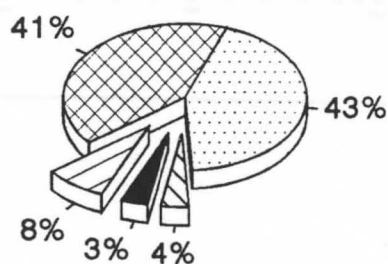
1986



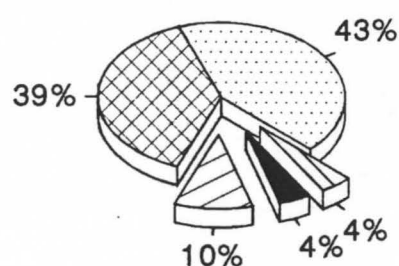
1987



1988



1989



1990

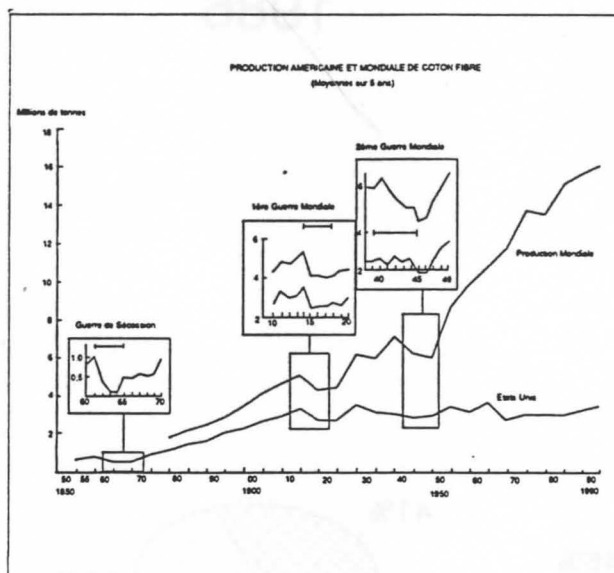
[Cross-hatch] ALIMENTS ET ANIMAUX    [Diagonal lines] BOISSONS ET TABACS    [Solid black] FIBRES TEXTILES  
 [Horizontal lines] PRODUITS DE LA PECHE    [Dotted] AUTRES PRODUITS

## ANNEXE 3

source: FAO Year Book Trade 1991 - vol 45 - Rome 1992.



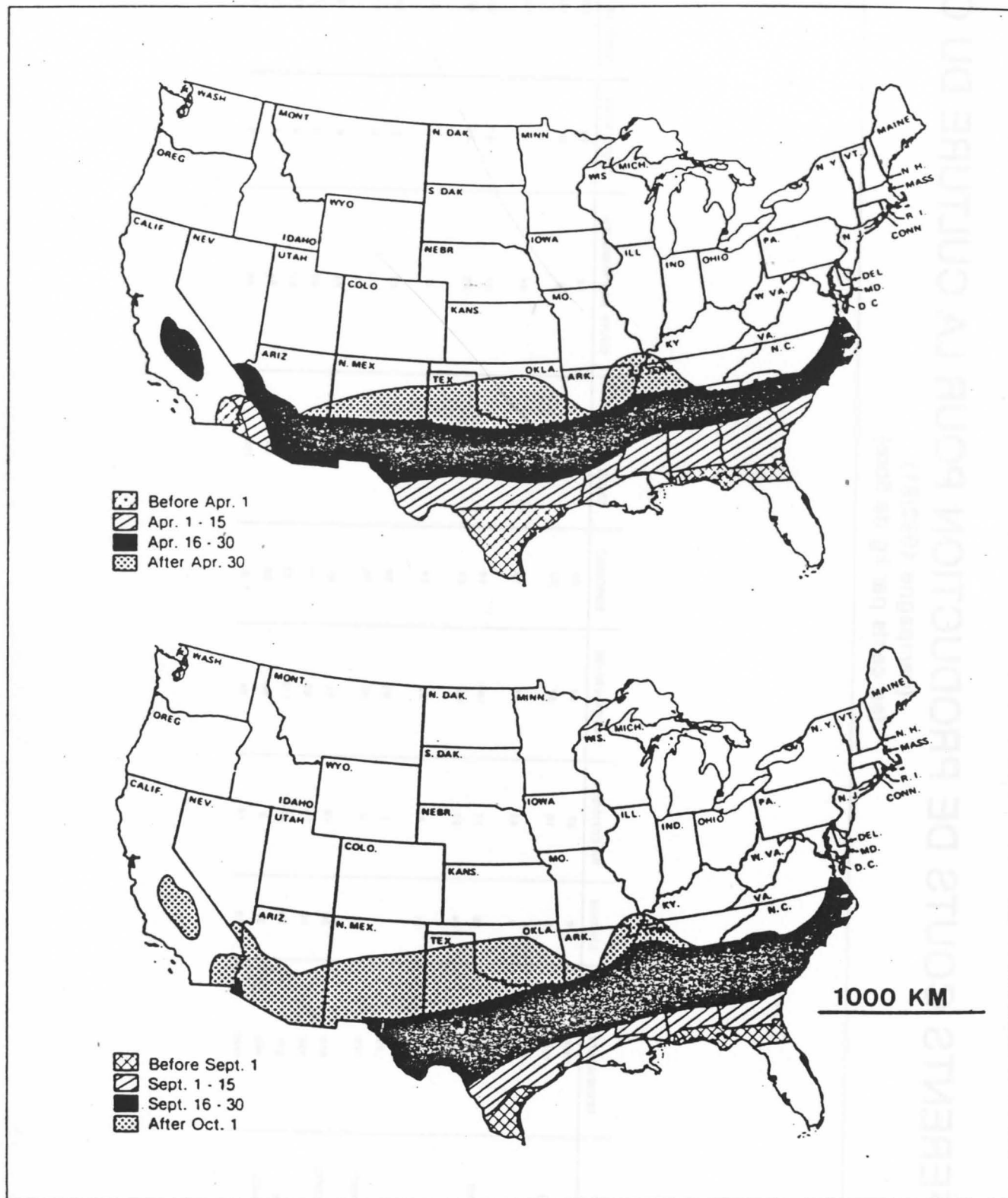
# EVOLUTION DES PRODUCTIONS AMERICAINE ET MONDIALE



## ANNEXE 4

source : Coton et développement - n°1 - mars 1992.

# DATES DE DEBUT DE SEMIS ET DE RECOLTE AUX ETATS-UNIS



## ANNEXE 5

source : BELL, T; GILLHAM, F. : "The world of cotton" - ContiCotton - 1989.



# DIFFERENTS COUTS DE PRODUCTION POUR LA CULTURE DU COTON

(campagne 1990/91)  
(en cents par kg de fibre)

	RENDEMENTS (kg/ha)	ENGRAIS	INSECTICIDES	COTON-GRAINE	EGRENAGE	COUTS VARIABLES	COUTS ECONOMIQUES	COUTS FIXES	COUT DE REVIENT	REVENU NET
Australie (irrigué)	1309	6	27	64	20	88	13	19	120	67
Australie (non irrigué)	700	2	16	57	23	84	5	21	110	78
Guatemala	1086	5	43	85	13	104	44	6	180	0,5
Israel (variété Upland)	1801	13	17	109	16	131	57	41	229	-8
Israel (variété Pima)	1584	14	23	131	21	156	65	47	269	-5
Pakistan	362	11	9	52	14	86	6	-	89	62
Ouganda (mécanisé)	195	-	7	95	38	137	21	7	165	85
Ouganda (non mécanisé)	179	-	7	98	38	139	25	8	172	92
USA (moyenne nationale)	676	30	19	77	21	98	51	6	166	13
USA (région Delta)	739	30	26	80	17	97	48	6	181	12
USA (région Sud-Est)	571	20	47	112	18	130	62	9	221	-39
USA (région Sud-Ouest)	492	37	4	66	55	90	54	7	187	9
USA (région Ouest)	1280	23	15	84	9	105	48	5	180	30

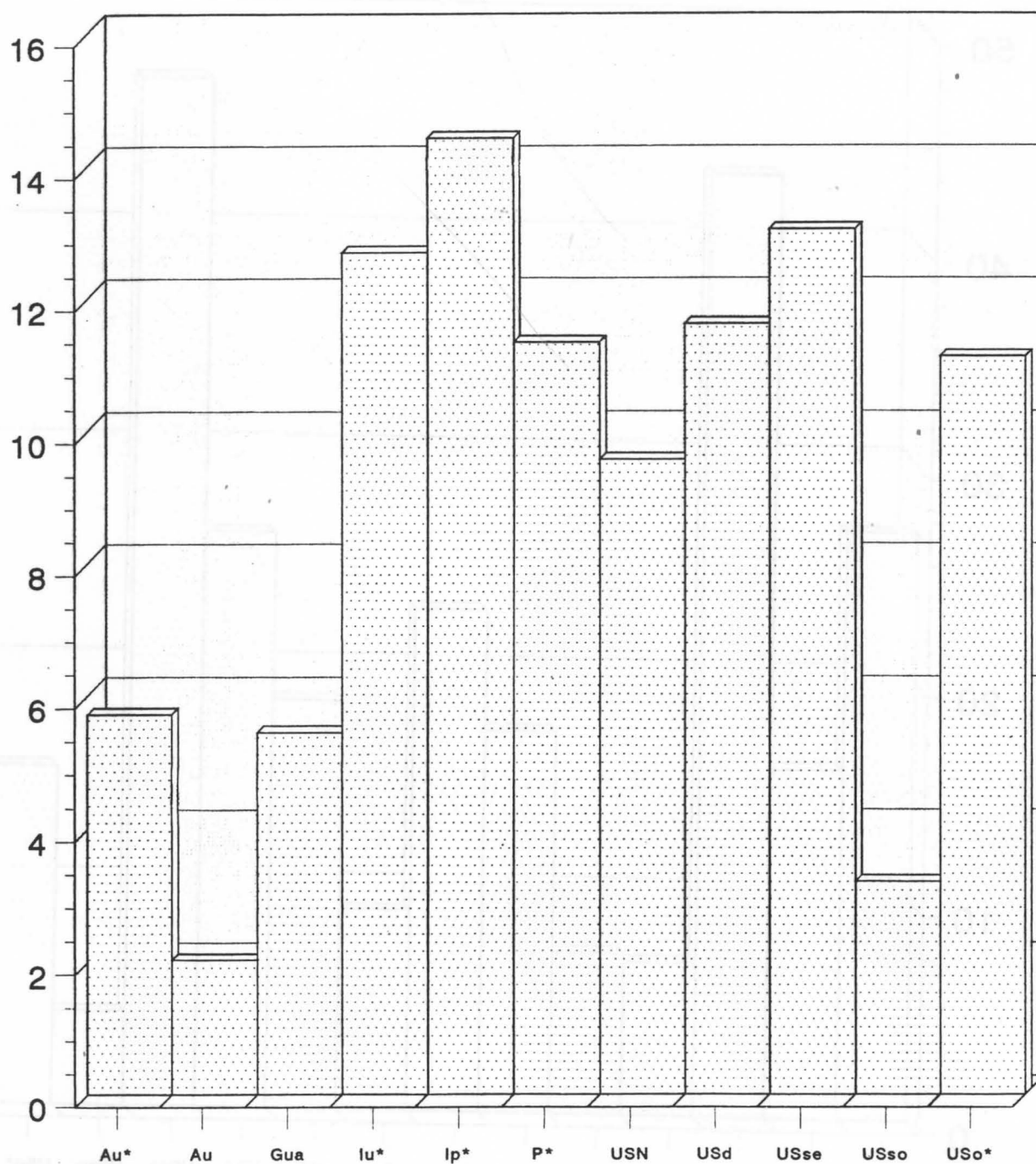
## ANNEXE 6

source : ICAC - "Survey of the costs of production of raw cotton" - 1992.

# COUTS DES ENGRAIS POUR LA CULTURE DU COTON

(1990/91)

cents/kg de fibre



pays et régions

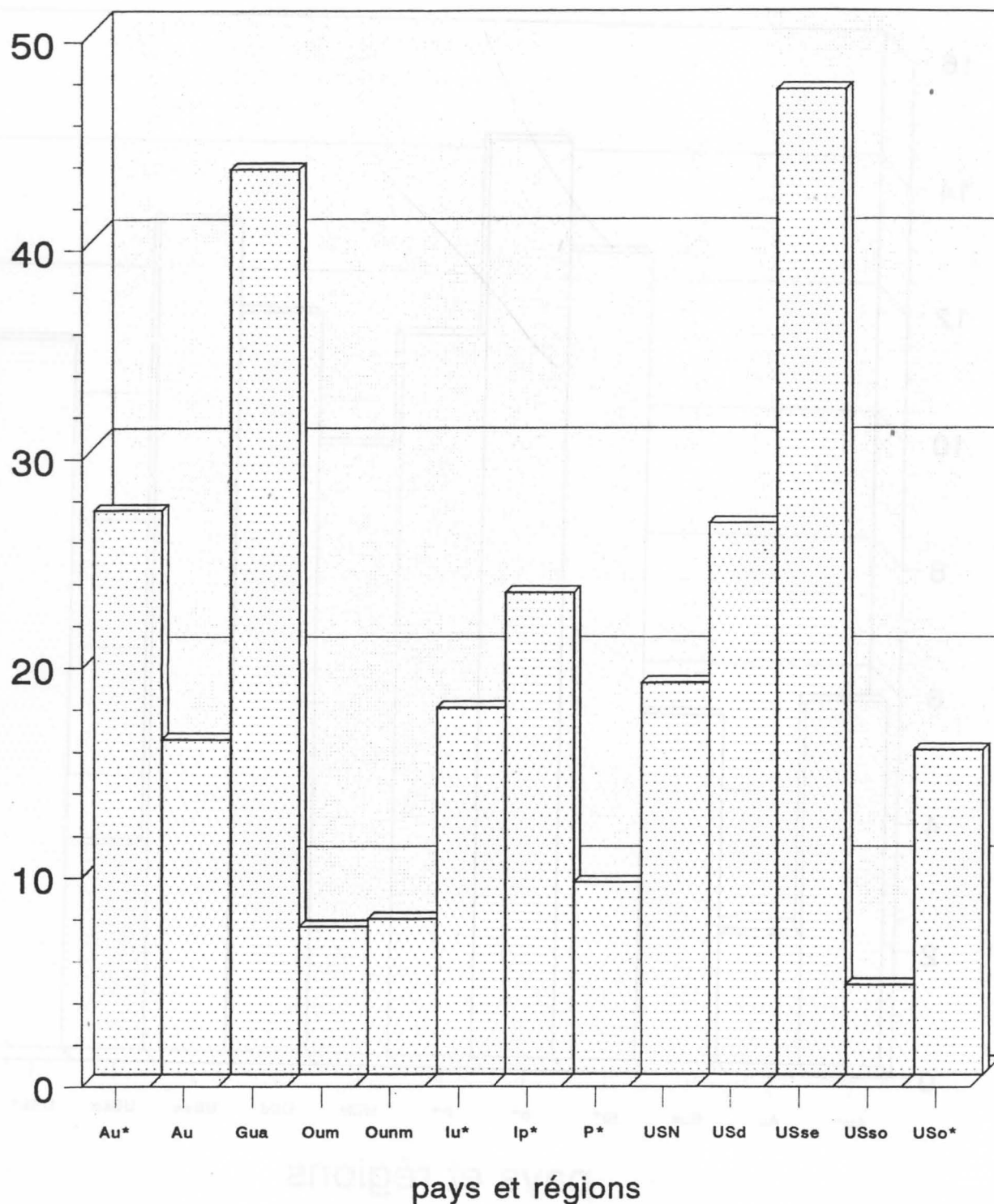
## ANNEXE 7

source: ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - september 1992.



# COUTS DES INSECTICIDES POUR LA CULTURE DU COTON (1990/91)

cents/kg de fibre

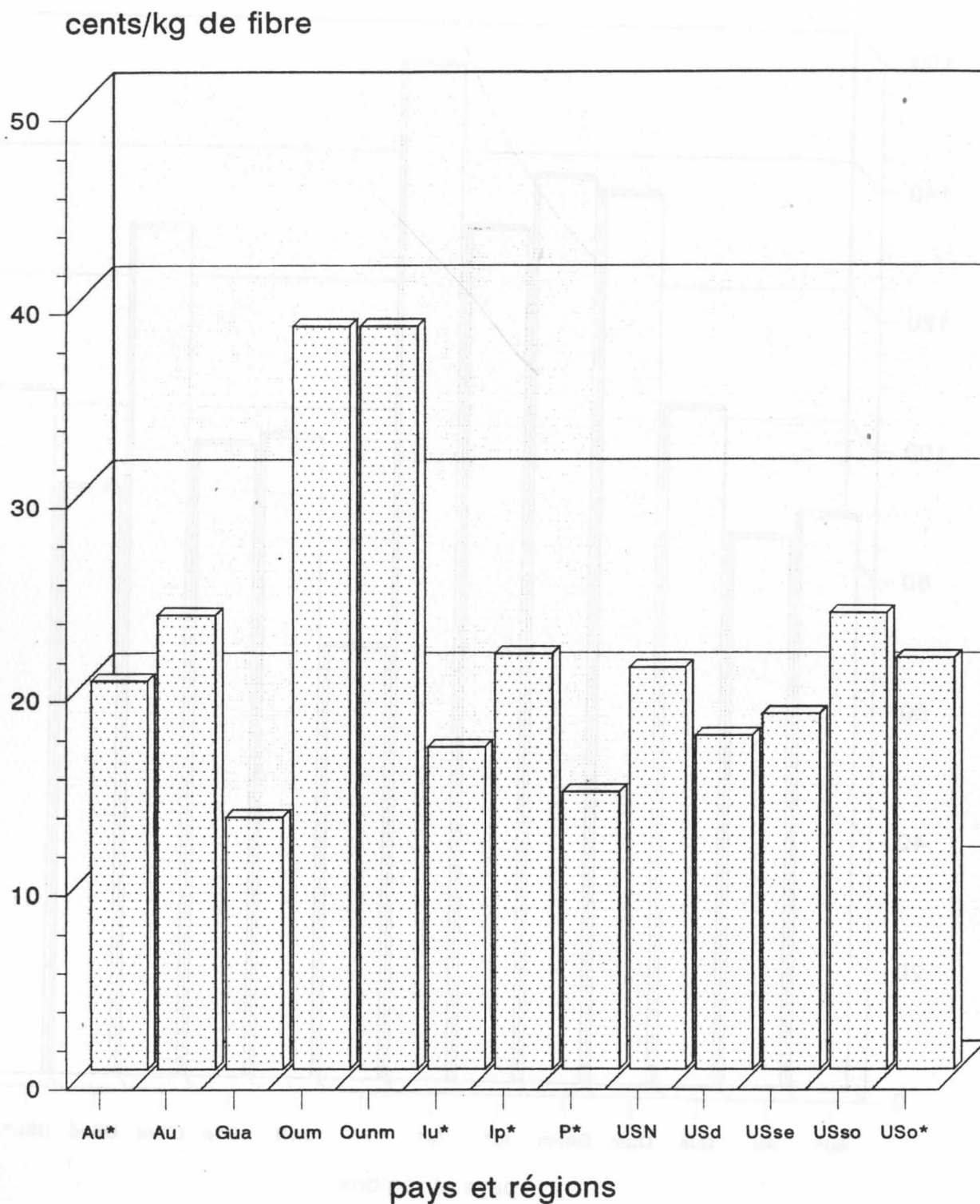


## ANNEXE 8

source: ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - september 1992.

# COUT DE L'EGRENAGE DU COTON

## (1990/91)



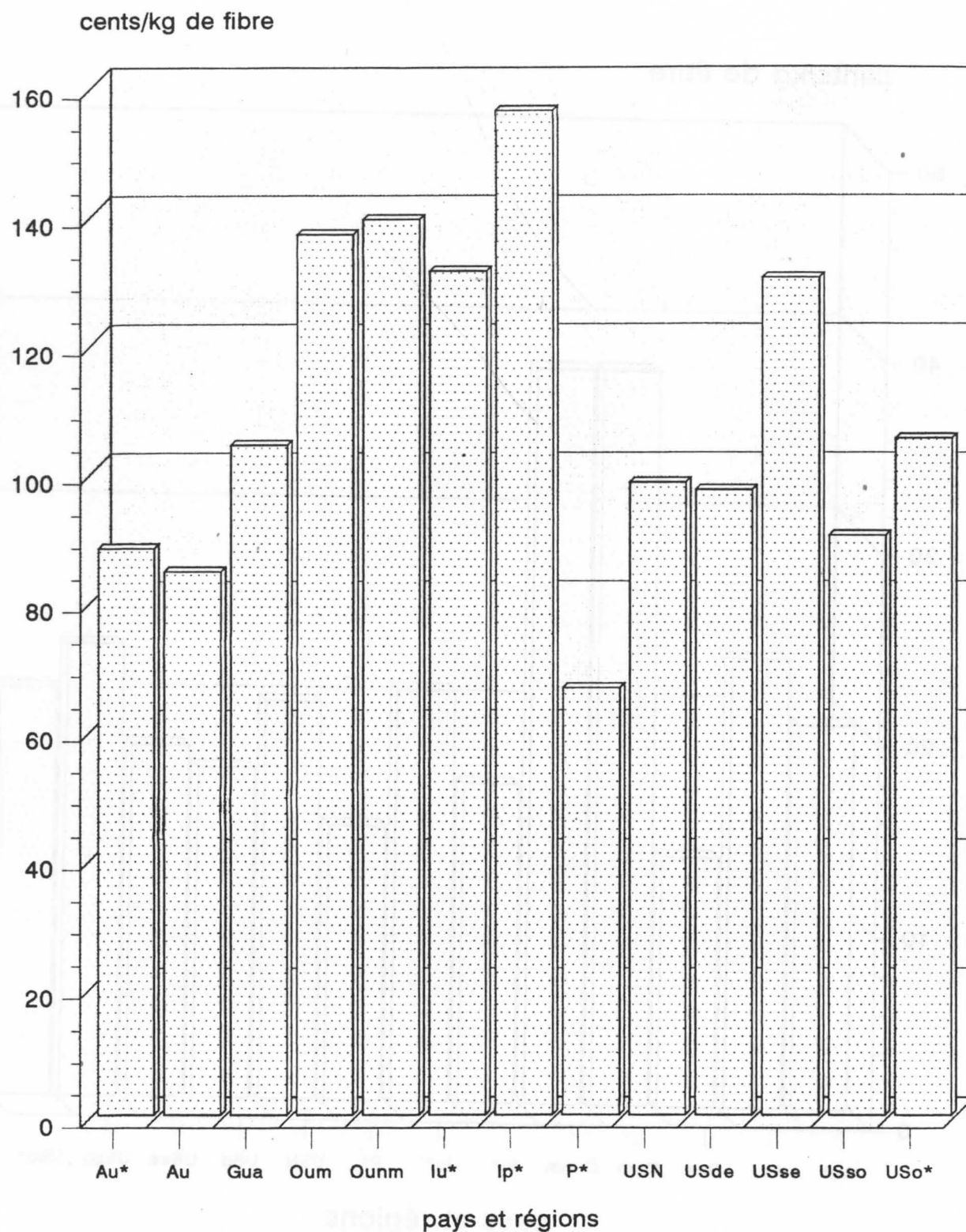
### ANNEXE 9

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.



# COUTS VARIABLES POUR LA CULTURE DU COTON

(1990/91)

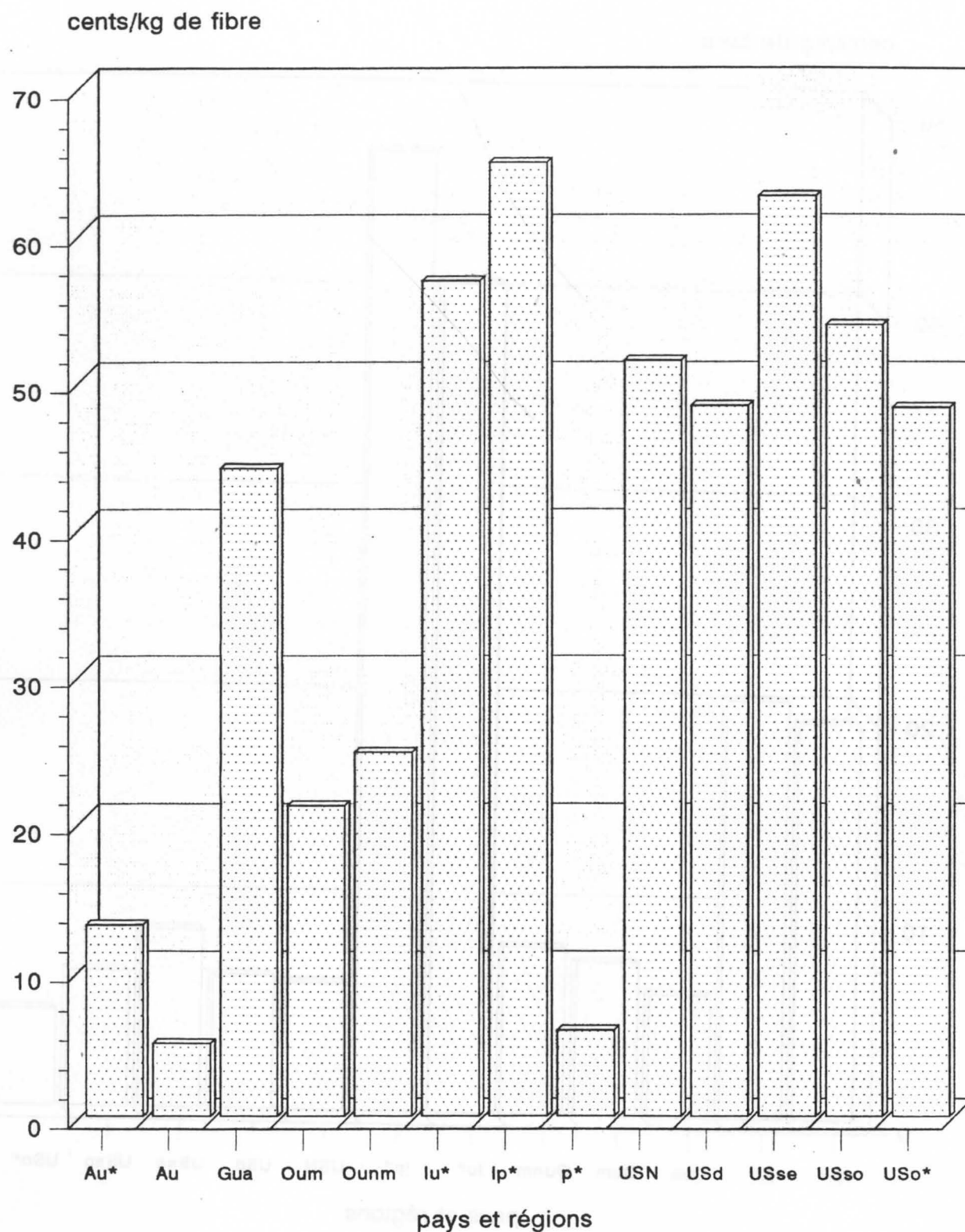


## ANNEXE 10

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - september 1992.

# COUTS ECONOMIQUES POUR LA CULTURE DU COTON

(1990/91)



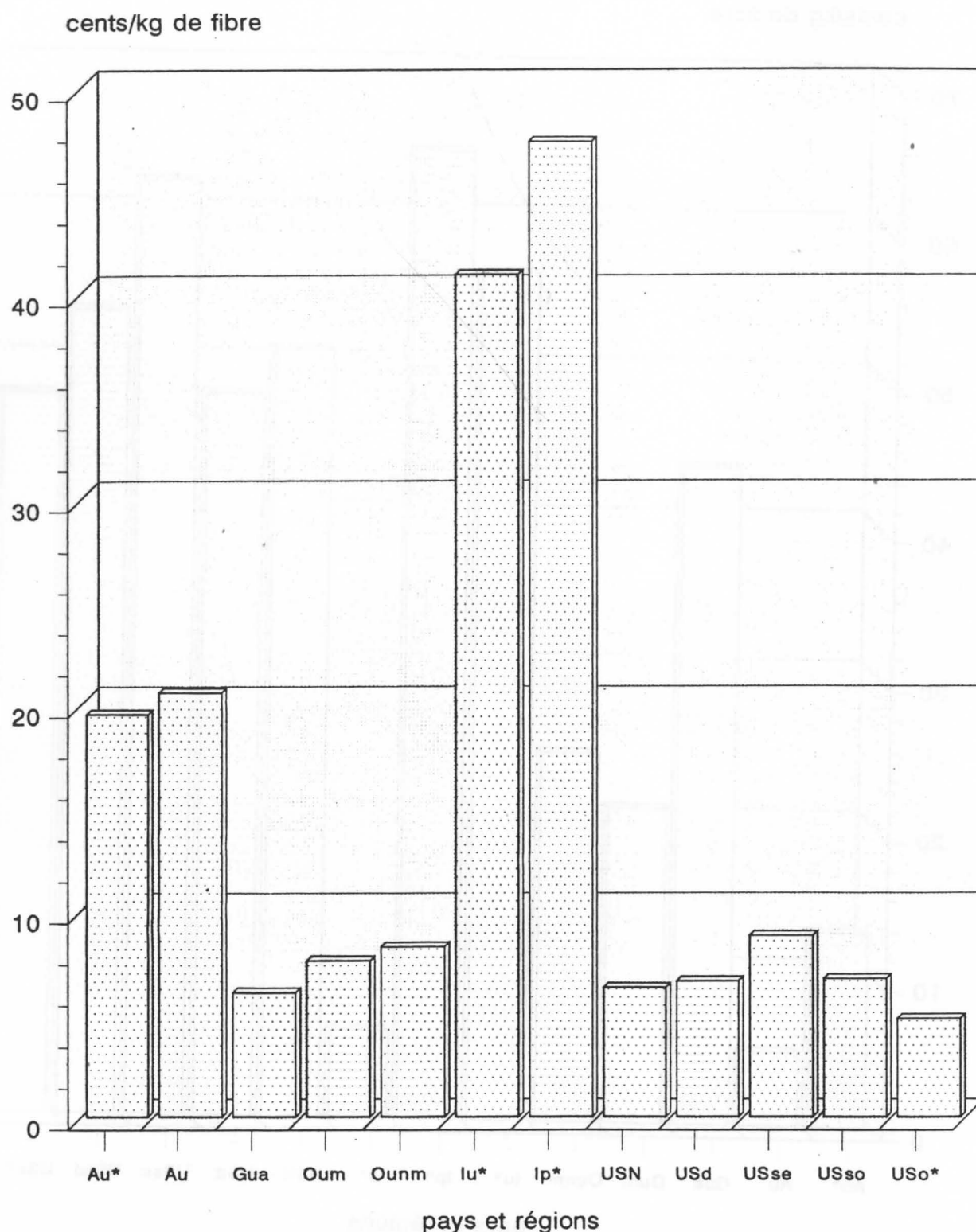
## ANNEXE 11

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.



# COUTS FIXES POUR LA CULTURE DU COTON

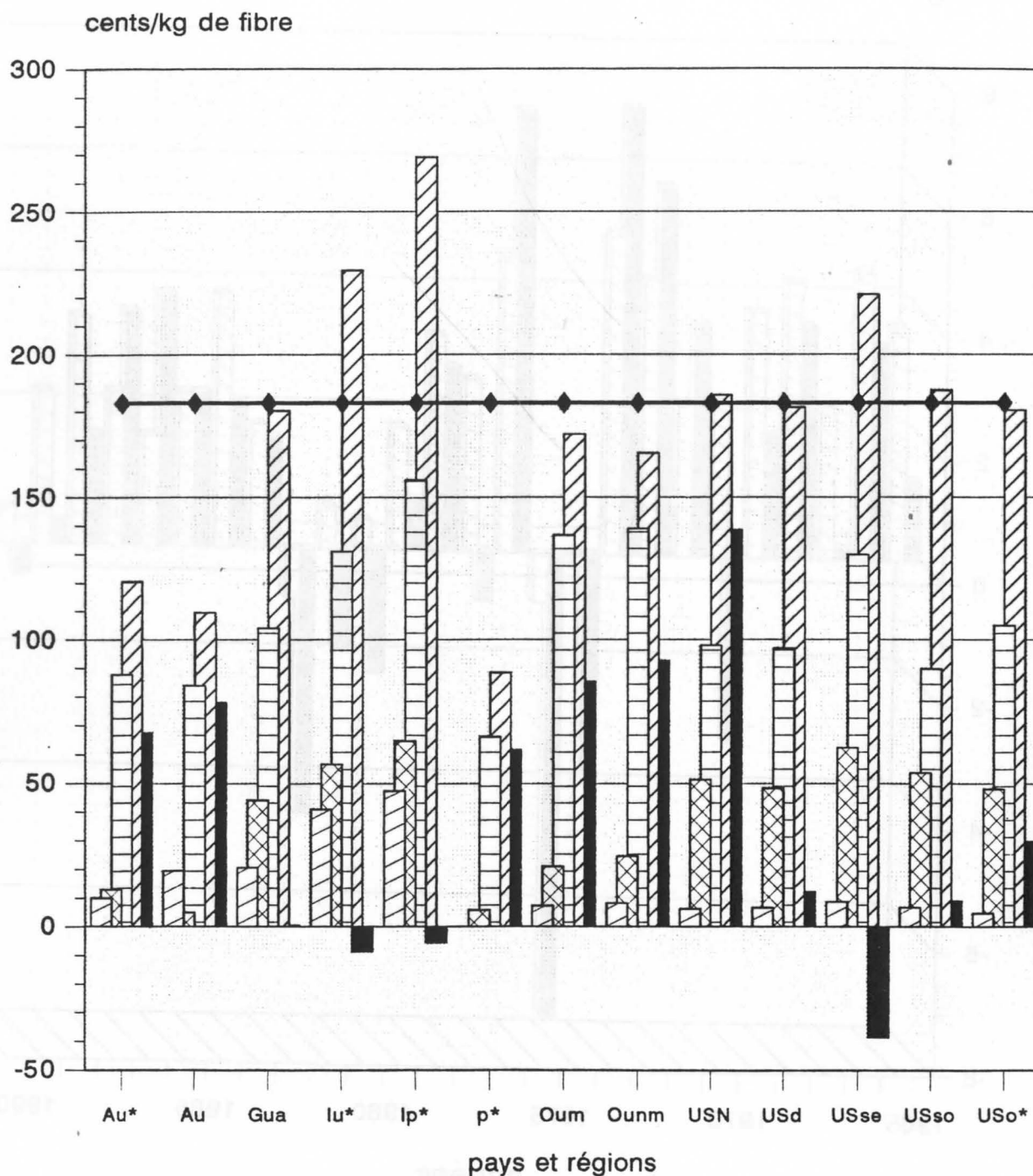
## (1990/91)



### ANNEXE 12

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.

# COUTS DE PRODUCTION ET REVENU DU COTON-FIBRE (1990/91)



Coûts fixes      Coûts économiques      Coûts variables  
 Coûts totaux      Revenu net      Indice "A"

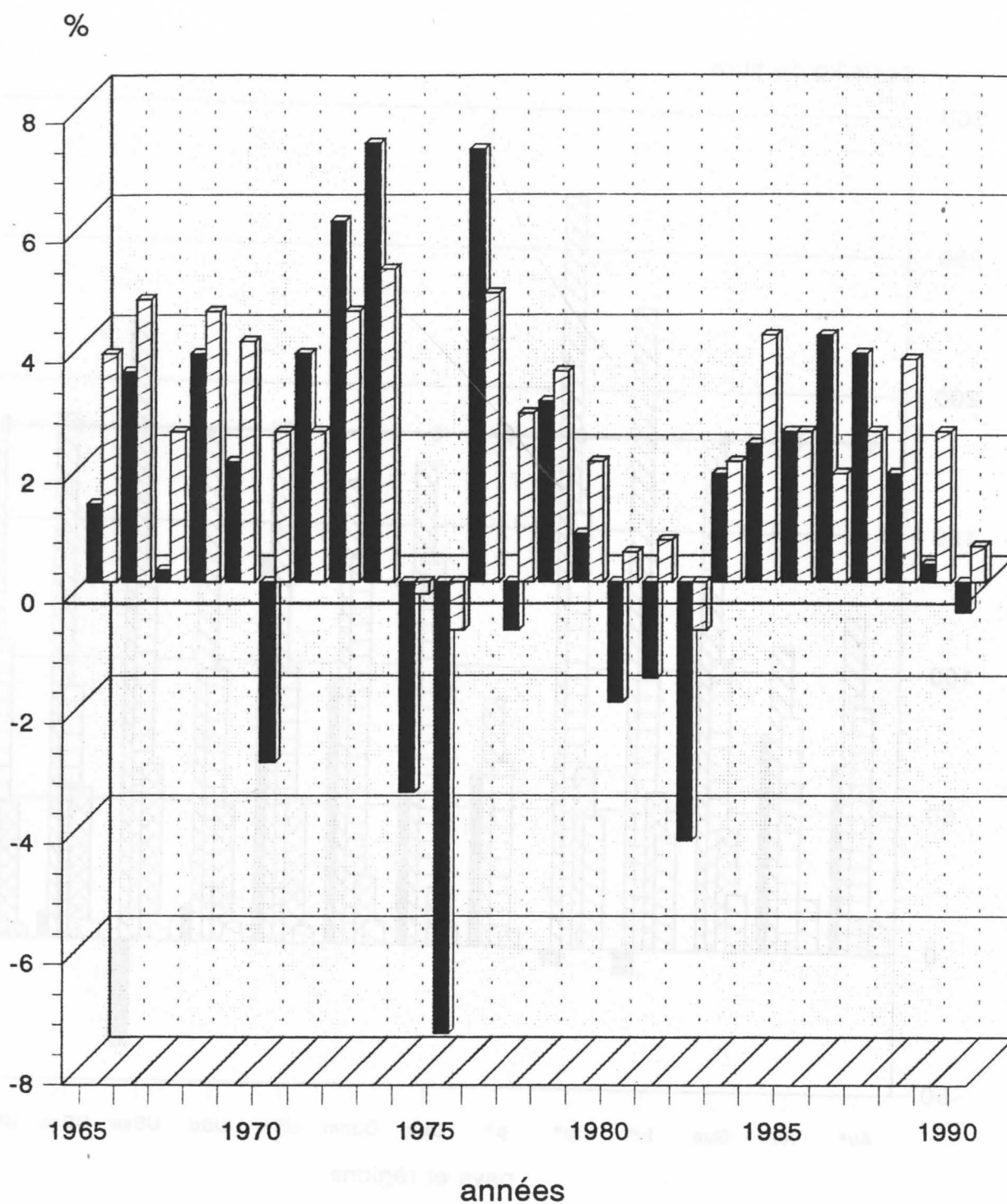
## ANNEXE 13

source : ICAC "Survey of the costs of production of raw cotton" - UK - septembre 1992.



# VARIATION DE LA CONSOMMATION MONDIALE DE FIBRE PAR HABITANT ET DU REVENU

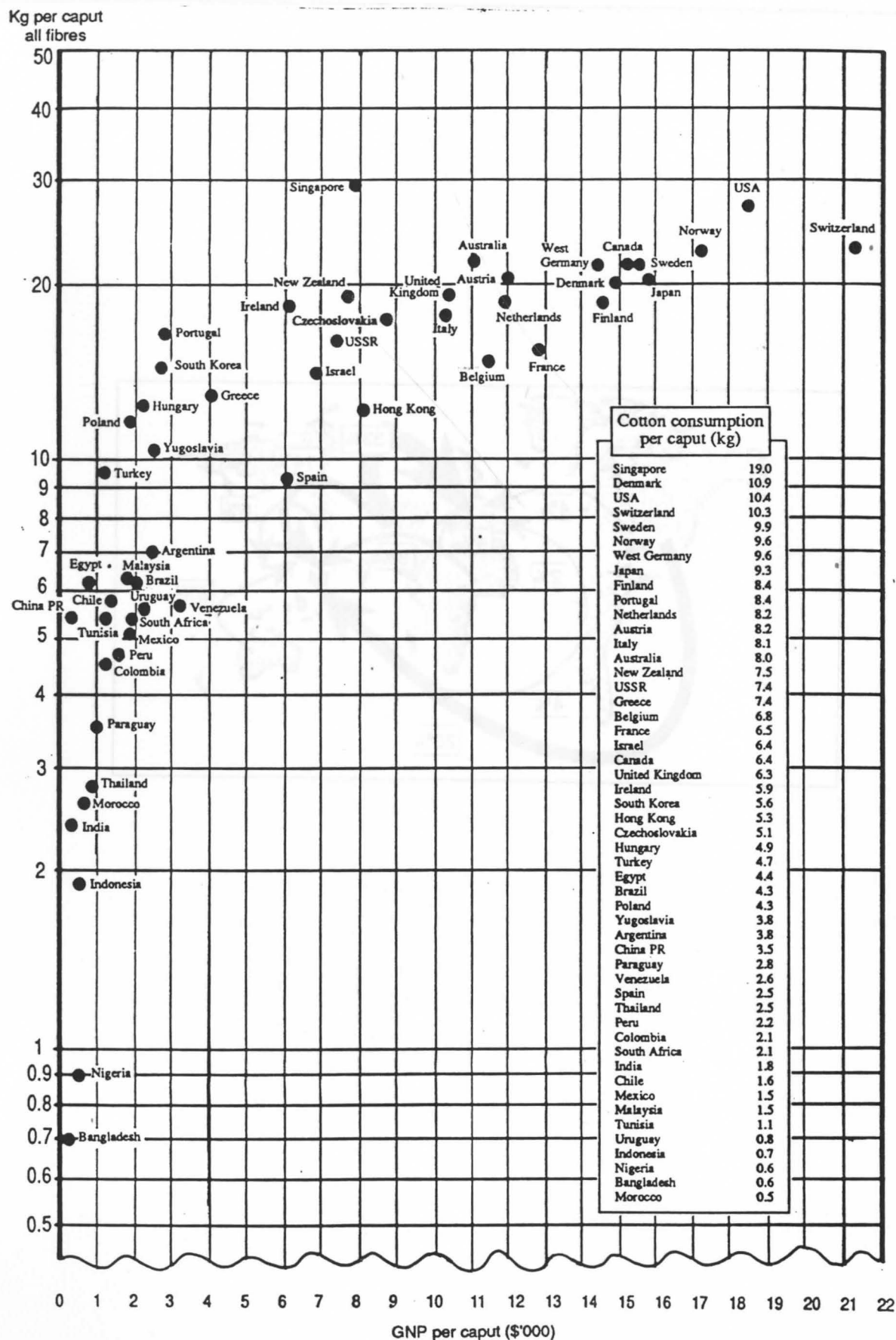
VARIATION ANNUELLE EN %



## ANNEXE 14

source : MORRIS, D. : "Cotton to 1996 pressing a natural advantage" -EIU- Special report n°2145.1991

# CONSOMMATION DE FIBRE ET DE COTON EN FONCTION DU REVENU (1987)

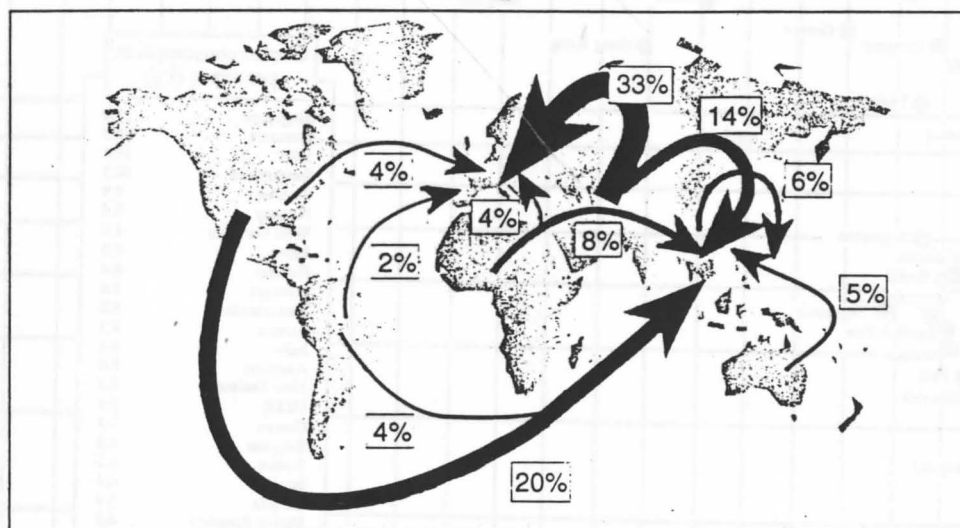


## ANNEXE 15

source : MORRIS, D. : "Cotton to 1996 - Pressing a natural advantage" - 1991.



# LES ECHANGES INTERNATIONAUX DE COTON-FIBRE (1992)

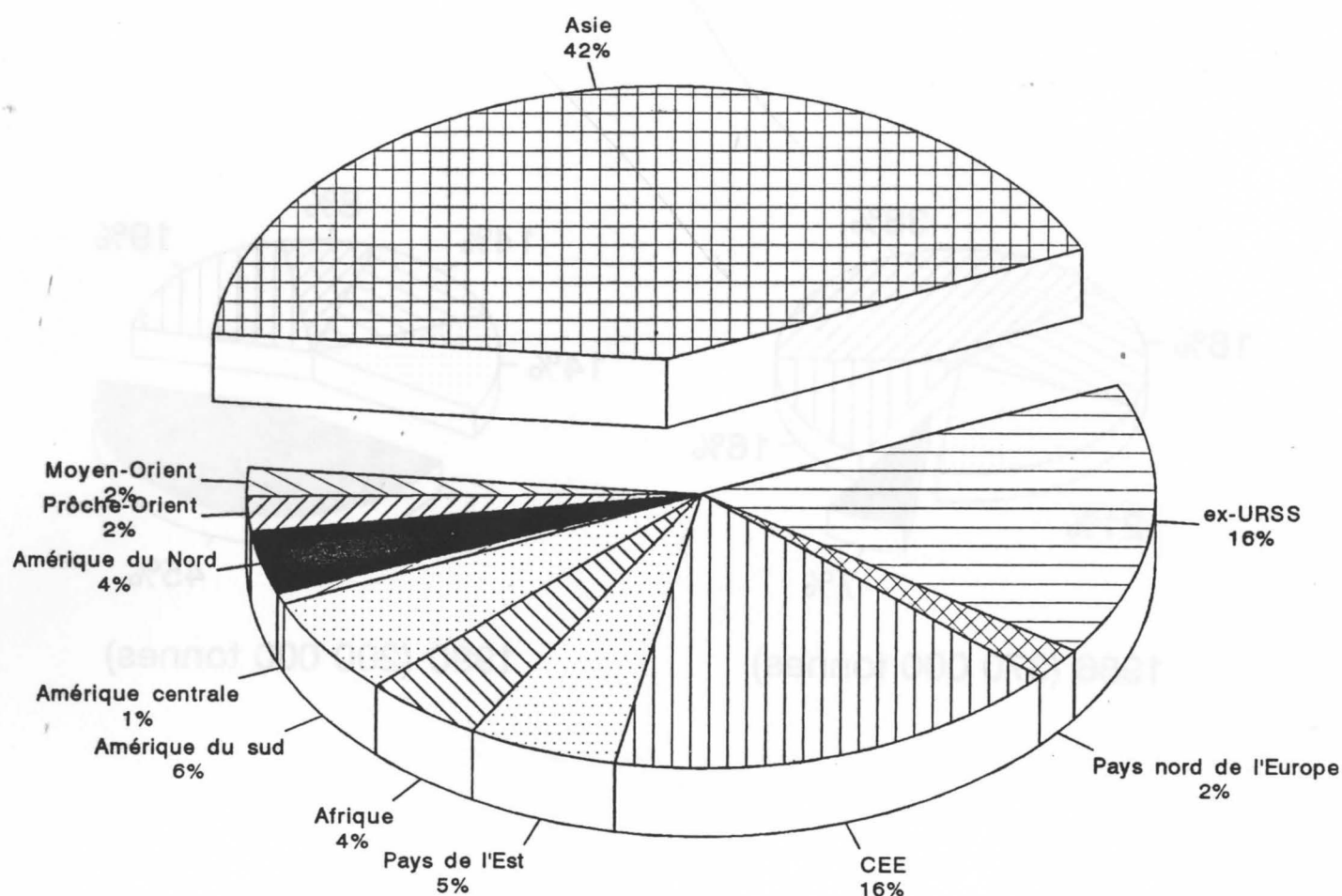


## ANNEXE 16

source : Coton et Développement-n°4 - déc 1992 - d'après ICAC octobre 1992 - vol 47 - n°1 (part II).

# ZONES IMPORTATRICES DE COTON-FIBRE

## CAMPAGNE 1992/93

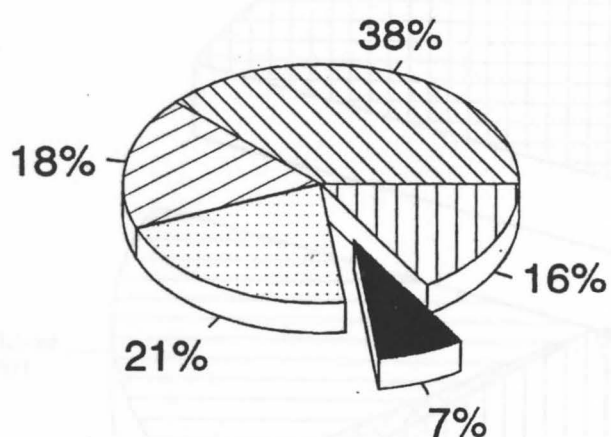


### ANNEXE 17

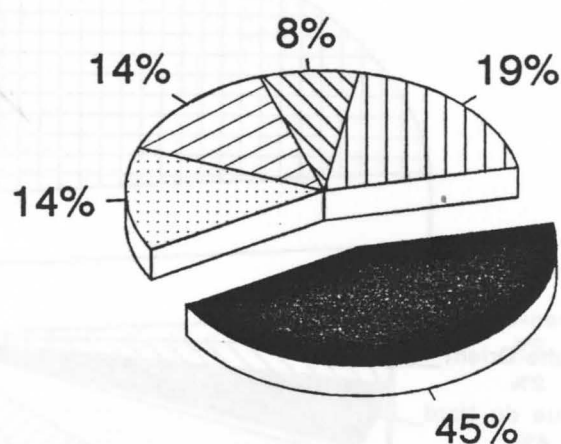
source : ICAC avril 1993 - vol 46 - n° 2 (part II).



## EXPORTATIONS MONDIALES DE COTON A SOIES EXTRA-LONGUES



1986 (370 000 tonnes)



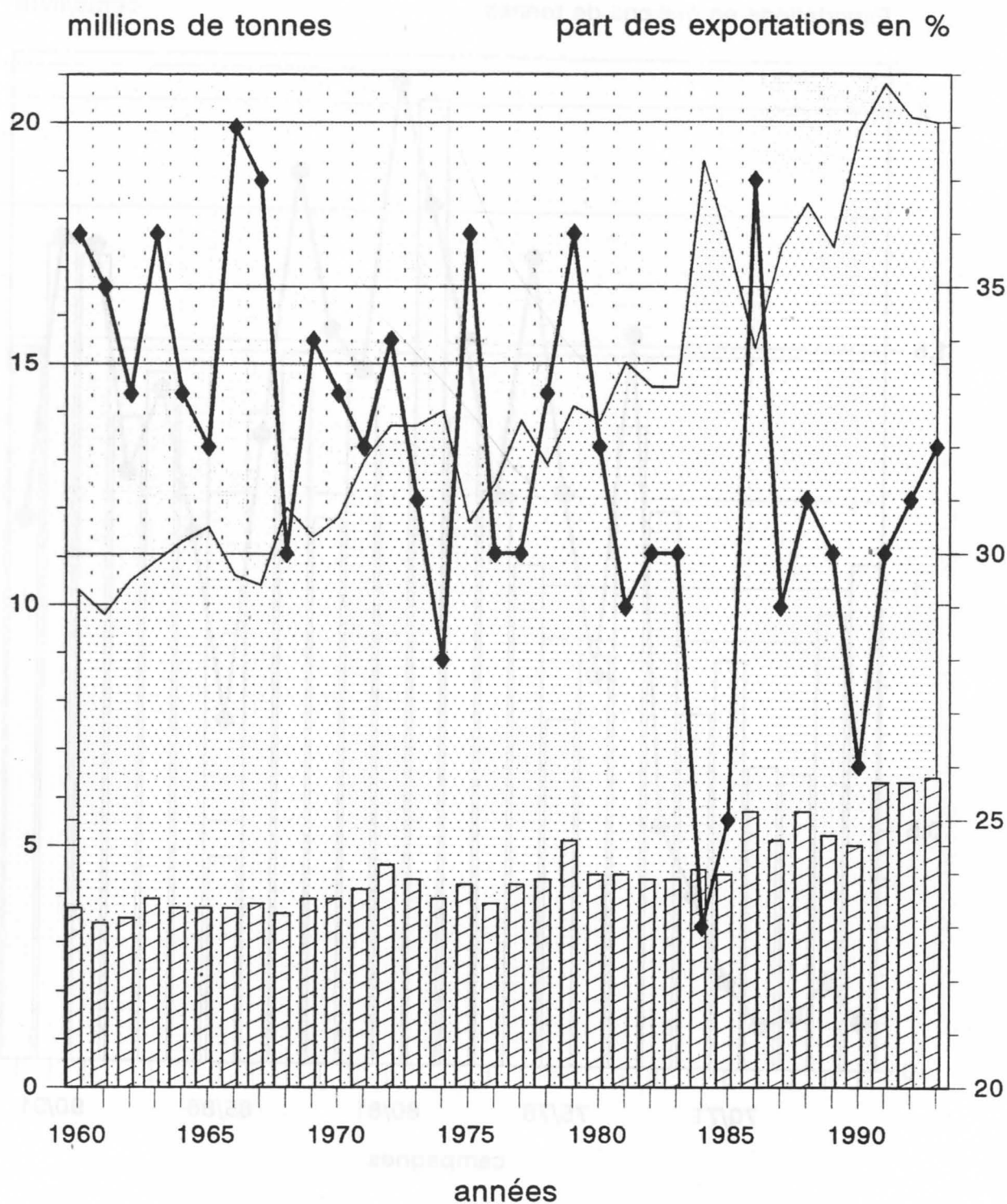
1990 (200 000 tonnes)

EGYPTE 
 INDE 
 SOUDAN 
 USA 
 AUTRES

### ANNEXE 18

source : LAUGHLIN, M.S. - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992.

# EVOLUTION DE LA PART DES EXPORTATIONS PAR RAPPORT A LA PRODUCTION

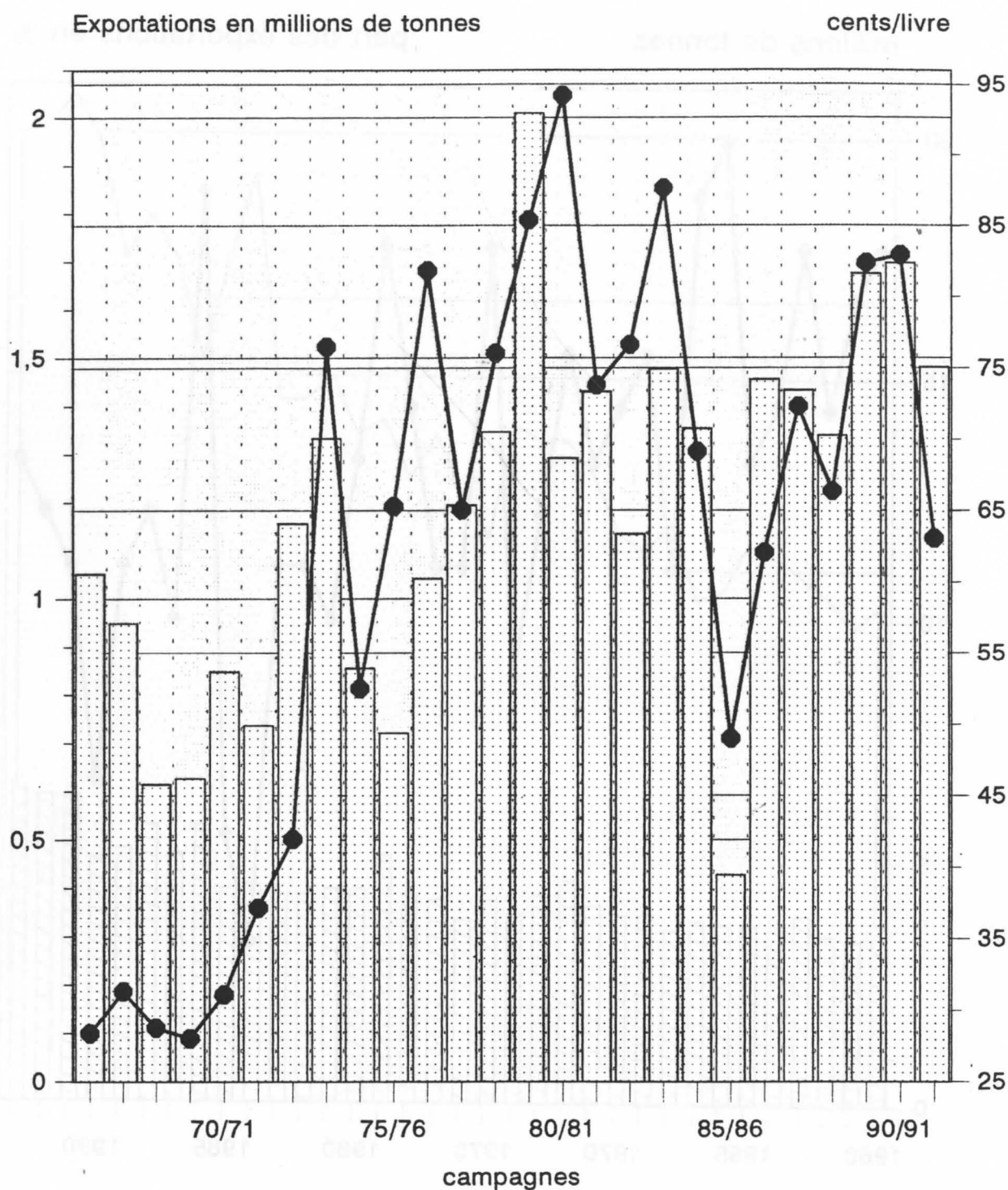


## ANNEXE 19

source : CFDT/SEE : "Note de conjoncture" - novembre 1992.

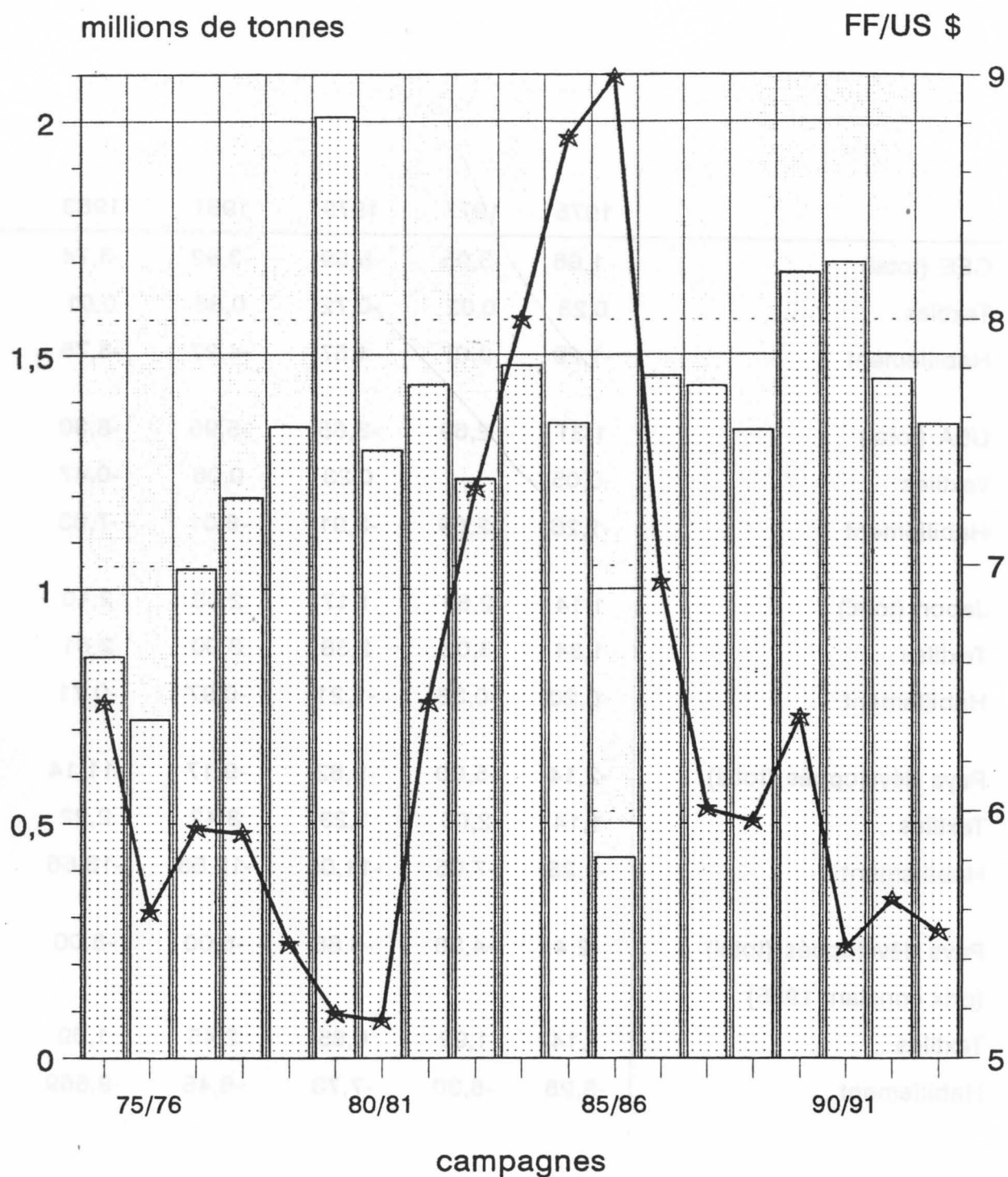


## EVOLUTION COMPAREE DE L'INDICE "A" ET DES EXPORTATIONS AMERICAINES DE COTON-FIBRE

**ANNEXE 20**

sources: CFDT/SEE : " Note de conjoncture" - novembre 1992.  
 ICAC avril 1993 - vol 46 n°2 - (part II).

## EVOLUTION DES EXPORTATIONS AMERICAINES DE COTON-FIBRE ET DU DOLLAR



■ Exportations des USA ★ Taux de change FF/US\$

**ANNEXE 21**

sources: ICAC avril 1933 - vol.46 - n°2 (part II)  
SANDFORD, S.O. - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1990.



**BALANCES COMMERCIALES NETTES DES PAYS INDUSTRIALISES ENVERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**  
(en millions de dollars)

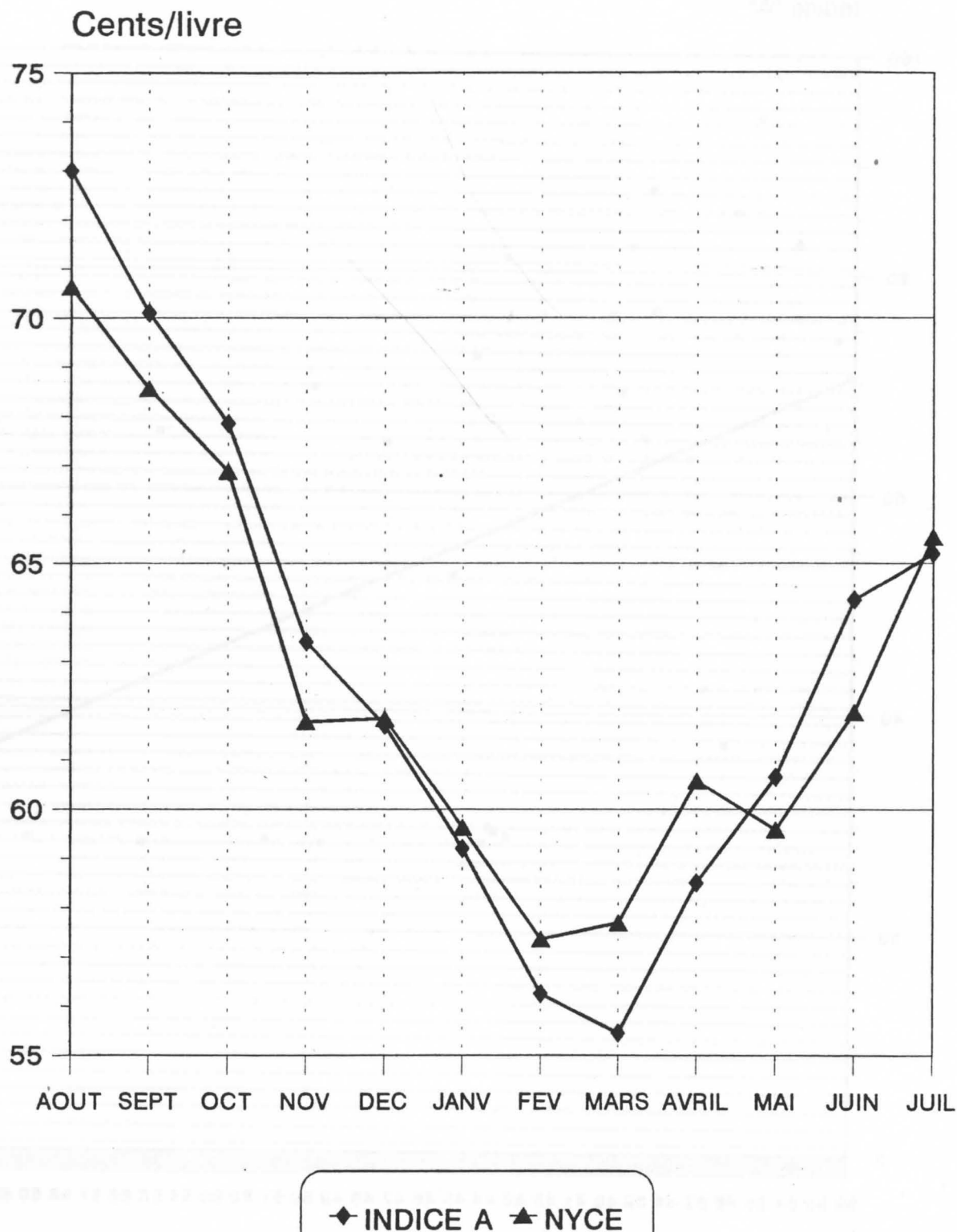
	1975	1977	1979	1981	1983	1984
<b>CÉE (total)</b>	-1,06	-3,05	-5,39	-3,92	-3,74	-3,97
Textiles	0,23	0,02	-0,72	0,35	0,01	-0,12
Habillement	-1,29	-3,07	-4,67	-4,27	-3,75	-4,09
<b>USA (total)</b>	1,31	-2,69	-3,68	-5,95	-8,30	-11,78
Textiles	-0,05	-	0,23	0,06	-0,47	-0,90
Habillement	-1,26	-2,69	-3,91	-6,01	-7,83	-10,88
<b>Japon (total)</b>	1,14	2,69	1,17	2,03	2,10	1,47
Textiles	1,34	3,02	2,38	3,00	2,81	2,55
Habillement	-0,20	-0,33	-1,21	-0,97	-0,71	-1,08
<b>Pays développés (total)</b>	-2,14	-5,00	-9,82	-9,17	-11,14	-16,38
Textiles	1,14	2,05	1,23	3,42	2,22	1,27
Habillement	-3,28	-7,05	-11,05	-12,55	-13,66	-17,65
<b>Pays développés (total)</b> (prix constant 1985)	-2,4	-4,38	-6,88	-6,00	-8,00	-11,85
Textiles	1,14	1,92	0,85	2,45	1,69	1,01
Habillement	-3,28	-6,30	-7,73	-8,45	-9,569	-12,84

## ANNEXE 22

source : CABLE, V. - 1987 d'après une compilation des "International Trade Yearbooks" du GATT.

# EVOLUTION DE L'INDICE "A" ET DU NYCE

1991-1992

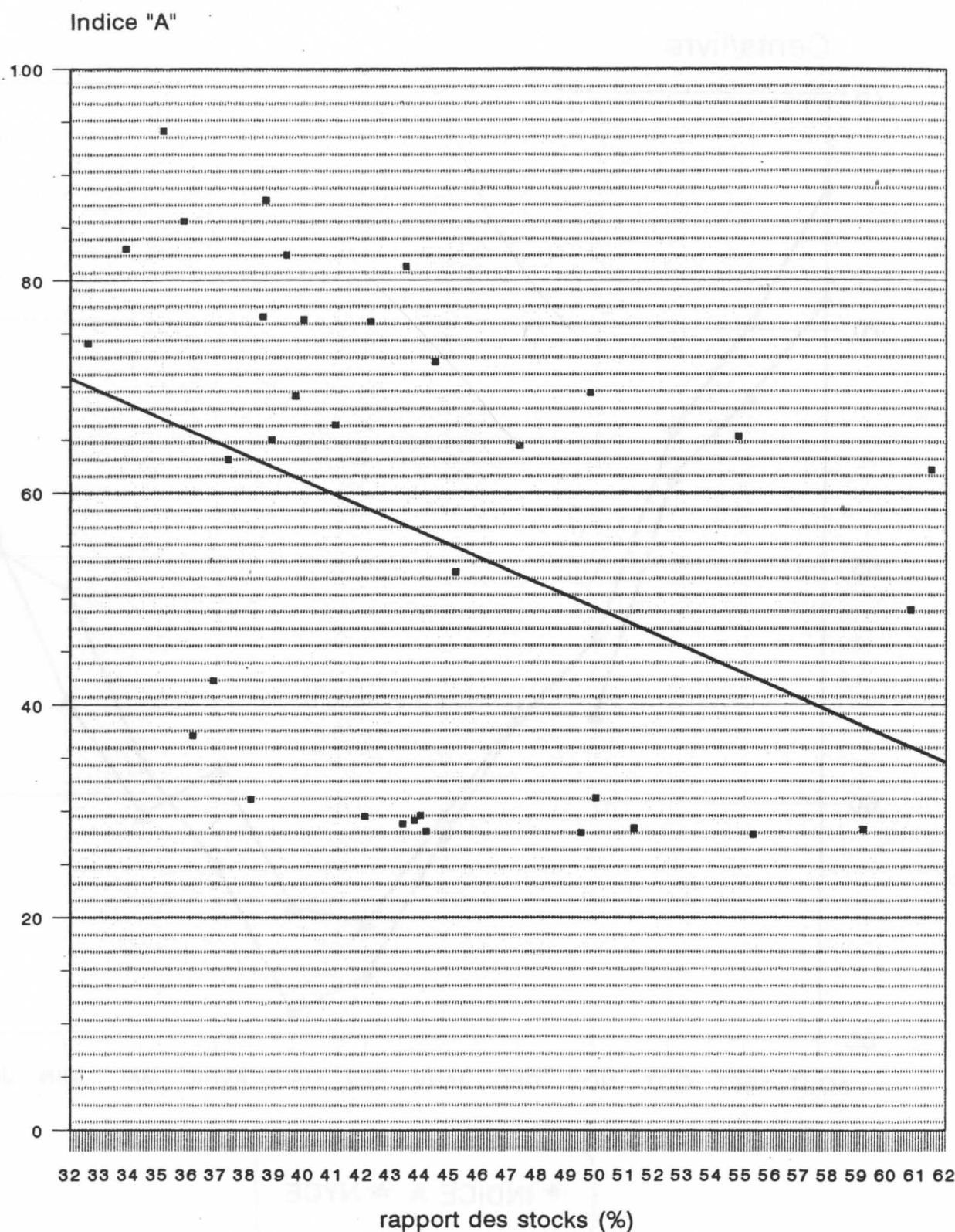


## ANNEXE 23

Source : ICAC octobre 1992 - vol 47 - n°1 (part II).



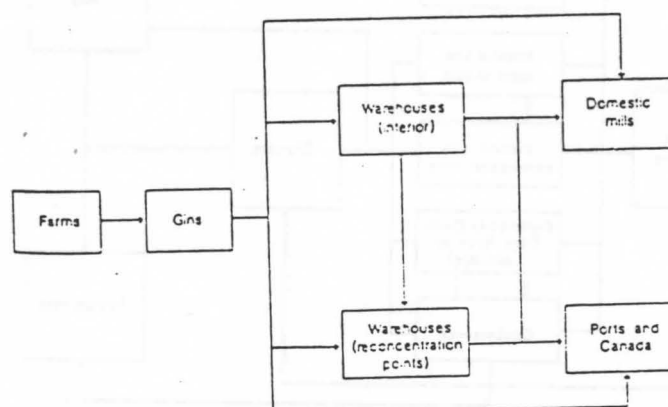
# CORRELATION ENTRE L'INDICE "A" ET LE RAPPORT DES STOCKS/CONSUMMATION (1960 - 1993)



## ANNEXE 24

source : ICAC avril 1993 - vol 46 - n°2 (part II)

## LE FLUX PHYSIQUE DU COTON-FIBRE AUX ETATS-UNIS

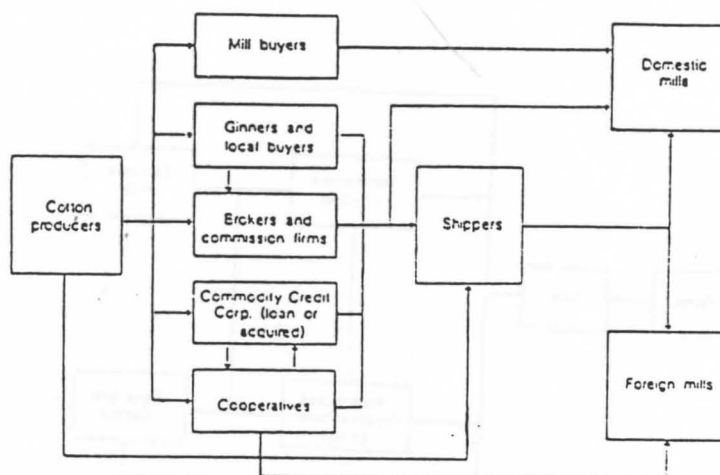


### ANNEXE 25

source : MAYBERRY, G.; HERNDON, C.W. - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992 - d'après USDA.



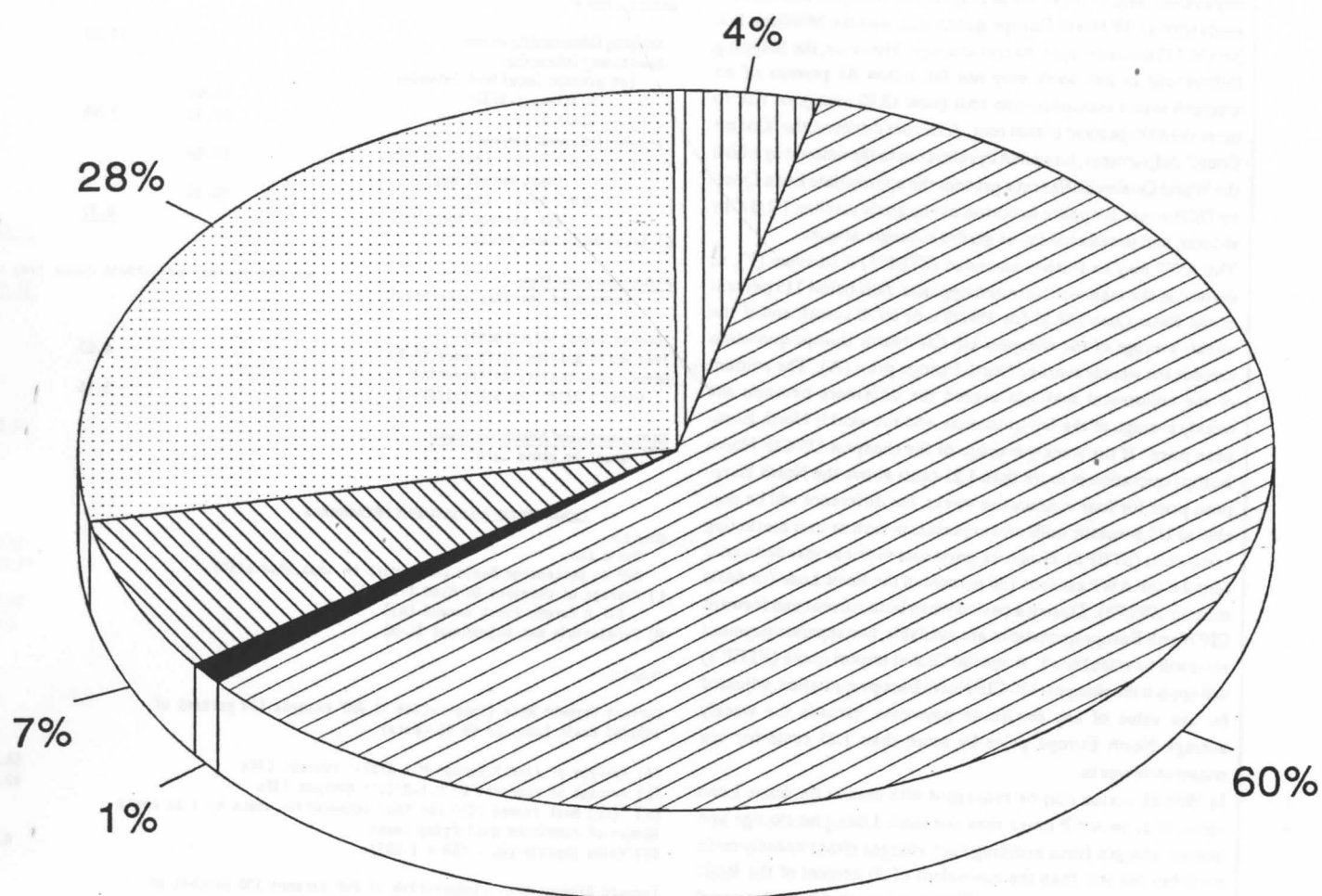
## FLUX DE PROPRIETE DU COTON-FIBRE AUX ETATS-UNIS








### ANNEXE 26

source : MAYBERRY, G.; HERNDON, C.W. - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992 - d'après USDA.

# REPARTITION DES VENTES DE COTON DES EXPLOITATIONS AUX ETATS-UNIS



 Négociants	 Usines d'égrenage	 Coopératives
 Usines de filage	 Autres	

## ANNEXE 27

source : MAYBERRY, G; HERNDON, C.W. - Proceedings Beltwide Cotton Conferences 1992 d'après USDA.



# EXEMPLE DE CALCUL DES AIDES A LA COMMERCILISATION AUX ETATS-UNIS

(17 juin 1993)

## US Price Mechanism

The Adjusted World Price (AWP) is calculated from selected, representative CIF North Europe quotations, adjusted both for shipping differentials and for quality and location differentials. The "Shipping Differential" is derived from the average over the preceding 52 weeks, or as many of that number of weeks for which quotations are available, of the difference, calculated from Thursday's values only, between the average of the Memphis and California/Arizona CIF North Europe quotations, and the Middling 1-3/32" (31 35) domestic spot market average. However, the Shipping Differential in any week may not fall below 85 percent of an assessed actual transportation cost (now 13.90 cents), or rise to more than 115 percent of that cost. A further discount, the "Coarse Count" Adjustment, is applied by reference to the amount by which the World Quality Difference exceeds the appropriate Loan Quality Difference. It applies to cotton of any grade stapling 1-1/32" or shorter, and to selected lower grades in longer staples.

The AWP may be further amended (STEP 1) if its value (F), as derived in the manner illustrated opposite, falls below 115 percent of the Basic Loan (52.35 for 1992/93, or 60.20 cents), and if the weekly average of the cheapest US CIF North Europe quotation exceeds the weekly average North Europe price (A). The amount of the adjustment may not exceed the difference between the weekly average of the US quotation, and the weekly North European price. If the weekly average of the cheapest US CIF North Europe quotation is more than 1.25 cents above the North European price for four consecutive weeks, the difference will be payable to US domestic mills and exporters in cash or user marketing certificates (STEP 2). However, payments will be suspended under Step 2 if the AWP exceeds 130 percent of the Basic Loan (or 68.06 cents in 1992/93). During a period when both current and forward CIF North Europe quotations are available, two separate payment rates will be established. A special Global Import quota (STEP 3) will apply if the cheapest US CIF North Europe quotation, adjusted for the value of any certificate payments, exceeds the weekly average North Europe price by more than 1.25 cents for ten consecutive weeks.

In 1992/93, cotton may be redeemed with cash at the Basic Loan value, or at an AWP lower than the Basic Loan plus storage and interest charges (thus avoiding such charges either entirely or in part) but not less than the equivalent of 70 percent of the Basic Loan (36.65 cents). If the AWP falls below this level, "generic" certificates or cash will be payable to "first handlers". All interest and storage charges incurred during an extended loan period will be payable by the grower if repayment is made in cash, regardless of the level of the AWP. Moreover, all costs associated with storage during the extended loan, plus a \$1.00 per bale handling fee will be payable if cotton is forfeited to the CCC.

Redemptions with certificates are made at the AWP, regardless of its level. They are free of carry at the end of the initial 10 month loan period only; storage (but not interest) charges which subsequently accrue on extended loans are payable to the warehouse.

- 1992/93 season -  
- values if applied today, June 17, 1993 -

Take 5-day average of:-	
A) Five N.Europe M.1-3/32" CIFs	57.70
B) Three N.Europe "coarse count" CIFs	53.17

### ADJUSTED WORLD PRICE CALCULATION

Deduct from A	
Shipping Differential 52 wk avg	11.82
Loan Quality Differential	
(at average location) between:	
Middling 1-3/32"	53.90
SLM 1-1/16"	52.35 1.55
Location Differential between:-	
SLM 1-1/16" Loan	52.66
(spot market avg)	
SLM 1-1/16" Loan	52.35
(at average location)	0.31
E) Total Adjustment Factor	13.68

F) Adjusted World Price	- subject further adjustment under Step 1
(announced Thursday afternoon)	44.02

'Coarse Count' Adjustment:-	
Take world quality difference (A-B)	4.53
Deduct Loan Quality Differential	
(Midd.1-3/32" to SLM 1-1/32")	3.95
G) 'Coarse Count' Adjustment Factor	0.58
(must be above zero)	

### COMPETITIVE ADJUSTMENT PROVISIONS

Step 1:-	
Basic Loan	52.35
AWP as percentage Basic Loan (must be less than 115%)	84.09%
L) Average of cheapest US Midd.1-3/32"	
CIF N.Europe (must exceed (A))	59.10
M) Permissible max.adjustment (L-A)	1.40

### Step 2:-

Current Payment Rate (inoperative if AWP exceeds 130 percent of 1992/93 Basic Loan, or 68.06 cents)	
CA) Average of five N.Europe M.1-3/32" current CIFs	58.37
CL) Average of cheapest US M.1-3/32" current CIFs	60.30
CN) (CL) must exceed (CA) for four consecutive weeks by 1.25 cents	
Number of completed qualifying weeks	4
CP) Value payable (CL - (CA + 1.25))	0.68

Forward Payment Rate (inoperative if AWP exceeds 130 percent of 1993/94 Basic Loan, or 68.06 cents)	
FA) Average of five N.Europe M.1-3/32" forward CIFs	57.70
FL) Average of cheapest US M.1-3/32" forward CIFs	59.10
FN) (FL) must exceed (FA) for four consecutive weeks by 1.25 cents	
Number of completed qualifying weeks	2
FP) Theoretical value payable (FL - (FA + 1.25))	0.15

### Step 3:-

Q) If the cheapest current US CIF N.Europe price (CL) exceeds (CA) + 1.25 cents and the value of any payment under Step 2, for 10 consecutive weeks, a Special Global Import Quota equal to one week's average US domestic consumption will be announced. Including week-to-date values, number of qualifying weeks	0
---	---

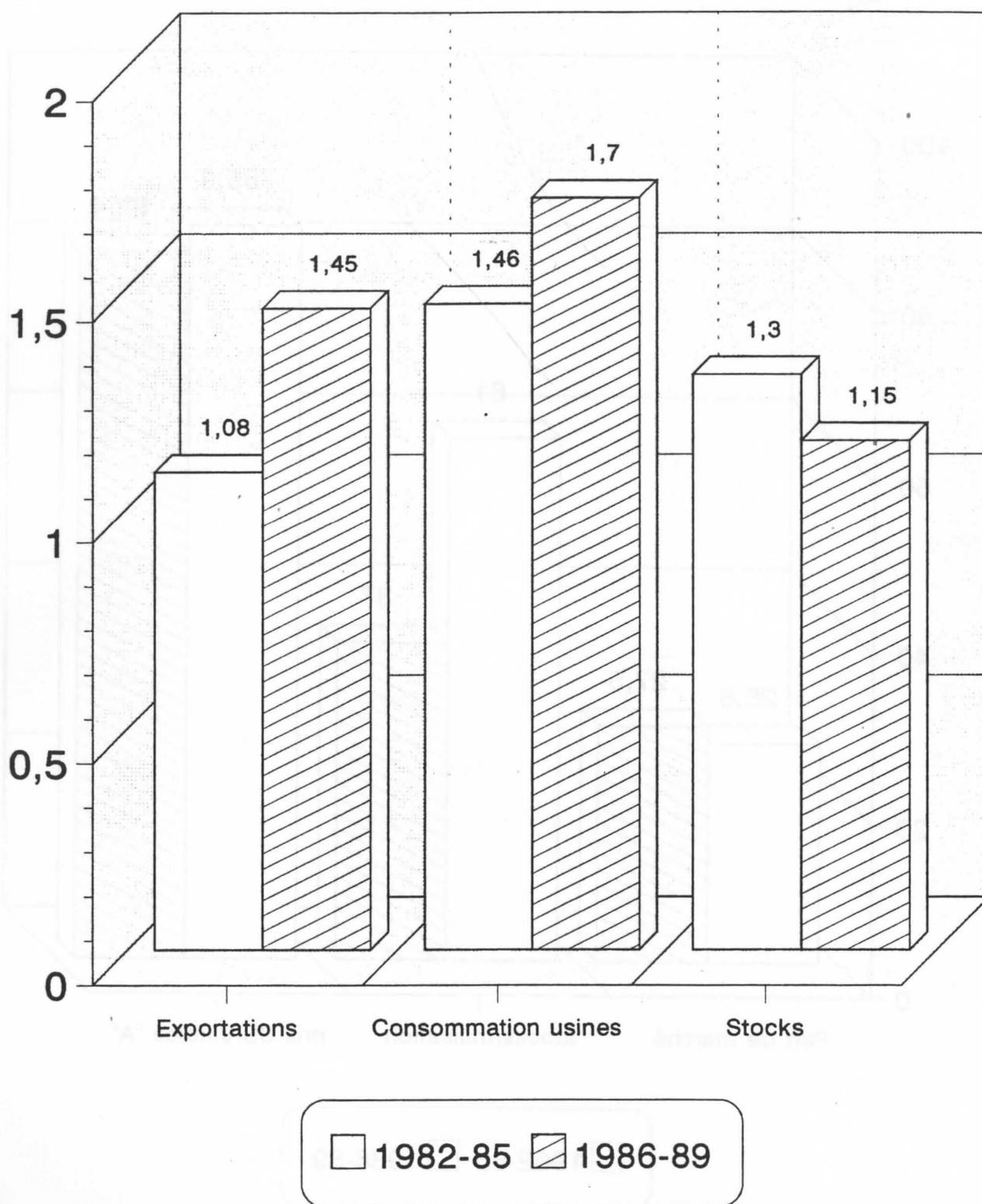
## ANNEXE 28

source : Cotton Outlook - n° - 18 juin 1993.

# EVOLUTION DES PERFORMANCES DU MARCHE DU COTON-FIBRE AUX ETATS-UNIS

(moyennes des périodes 1982-85 et 1986-89)

millions de tonnes



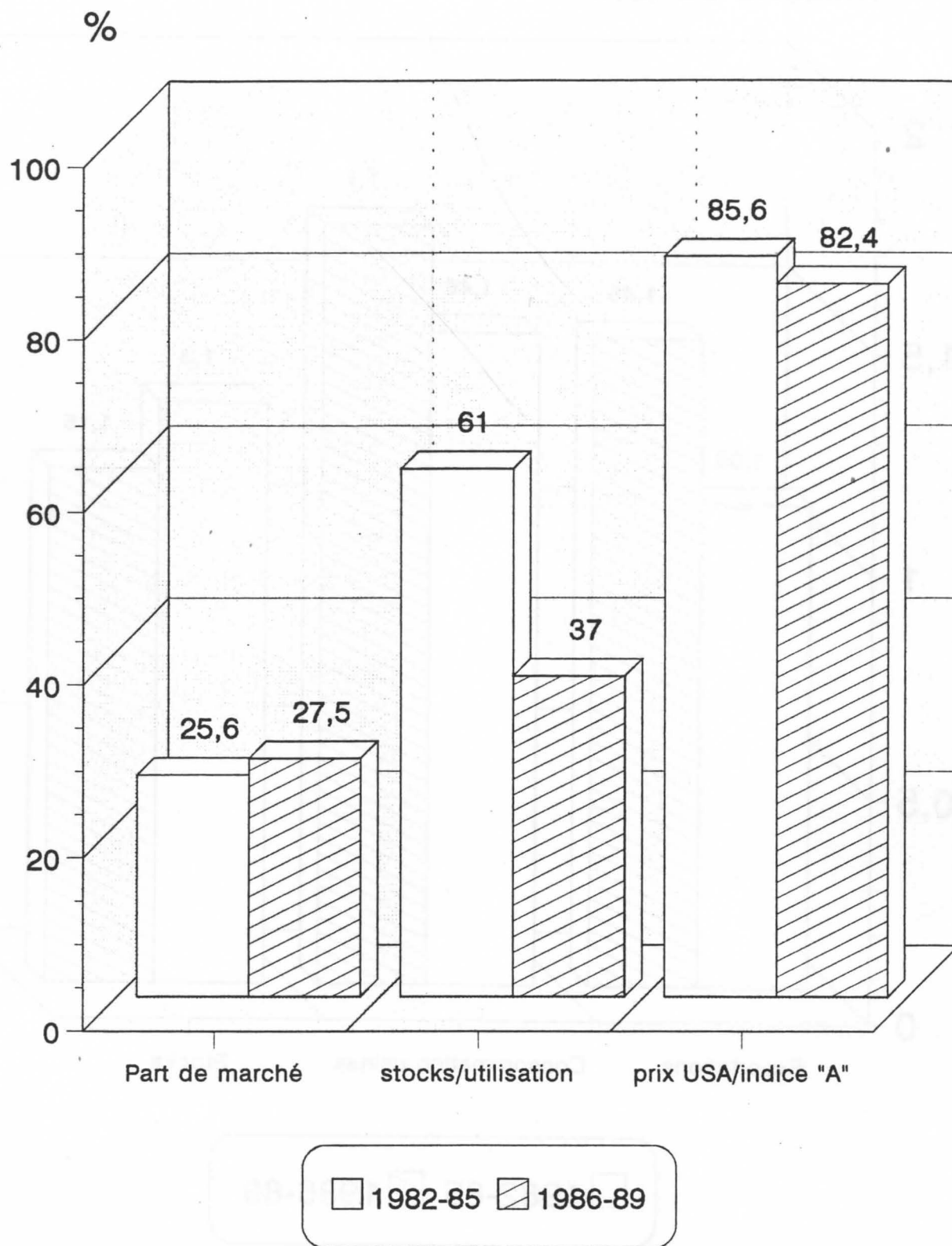
## ANNEXE 29

source : CHEN, D.T.; ANDERSON, C.G. - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1990.



# COMPETITIVITE DU COTON-FIBRE AMERICAIN

(comparaison des périodes 1982-85 et 1986-89)

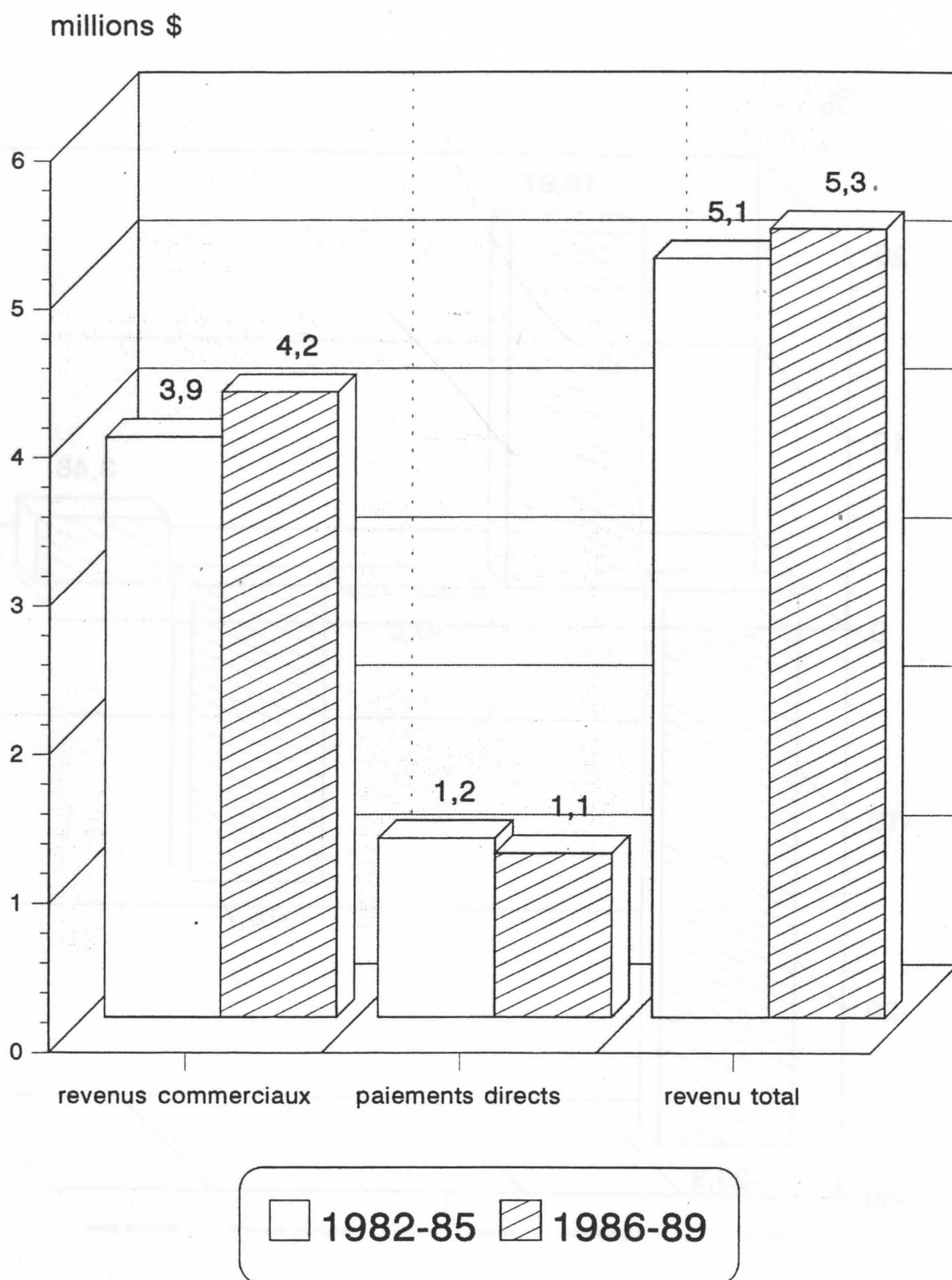


## ANNEXE 30

source : CHEN, D.T.; ANDERSON, C.G. 6 Beltwide Cotton Production Research Conferences

# REVENUS DU COTON-FIBRE AMERICAIN ET PAIEMENTS DU GOUVERNEMENT

(comparaison des périodes 1982-85 et 1986-89)



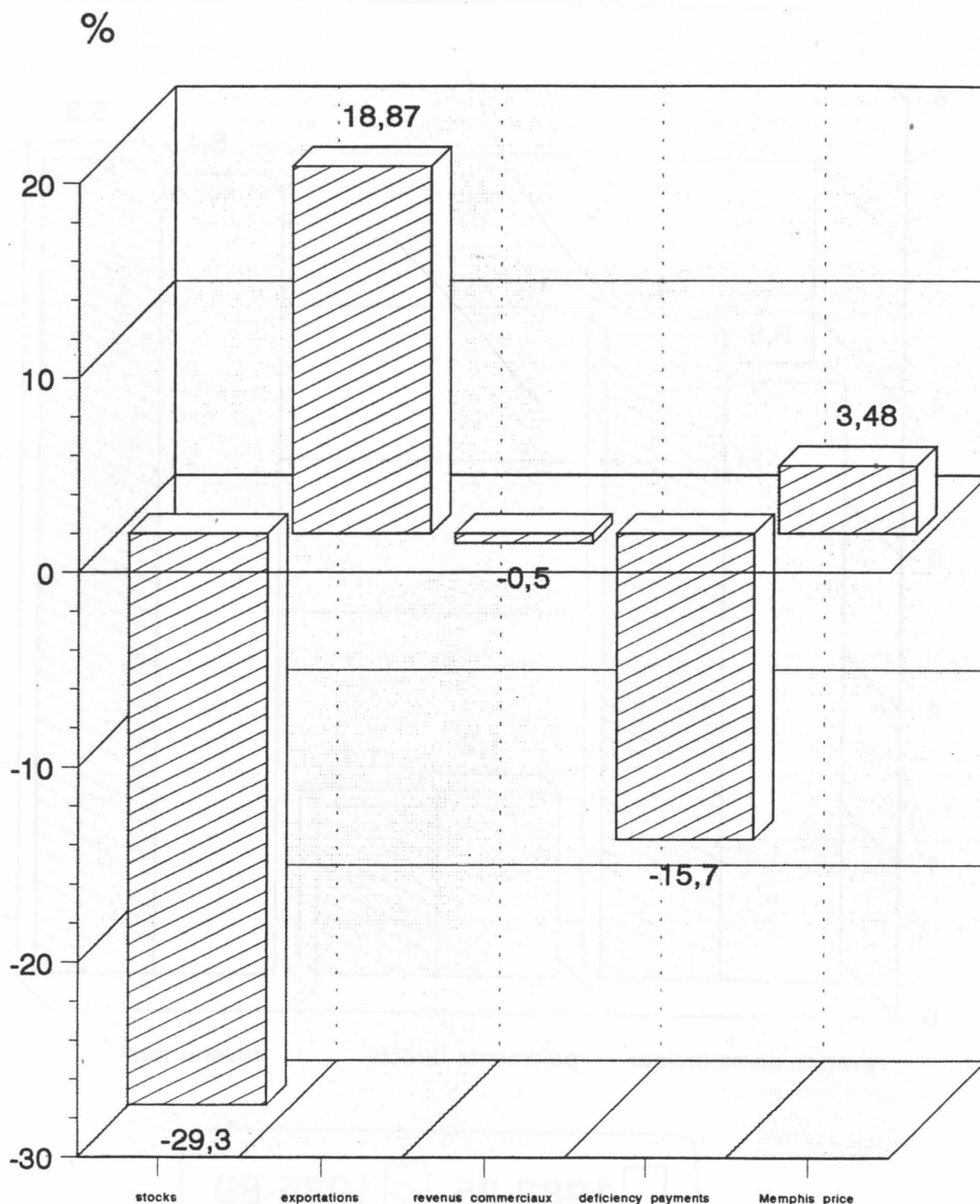
## ANNEXE 31

source : CHEN, D.T.; ANDERSON, C.G. - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1990.



# IMPACT DU FOOD SECURITY ACT 1985

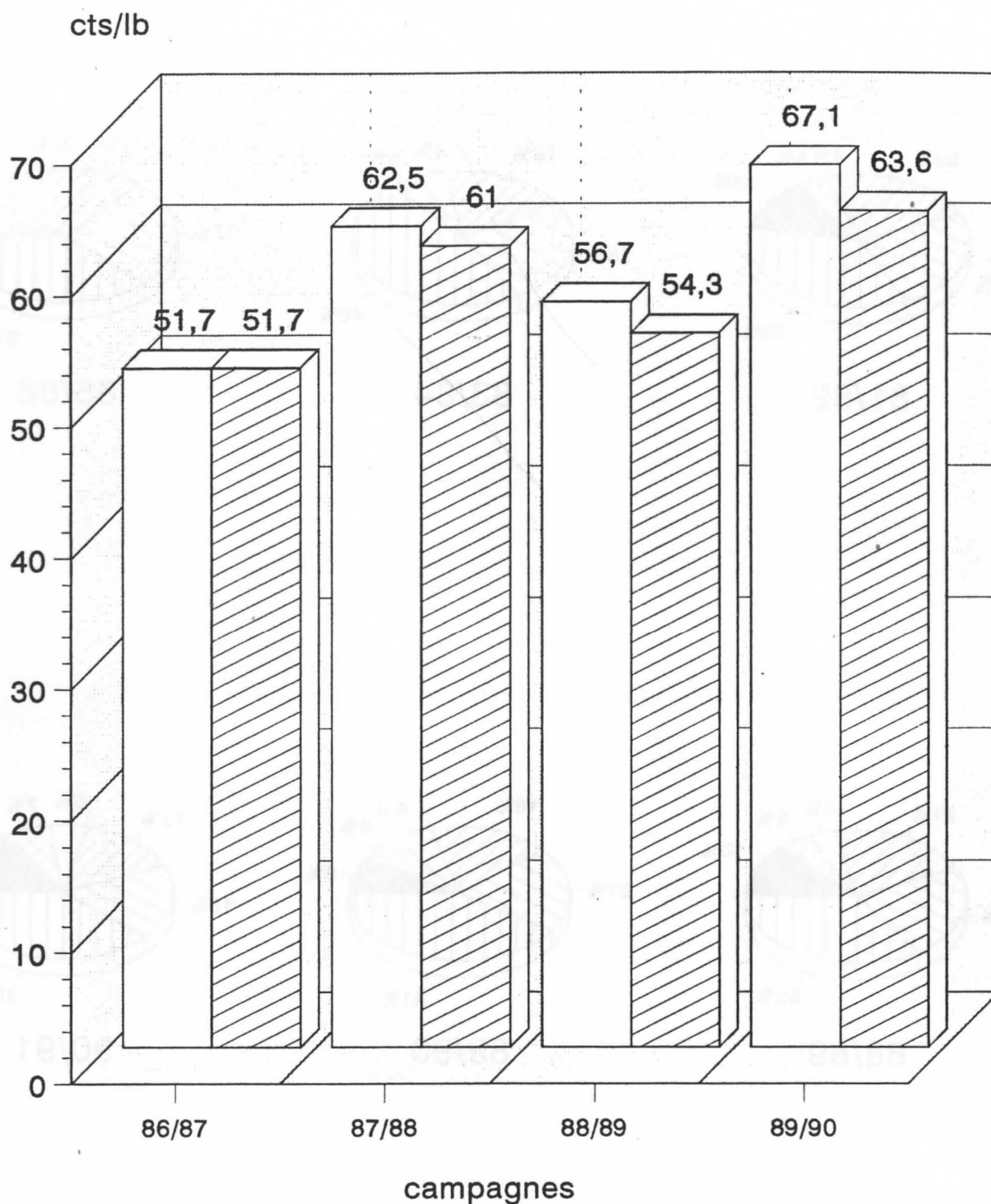
(évolution 1989 par rapport à 1986 en %)



## ANNEXE 32

source : CHEN, D.T.; ANDERSON, C.G. - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1990

# IMPACT DE L'ACREAGE REDUCTION PROGRAM SUR LA COTATION DE MEMPHIS



□ taux actuel    ▨ taux nul

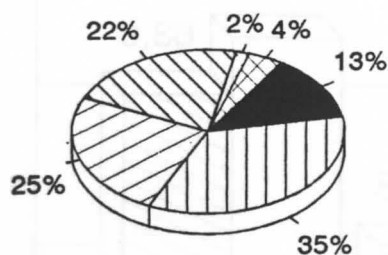
## ANNEXE 33

source : CHEN, D.T.; ANDERSON, C.G. - Beltwide Cotton Production Research Conferences 1990.

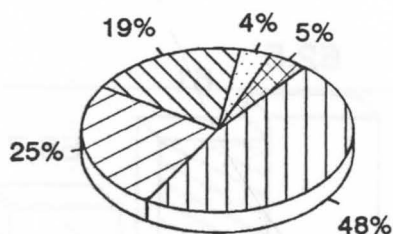


# EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE COTON-FIBRE DES ETATS-UNIS PAR PAYS

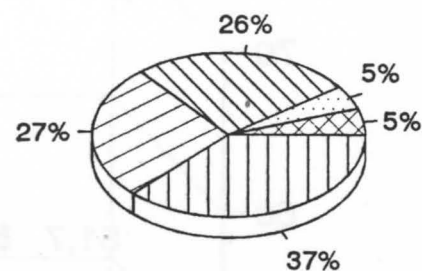
Milliers de tonnes



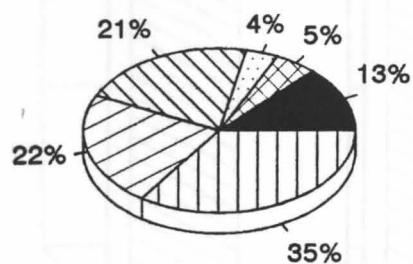
81/82



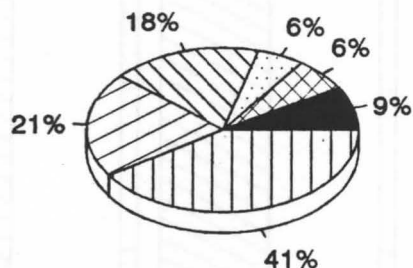
83/84



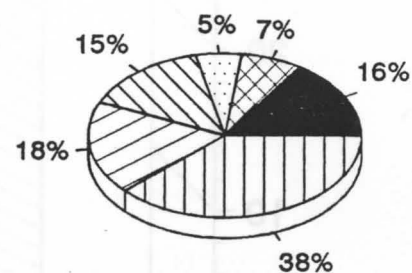
85/86



88/89



89/90



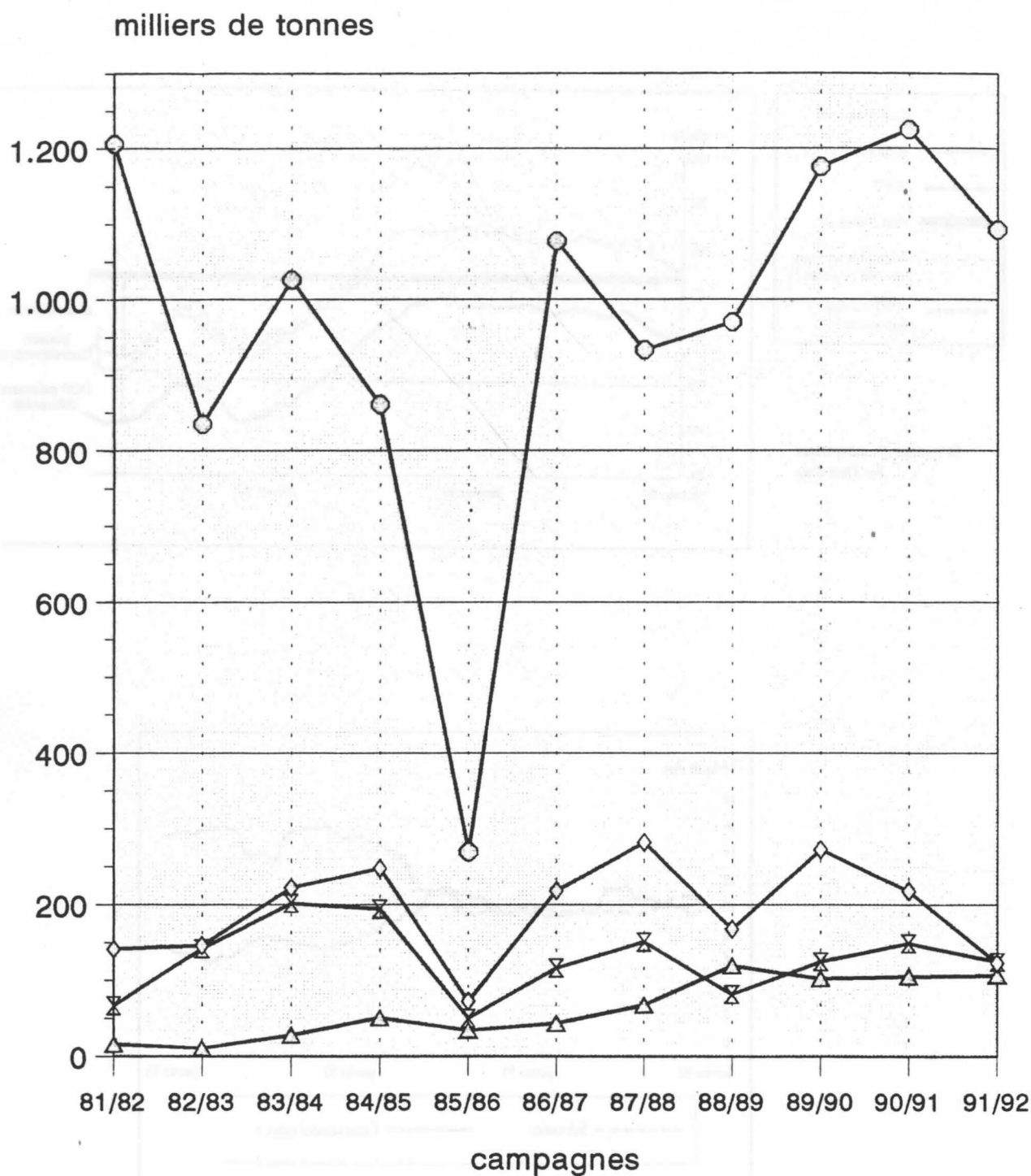
90/91

■ CHINE    ▨ INDONESIE    ▩ ITALIE    ▤ COREE DU SUD    ▧ JAPON    □ AUTRES PAYS

## ANNEXE 34

source: ICAC avril 1993 - vol.46 - n°2.(part II)

# EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE COTON-FIBRE DES ETATS-UNIS PAR DESTINATION (en milliers de tonnes)



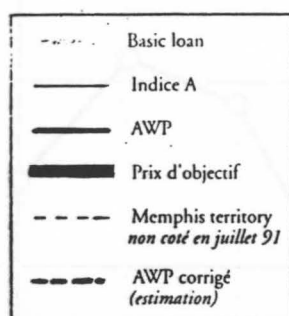
○ Asie Océanie ◇ CEE-12 △ Afrique × Autre

## ANNEXE 35

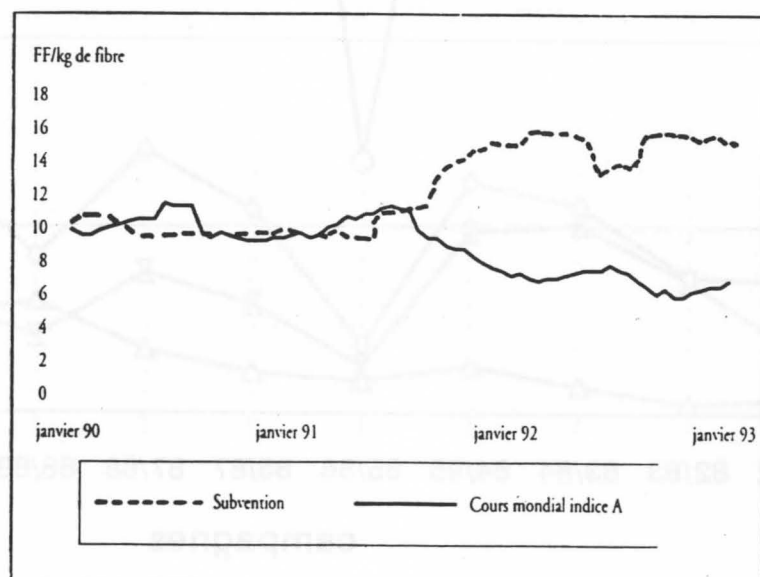
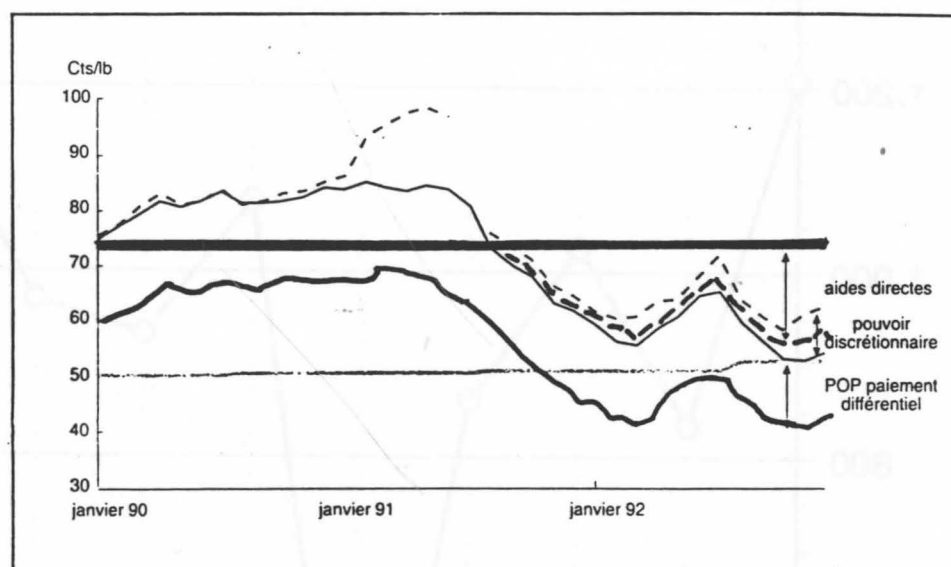
source : CFDT/SEE : "Note de conjoncture" - novembre 1992.



# COMPARAISON DES SUBVENTIONS AUX ETATS-UNIS ET DANS LA CEE



Le système de subventions des États-Unis



Évolution de la subvention de la Communauté économique européenne

## ANNEXE 36

source : Coton et développement - n°5 - mars 1993.

## **BIBLIOGRAPHIE**



### PERIODIQUES:

- COTTON OUTLOOK: Revue hebdomadaire sur le coton
  
- DEBARD, J.C. - CHARVET, J.P.: Chambre d'agriculture: " Les USA: Agriculture et politique agricole".  
 - supplément au n° 805 - Paris - novembre 1992. 56 p.
  
- COTON ET DEVELOPPEMENT: Revue trimestrielle sur les progrès scientifiques sur le coton:
  - \* n° 1 - mars 1992 - pp 10.
  - \* n° 2 - juin 1992 - pp 15.
  - \* n° 3 - septembre 1992 - pp 6-14.
  - \* n° 4 - décembre 1992 - pp 27.
  - \* n° 5 - mars 1993 - pp 2-11.
  
- FOOD AND AGRICULTURE ORGANISATION OF THE UNITED NATIONS: " Yearbook trade ".  
 - volume 45 - FAO statistics series n° 109 - 1991 - Rome 1992 - pp 383.
  
- INTERNATIONAL COTTON ADVISORY COMMITTEE:
  - \* Cotton world statistics, Bulletin of the International Cotton Advisory Committee :  
 - Octobre 1992 - volume 47 n° 1 (part II) - 140 p.  
 - Avril 1993 - volume 47 n° 2 (part II) - 121 p.
  
  - \* Review of the world situation :  
 - Septembre-octobre 1992 - 20 p.  
 - Novembre-décembre 1992 - 16 p.  
 - Janvier-février 1993 - 23 p.  
 - Mars-avril 1993 - 19 p.
  
  - \* The ICAC recorder :  
 - vol. x n° 1 March 1992 - pp  
 - vol. x n° 2 June 1992 - pp  
 - vol. x n° 3 September 1992 - pp 19-33.
  
- WORLD BANK : International Trade Division, International Economics Department : "Market outlook for major primary commodities volume II : Agricultural products, fertilisers and tropical timbers"  
 - report n° 814/92 - october 1992.

## RAPPORTS ET ARTICLES

- BECKER, G. : "1985 Farm Bill : a summary".  
     - *Environmental and Natural Ressources Division* -  
     Washington D.C. - 21 juillet 1987 - 13 p.
- CABLE, V. : "Textile and clothing in a new round of trade negotiations".  
     - *The World Bank Economic Review* 1987 - vol.1 n° 4 - pp 619-646.
- COMPAGNIE FRANCAISE POUR LE DEVELOPPEMENT DES FIBRES TEXTILES : Note de conjoncture : "Les pays de la zone franc et le marché mondial du coton".
- COUSINIE, P. : "La situation mondiale du coton et le cas de l'Afrique "zone franc" ".  
     - Atelier IICA Costa-Rica/CIRAD C.A. Laboratoire d'économie  
     - février 1993 - 33 p.
- FUSILLIER, J.L. : "Compte rendu de la conférence de C.E.HANRAHAN sur les orientations actuelles de la politique agricole américaine".  
     - CIRAD-Montpellier - mars 1992 - 4 p.
- GAY, P.G. : "Le textile européen face à la forteresse Amérique".  
     - LE MONDE - 17 octobre 1992 - Paris.
- GUINDON, J.P. : "Le coton aux Etats-Unis".  
     - CIRAD C.A. - Laboratoire d'économie - mars 1993 - 16 p.
- TOINET, M.F. : "Le GATT c'est l'Amérique d'abord".  
     - LE MONDE DIPLOMATIQUE - avril 1993 - Paris.
- SOLOMON, H.; KINNUCAN, H.W. : - "Effects of export promotion on demand for US cotton in the Pacific Rim" - Committee on Commodity Promotion Foreign Agricultural Service - USDA - august 1991 - Washington D.C. - pp 103-115.  
     - " Effects of non-price export promotion : some evidence for cotton" - Australian Journal of Agriculture Economics - vol 37, n° 1 - april 1993 - pp 1-15.



- UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE : "Farm program fact sheet common program provisions for 1992 crops".
- *Agricultural Stabilisation and Conservation Service*
- february 1992 - 6 p.

### OUVRAGES

- BELL, T. - GILLHAM, F. : "The world of cotton".
- ContiCotton - 1989 - Washington D.C. - pp 340-394.
  
- BELTWIDE COTTON PRODUCTION RESEARCH CONFERENCES 1988:
  
- \* BROOKER, J.R. - DAVIS, C.S. - FARMER, C.M. : " Risq considerations and hedging strategies".
- Knoxville Tennessee- pp 457-462.
  
- \* CHEN, D.T. : " Dynamic transition of world cotton market: impact on U.S. cotton industry for 1986-1987 ".
- Texas A&M University- pp 478-483.
  
- \* HACKLANDER, D. - BANKER, D. : " Financial caracteristics of U.S. cotton farms, january 1, 1987".
- Washington DC- pp 434-445.
  
- \* HERNDON, C.W. : " Historical review of cotton quality and price discount/premiums for the Mississippi delta region".
- Mississippi- pp 467-468.
  
- \* MILLS, F.D. : "Futures options to manage risk associated with cotton program participation".
- Tifton University of Georgia- pp 431-434.
  
- \* REDDINGTON, J.L. : " World producers ability to supply cotton into the 21st century".
- Washington DC.- pp 483-489.

- \* **SANDFORD, S.:** "Factors influencing total fiber consumption, and domestic mill demand for cotton and wool".  
- Washington DC.- pp 493-494.
- \* **WHITTON, C.L.:** "Export policies of major cotton competitors".  
- Washington DC.- pp 424-427.
- \* **WOOD, W.C.:** "Frequency of short hedging opportunities for texas cotton producers, 1980-1986".  
- Texas- pp 463-467.

**- BELTWIDE COTTON PRODUCTION RESEARCH CONFERENCES 1989:**

- \* **CHEN, D.T.- ANDERSON, C.G.:** "Cotton market responses under alternative acreage reduction (ARP) and paid land diversion (PLD) options".  
- Texas- pp 408-413.
- \* **ETHRIGE, M.D.:** "A measure of exports competitiveness for U.S. cotton".  
- Memphis Tennessee- pp 401-405.
- \* **ETHRIGE, D.:** "Structure and performance of the U.S. cotton shipping industry".  
- Lubbock Texas- pp 405-407.
- \* **FUNK, T.:** "Mill direct cotton marketing by U.S. farmer".  
- Harlingen Texas- pp 407-408.
- \* **HACKLANDER, D.- BANKER, D.:** "Financial characteristics of U.S. cotton farms".  
- Washington DC.- pp 443-448.
- \* **SANDFORD, S.:** "U.S. imports of cotton textiles and apparel".  
- Washington DC.- pp 416-420.
- \* **SHAFER, C.E.- ANDERSON, C.G.- HUNDL, W.C.Jr.:** "Spot quotation-futures price basis behavior in cotton 1979-1988".  
- Texas- pp 425-430.
- \* **STULTS, H.- SIVERTS, E.:** "Regional effects of U.S. imports".  
- Fort Collins- pp 413-416.
- \* **VERBEEK, K.:** "Costs of production of irrigated cotton in the U.S. and competing countries".  
- Washington DC.- pp 422-424.



- \* **WHITTON, C.L.:** "How responsive is cotton area to world prices ?".  
- Washington DC.- pp 440-442.

- **BELTWISE COTTON PRODUCTION RESEARCH CONFERENCES 1990:**

- \* **BEDNARDZ, M.S. - ETHRIGE, D.E.:** "Sources of rising unit costs of producing cotton in the Texas High Plains".  
- Lubbock Texas- pp 390-393.
- \* **CHEN, D.T. - ANDERSON, C.G.:** "Cotton market responses to *1985 Food Security Act*, dollar devaluation and U.S. weather disturbances".  
- Texas- pp 464-469.
- \* **ETHRIGE, M.D.:** "Developments in exports competitiveness of U.S. cotton".  
- Memphis Tennessee- pp 385-386.
- \* **GLAZE, H.D. - SLASSIS, M.E. - MATHEWS, K.:** "Characteristics of high and low costs cotton producers in the U.S.".   
- Washington DC.- pp 448-451.
- \* **PARVIN, D.W. Jr:** "The importance of harvest initiation date".  
- Stoneville Mississippi- pp 471-474.
- \* **SANDFORD, S.O.:** "Trends in U.S. upland cotton exports".  
- Washington DC.- pp 451-456.
- \* **SHAFFER, C.E. - ANDERSON, C.G.:** "Hedging ratios for all futures delivery months: Memphis, Dallas, and Lubbock prices quotes, 1970-1988".  
- Texas- pp 428-430.
- \* **STULTS, H. - GLAZE, D.:** "Costs of producing cotton".  
- Washington DC.- pp 445-448.
- \* **WOOD, W.:** "Alternative option hedging strategies".  
- Texas- pp 410-412.

**- PROCEEDINGS BELTWIDE COTTON CONFERENCES 1992 :**

- \* **BARLOWE, R.G.:** " U.S. and world cotton outlook".  
- Washington DC.- pp 343-348.
- \* **JERNIGAN, E.- NEEPER, J.:** "New York futures outlook for 1991-1992 and thoughts on 1992".  
- pp 349-350.
- \* **LAUGHLIN, M.S.:** " Supply and demand of american pima cotton".  
- Phoenix Arizona- pp 351-355.
- \* **MAYBERRY, G.- HERNDON, C.W.Jr.:** " The flow of U.S. cotton in the domestic and international markets".  
- Mississippi- pp 476-481.
- \* **MEYER, L.A.- SKINNER, R.:** " U.S. cotton demand and supply estimates: how accurate have projections been?".  
- Washington DC.- pp 481-485.
- \* **OLSON, J.:** " The economic value of cotton fiber properties".  
- Austin Texas-pp 405-407.
- \* **O'NEILL, J.J.:** "World cotton futures and options".  
- New York- p 358.
- \* **SHURLEY, W.D.:** \* " The 1991-92 cotton market: lessons in suply/demand and marketing strategies".  
- Tifton Georgie- pp 403-405.
- \* " An analisis of factors influencing the profitability and comparative advantage of cotton in Georgia".  
- Tifton Georgie- pp 452-455.
- \* **SKELLY, C.:** " U.S. policies-program results, competitiveness provisions and 1992 program".  
- Washington DC.- pp 361-363.
- \* **SMITH, J.G.:** " Extension marketing club: Lubbock area cotton farmers".  
- Lubbock Texas- pp 414-415.
- \* **STULTS, H.:** " North American Free Trade Agreement implication for cotton".  
- Washington DC.- pp 456-459.



- \* **ZHANG, P. - ETHRIGE, D.** : " U.S. cotton market shares and responses to export prices".  
- Lubbock Texas- pp 389-393.
- **COLEMAN, J. - THIGPEN, M.E.** : "An econometric model of the world cotton and non-cellulosic fibers market".  
- *World Bank Staff Commodity Paper* n° 24 - 1991 - 128 p.
- **FISHER, E.O. - de GORTER, H.** : "The international effects of U.S. farm subsidies".  
- *American Agricultural Economics Association* - 1992 - pp258-267.
- **GAZZO, Y.** : "La politique agricole des Etats-Unis - Protectionnisme intérieur, capture des marchés extérieurs" - *Economica* - paris - 1984 - 109 p.
- **INTERNATIONAL COTTON ADVISORY COMMITTEE** : "Survey of the costs of production of raw cotton".  
- 51st Plenary Meeting Liverpool - september 1992 - 79 p.
- **KESSLER, J.R.** : "Les risque inhérents aux systèmes de compensation et de règlement sur des marchés de contrats à terme et d'options"  
- *O.C.D.E.* - 1992 -116 p.
- **KNUTSON, R.D. - RICHARDSON J.W.** : "Alternative policy tools for U.S. agriculture".  
- *United States Departement of Agriculture* - 1984 - 44 p.
- **MORRIS, D.** : "Cotton to 1996 Pressing a natural advantage"  
- *The Economist Intelligence Unit*. Special report n° 2145. EIU  
Commodity Outlook Series - 1991 - 121p.
- **ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES**: "Politiques, marché et échanges agricoles".  
- *Suivi et Perspectives* - 1992 - 521 p.
- **SCHOTT, J.J. - SMITH, M.G.** : "The Cananda-United States Free Trade Agreement : the global impact".  
- *Institute for International Economics; Institute for Research on Public Policy* - 1988 - 202 p.

## LISTE DES TABLEAUX

	pages
1 - Evolution de quelques indicateurs de l'agriculture américaine.	6
2 - Exportations agricoles bénéficiant d'une assistance fédérale par type de programme.	11
3 - Evolution du ratio exportations de coton américain/production des Etats-Unis.	14
4 - Commerce extérieur des Etats-Unis pour les produits agricoles et agro-alimentaires.	16
5 - Surface plantée, rendements et production dans le monde.	25
6 - Rendements de coton par pays et par régions.	26
7 - Production de coton par régions et par pays.	27
8 - Production mondiale de coton extra-long.	31
9 - Pays, sigles, taux de change et différents coûts pris en compte pour l'étude.	34
10 - Croissance réelle des importations de textile et d'habillement des pays industrialisés en provenance des pays en développement.	58
11 - Exploitations cultivant du coton irrigué et du coton pluvial.	64
12 - Le coton <i>PIMA</i> aux Etats-Unis.	64
13 - Rendements et production des régions américaines.	65
14 - Exemple d'une opération de <i>hedging</i> .	74
15 - Indicateurs des performances du marché du coton-fibre aux Etats-Unis.	82
16 - Compétitivité des exportations du coton-fibre américain.	84
17 - Influence de la promotion des exportations du coton américain dans certains pays d'Asie.	86



## TABLE DES FIGURES

	pages
1 - Valeurs des productions agricoles aux Etats-Unis en 1990.	15
2 - Principaux pays producteurs de coton-fibre.	20
3 - Evolution de la production de coton-fibre des principaux pays.	21
4 - Evolution de la production mondiale de coton-fibre et de l'indice "A".	22
5 - Evolution de la consommation de la production et des stocks mondiaux de coton-fibre.	23
6 - Evolution des cours de différents types de coton et de l'indice "A".	33
7 - Evolution du coût de revient du coton-fibre en fonction des rendements.	35
8 - Coût du coton-graine.	37
9 - Coûts de revient pour la culture du coton.	39
10 - Revenu net pour la culture du coton.	40
11 - Principaux pays consommateurs de coton-fibre.	42
12 - Evolution de la consommation de coton-fibre des principaux pays.	43
13 - Evolution de la consommation de coton-fibre par les usines textiles.	45
14 - Evolution du prix relatif du coton-fibre et de sa part dans la demande de fibres.	48
15 - Principaux pays importateurs de coton-fibre.	50
16 - Evolution des importations de coton-fibre des principaux pays.	51
17 - Principaux pays exportateurs de coton-fibre.	52
18 - Evolution des exportations de coton-fibre des principaux pays.	54
19 - Evolution du rapport des stocks/utilisation et de l'indice "A".	61
20 - Compétitivité des exportations américaines de coton-fibre.	85

## TABLE DES MATIERES

pages

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
 <b>PARTIE 1: Politique agricole américaine et place du coton dans l'agriculture des Etats-Unis</b>	
1.1. La politique agricole américaine	3
1.1.1. Origine et évolution	3
1.1.1.1. De la fin du 19ème aux années 20	3
1.1.1.2. Les années 30	3
1.1.1.3. Les années 50-60	4
1.1.1.4. La loi cadre de 1973	5
1.1.1.5. Les années 80	7
1.1.1.6. La loi cadre de 1990	8
1.1.2. Mécanismes du soutien à l'agriculture	8
1.1.2.1. Les produits concernés	9
1.1.2.2. La répartition des aides	9
1.1.3. Législation commerciale extérieure	10
1.1.3.1. Législation à l'importation	11
1.1.3.2. Législation à l'exportation	13
1.2. Place du coton dans l'agriculture américaine	13
1.2.1. Situation de la zone cotonnière	13
1.2.2. Part du coton dans la production agricole globale	14
1.2.3. Part du coton dans les exportations de produits agricoles	14
1.2.4. Part du coton dans les dépenses de soutien	16
 <b>PARTIE 2: Le marché mondial du coton-fibre et la place des Etats-Unis</b>	 <b>18</b>
2.1. L'offre	19
2.1.1. Les pays producteurs	19
2.1.2. Facteurs influençant la production	19
2.1.2.1. Climat, ravageurs, maladies et autres facteurs	24
2.1.2.2. Rendements et surface semée	25
2.1.2.3. La recherche scientifique aux Etats-Unis	28
2.1.2.4. La qualité	29
2.1.2.5. La classification et le système de mesure	30
2.1.2.6. Le coton à soies extra-longues	31
2.1.3. les coûts de production	32
2.1.3.1. Nomenclature des différents coûts	32
2.1.3.2. Intitulés et autres précisions	34
2.1.3.3. Comparaison entre pays	36



2.2. La demande	41
2.2.1. Les pays consommateurs	41
2.2.2. Facteurs influençant la consommation	41
2.2.2.1. Le revenu et croissance économique	44
2.2.2.2. La population	46
2.2.2.3. La compétition entre fibres	46
2.3. Les échanges	49
2.3.1. Les pays importateurs	49
2.3.2. Les exportations	49
2.3.2.1. Les principaux pays exportateurs	49
2.3.2.2. Le cas du coton à soies extra-longues	53
2.3.3. Facteurs influençant les échanges	53
2.3.3.1. L'environnement du marché	55
2.3.3.2. Le commerce du coton-fibre	55
2.3.3.3. Les cours et le taux de change	55
2.3.3.4. Les effets internationaux des subventions américaines	56
2.3.3.5. L'évolution du commerce des tissus et de l'habillement	57
2.3.3.6. Accords internationaux et protectionnisme	57
2.3.3.7. La libéralisation du marché des textiles	58
2.4. Les prix	59
2.4.1. Les indices : leur signification et leur évolution	59
2.4.2. Le rôle des stocks	60

### **PARTIE 3: Structures et mécanismes de fonctionnement et de protection du marché aux USA**

3.1. Le marché du coton aux Etats Unis	63
3.1.1. Présentation des régions cotonnières	63
3.1.1.1. Les surfaces totales et irriguées	63
3.1.1.2. Le coton <b>PIMA</b>	64
3.1.1.3. Les rendements et la production	65
3.1.2. Les exploitations cotonnières américaines	65
3.1.2.1. Taille et mode de faire valoir	65
3.1.2.2. Les campagnes de promotion	66
3.1.2.3. Les <i>marketing clubs</i> aux Etats-Unis	66
3.1.3. Le flux physique et ses acteurs	67
3.1.4. L'intégration du coton dans l'industrie textile	67
3.1.5. Le flux de propriété	68
3.1.6. Pourquoi le coton américain est-il vendu à l'exportation ?	69
3.2. Marché à terme et options : le <i>New York Cotton Exchange</i>	69
3.2.1. L'intérêt des marchés à terme	69
3.2.2. Le contrat à terme	70
3.2.3. Les opérateurs	71
3.2.3.1. Les opérateurs à la corbeille	71
3.2.3.2. Les opérateurs extérieurs	72

pages

3.2.4. Le concept de la base	72
3.2.5. Les opérations	73
3.2.5.1. La spéculation	73
3.2.5.2. Le <i>hedge</i>	74
3.2.6. Les options	75
3.3. Politique cotonnière des Etats-Unis	76
3.3.1. Les prêts "sans recours" de la <i>Credit Commodity Corporation</i>	76
3.3.2. Les aides à la commercialisation	77
3.3.3. La concurrence étape par étape	79
3.3.4. Les aides directes	80
3.3.5. La politique des alliance : le <i>North American Free Trade Agreement</i>	80
3.4. L'impact du programme cotonnier	81
3.4.1. Réaction du marché face au <i>Food Security Act 1985</i>	81
3.4.2. Résultats du <i>Food Agriculture Conservation and trade Act 1990</i>	83
3.4.3. Compétitivité des exportations américaines de coton	83
3.4.4. L'influence de la promotion des exportations	86
3.4.5. Comparaison des politiques cotonnières de certains pays	87
<b>CONCLUSION</b>	89
<b>ANNEXES</b>	90
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	127
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	135
<b>TABLE DES FIGURES</b>	136



## Documents de travail en économie des filières

### Déjà parus

1. BENZ H., MENDEZ DEL VILLAR P. Le marché international du riz. Facteurs d'instabilité et politiques des exportateurs. Avril 1993.
2. FREUD C., HANAK FREUD E. Les cafés robusta africains : peuvent-ils encore être compétitifs , Août 1993. Article à paraître.
3. GOUYON A., SUPRIONO A. De la forêt à hévéas aux usines d'Akron : une production paysanne pour un marché industriel. Avril 1993.
4. LEPLAIDEUR A. Innovations récentes dans les réseaux commerciaux et de transformation du riz à Madagascar. Résultat d'une enquête 1991 dans la filière sur Antananarivo, Antsirabé, lac Alaotra. 21 p. Septembre 1993.
5. MOUSTIER P. Etat d'avancement du programme Filmar, phase III (CIRAD-CA/Agricongo). Octobre 1993.
6. FUSILLIER J.-L. La filière maïs au Cameroun. Quelles perspectives de développement de la production de maïs ? Contribution à l'étude FAC-CAPP/USAID. Octobre 1993.
7. DAVID O., MOUSTIER P. Systèmes maraîchers approvisionnant Bissau. Résultats des enquêtes (15 décembre 1992 au 15 juillet 1993). Octobre 1993.
8. FOK A.C.M. Le développement du coton au Mali par analyse des contradictions. Les acteurs et les crises de 1895 à 1993. Novembre 1993.
9. COUSINIE P. Dynamique des systèmes de production en zone cotonnière au Togo de 1985 à 1992. Novembre 1993.
10. OBSERVATOIRE DES MARCHÉS INTERNATIONAUX. Fiches produits. Décembre 1993.
11. NAIRE D.L. Enquête manioc/Pool-Congo. Formes de production et modes de mise en marché des « produits manioc » dans le pays rural de Mindouli. Janvier 1994.
12. NAIRE D.L. Contexte d'urbanisation et démographie rurale dans le Pool congolais : les villages-centres du district de Mindouli. Janvier 1994.
13. BALDE A., LEPLAIDEUR A., PUJO L., TOUNKARA O. Les filières du riz en Guinée forestière. Résultats intermédiaires. Novembre 1993.
14. HANAK FREUD E., FREUD C. Methodological issues in the analysis of the competitiveness of cocoa sub-sectors. Paper presented at the Workshop of the International Conference on Cocoa Economy, October 19-22, 1993, Bali, Indonesia. October 1993.



Centre  
de coopération  
internationale  
en recherche  
agronomique  
pour le  
développement

Unité de  
recherche  
économie  
des filières

2477,  
avenue du Val  
de Montferrand  
BP 5035  
34032 Montpellier  
Cedex 1  
France  
téléphone :  
67 61 58 00  
télécopie :  
67 61 56 32  
télex :  
480573 F